



HAL
open science

Représentations sociales et risques vus par les étudiants d'Afrique Centrale qui font leurs études en France : Normes et Algèbre de Boole

Ernest Nzaramba

► **To cite this version:**

Ernest Nzaramba. Représentations sociales et risques vus par les étudiants d'Afrique Centrale qui font leurs études en France : Normes et Algèbre de Boole. Psychologie. Université d'Angers, 2020. Français. NNT : 2020ANGE0029 . tel-03272728

HAL Id: tel-03272728

<https://theses.hal.science/tel-03272728v1>

Submitted on 28 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THESE DE DOCTORAT DE PSYCHOLOGIE

L'UNIVERSITE D'ANGERS

COMUE Université Bretagne Loire

Ecole Doctorale n° 603

Education, Langues, Interaction, Cognition, Clinique

Spécialité : Psychologie Sociale

ERNEST NZARAMBA

REPRESENTATIONS SOCIALES ET RISQUES VUS PAR LES ETUDIANTS D'AFRIQUE CENTRALE QUI FONT LEURS ETUDES EN FRANCE : NORMES ET ALGEBRE DE BOOLE

Thèse présentée et soutenue à Angers, le 16 décembre 2020

Unité de recherche : Laboratoire de Psychologie des Pays de la Loire

Thèse N° : 1

Rapporteurs avant soutenance:

Anne-Marie COSTALAT-FOUINEAU : Professeur, Université
Montpellier 3

Nestor Daniel ROSELLI: Professeur, Universidad Católica
Argentina

Composition du Jury :

Anne-Marie COSTALAT-FOUINEAU: Professeur
Université Montpellier 3

Nestor Daniel ROSELLI: Professeur
Universidad Católica Argentina

Angel EGIDO PORTELA : Professeur
Université Catholique de l'Ouest

Directrice de thèse
Sandrine GAYMARD : Professeur
Université d'Angers

L'auteur du présent document vous autorise à le partager, reproduire, distribuer et communiquer selon les conditions suivantes :



- Vous devez le citer en l'attribuant de la manière indiquée par l'auteur (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'il approuve votre utilisation de l'œuvre).
- Vous n'avez pas le droit d'utiliser ce document à des fins commerciales.
- Vous n'avez pas le droit de le modifier, de le transformer ou de l'adapter.

Consulter la licence creativecommons complète en français :
<http://creativecommons.org/licences/by-nc-nd/2.0/fr/>

Ces conditions d'utilisation (attribution, pas d'utilisation commerciale, pas de modification) sont symbolisées par les icônes positionnées en pied de page.



REMERCIEMENTS

A travers ces remerciements, je souhaite exprimer ma gratitude à toute personne qui, de près ou de loin, par son apport intellectuel, son soutien moral et affectif a contribué à la réalisation de ce travail.

Je tiens à exprimer ma très grande gratitude envers **Sandrine GAYMARD**, ma directrice de thèse pour la qualité d'encadrement dont j'ai bénéficié au cours de ces quatre dernières années. Si ce travail arrive à terme, c'est grâce à vos encouragements, votre professionnalisme, le climat de travail et surtout votre patience. Je suis très reconnaissant de l'encadrement que vous m'avez fourni. Votre présence, votre disponibilité et vos encouragements ont permis l'accomplissement de ce travail. Sans vous, ce travail n'aurait jamais été achevé.

Un grand merci à **Anne Marie COSTALAT-FOUNEAU, Nestor Daniel ROSELLI et Angel EGIDO PORTELA** pour avoir accepté de faire partie du jury, pour la lecture et l'évaluation de ce travail de recherche.

A ma **famille au Rwanda** qui m'a toujours soutenu,

A la famille **HABYARIMANA** pour le soutien moral et affectif qu'elle m'a porté durant toute la formation

A mes proches et amis de France, **Marie Jeanne, Ildéphonse, Aline, Dieudonné, Peruth, Jean Jules, Rossman, Divin** pour leur encouragement et leur soutien.

Dédicace

A ma fille Lynna, née pendant ce travail

RESUME

Ce travail de recherche s'inscrit dans le cadre de la théorie des représentations sociales et vise à expliquer comment les étudiants d'Afrique Centrale qui font leurs études en France construisent leurs représentations sociales sur les risques selon qu'ils ont un projet de s'installer en France ou qu'ils ont l'intention de retourner dans leurs pays d'origine. Notre population (N=90) est divisée en deux groupes : le groupe d'étudiants qui a comme projet de s'installer en France (N=45) et le groupe des étudiants qui veulent retourner chez eux (N=45).

L'hypothèse de départ postule que « **Les représentations sociales sur les risques chez les étudiants qui veulent rester en France diffèrent de celles des étudiants qui veulent retourner dans leurs pays d'origine** ». Nous nous attendons à une différence significative entre d'une part, le groupe qui veut rester en France, qui axerait les RS sur la gravité des risques en Afrique Centrale, et d'autre part, le groupe voulant retourner chez eux, qui construirait les RS autour des difficultés rencontrées en France surtout liées à l'accompagnement et l'intégration ainsi que l'adaptation à un nouvel environnement.

Grâce aux données recueillies au travers des associations libres et du questionnaire de caractérisation, nous trouvons d'une part, que les réponses des étudiants qui veulent rester en France mettent l'accent sur les risques en rapport avec l'aspect socio-économique et sécuritaire en Afrique Centrale. Cela est illustré par l'évocation de la pauvreté, du chômage, de l'insécurité alimentaire, des difficultés d'accès à l'éducation, des guerres civiles, de l'instabilité politique ; tous ces éléments sont considérés comme les principales caractéristiques des risques en Afrique Centrale. D'autre part, les étudiants qui ont comme projet de retourner dans leurs pays mettent en évidence l'isolement, la solitude, la dépression, la pauvreté et le chômage ; ce sont les principales caractéristiques des risques en France. Les représentations sociales sur les risques de ces deux groupes montrent des représentations contextualisées selon leur projet de vie.

L'utilisation de méthodologies spécifiques comme **l'Algèbre de Boole** montre l'importance des aspects normatifs et des stratégies compensatoires dans l'étude des représentations sociales. Cette méthodologie confirme sa pertinence dans les problématiques culturelles.

Mots clés : Représentations sociales – Risques – Normes – Etudiants – Afrique Centrale – Algèbre de Boole

ABSTRACT

This research work is in line with the theory of social representations and aims to explain how Central African students studying in France construct their social representations of risks depending on whether they have a project to settle in France or intend to return to their countries of origin. Our population (N=90) is divided into two groups: the group of students who plans to settle in France (N=45) and the group of students who wants to return home (N=45).

The starting hypothesis postulates that "**Social representations of risk among students who want to stay in France differ from those of students who want to return to their countries of origin**". We expect a significant difference between, on the one hand, the group that wants to stay in France, which would focus the SR on the seriousness of risks in Central Africa, and on the other hand, the group that wants to return home, which would build the SR around the difficulties encountered in France and especially related to support and integration as well as adaptation to a new environment.

Thanks to the data collected through the free associations and the characterization questionnaire, we find on the one hand, that the answers of students who want to stay in France emphasize the risks related to the socio-economic and safety aspect in Central Africa. This is illustrated by the evocation of poverty, unemployment, food insecurity, difficulties of access to education, civil wars, political instability; all these elements are considered as the main characteristics of risks in Central Africa. On the other hand, students who plan to return to their countries highlight isolation, loneliness, depression, poverty and unemployment; these are the main characteristics of risks in France. The social representations of risks of these two groups show contextualized representations according to their life project.

The use of specific methodologies such as **Boole's Algebra** shows the importance of normative aspects and compensatory strategies in the study of social representations. This methodology confirms its relevance to cultural issues.

Key words: Social representations - Risks - Norms - Students - Central Africa – Boolean Algebra

TABLE DES MATIERES

Remerciements	p.3
Dédicace	p.4
Résumé	p.5
Abstract	p.6
Introduction	p.16
PREMIERE PARTIE : CONSIDERATIONS THEORIQUES, PROBLEMATIQUE ET HYPOTHESES	p.18
1. LATHEORIE DES REPRESENTATIONS SOCIALES	p.19
<i>1.1 Historique du concept de représentation sociale</i>	p.19
<i>1.2. Définitions et caractéristiques des représentations sociales</i>	p.23
<i>1.2.1. Définir les représentations sociales</i>	p.23
<i>1.2.2. Un objet de représentations sociales</i>	p.25
<i>1.3. Modèles théoriques des représentations sociales</i>	p.27
<i>1.3.1. L'approche socio-dynamique</i>	p.27
<i>1.3.2. L'approche structurale ou Théorie du noyau central</i>	p.30
<i>1.4. Les fonctions de représentations sociales</i>	p.40
<i>1.5. Représentations sociales et pratiques sociales</i>	p.44
<i>1.5.1. Interactions entre représentations et pratiques</i>	p.46
<i>1.5.2. Les pratiques sociales, facteurs de transformation des représentations sociales</i>	p.48
<i>1.6. Normes et représentations sociales</i>	p.51
<i>1.6.1. La théorie de la conditionnalité</i>	p.55
2. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LE RISQUE	p.56
<i>2.1. Définition du risque</i>	p.56
<i>2.2. Le risque en tant que réalité représentée</i>	p.58
3. GEOPOLITIQUE D'AFRIQUE CENTRALE, SOURCE D'INSTABILITE PERMANENTE	p.61
<i>3.1. Présentation générale de l'Afrique Centrale</i>	p.61
<i>3.2. Situation sécuritaire dans la région de l'Afrique Centrale</i>	p.66

3.2.1. <i>Bref aperçu des coups d'Etat en Afrique Centrale</i>	p.66
3.2.2. <i>L'insécurité dans le bassin du Tchad</i>	p.68
3.2.3. <i>La Région des grands lacs</i>	p.71
3.2.4. <i>L'historique de l'insécurité en RDC</i>	p.72
3.2.5. <i>Le Golfe du Guinée</i>	p.78
3.2.6. <i>Contextes de développement, d'environnement politique et des relations entre Etats en Afrique centrale</i>	p.80
3.3. L'instabilité politique et ses déterminants en Afrique Centrale	p.85
3.3.1. <i>Absence de démocratie</i>	p.86
3.3.2. <i>Mauvaise gouvernance et corruption</i>	p.86
3.3.3. <i>Conditions macro-économiques défavorables</i>	p.87
3.3.4. <i>La fragmentation ethnolinguistique et religieuse</i>	p.88
3.4. Relation entre les Etats comme facteur de sous-développement de la sous-région	p.89
3.5. Croissance démographique et insécurité en Afrique Centrale	p.90
3.6. Situation des réfugiés en Afrique Centrale	p.92
3.7. Risques identifiés en Afrique Centrale	p.93
3.8. Contexte universitaire en Afrique Centrale	p.95
3.9. Les étudiants d'Afrique Centrale en France	p.99
4. PROBLEMATIQUE ET HYPOTHESES	p.103
4.1. <i>Problématique</i>	p.103
4.2. <i>Hypothèses</i>	p.104
DEUXIEME PARTIE : METHODOLOGIE	p.105
1. POPULATION D'ETUDE	p.106
<i>1.1 La phase exploratoire</i>	p.107
2. LES OUTILS DE L'ENQUETE FINALE	p.108
<i>2.1. La méthode des associations libres</i>	p.109
<i>2.2. Le questionnaire de caractérisation</i>	p.113
3. STRATEGIES D'ANALYSES	p.116
<i>3.1. Le logiciel EVOC</i>	p.116
<i>3.2. Analyse du questionnaire de caractérisation : l'Algèbre de Boole</i>	p.116

TROISIEME PARTIE : RESULTATS	p.118
1. PRESENTATION GENERALE : RAPPEL.....	p.119
<i>1.1. Données sociodémographiques.....</i>	p.120
2. ANALYSE DES DONNEES DES ETUDIANTS AYANT L'INTENTION DE S'INSTALLER EN FRANCE (EPF POUR « ETUDIANTS PROJET FRANCE »).....	p.125
<i>2.1. Les associations libres des risques en France pour les EPF.....</i>	p.125
<i>2.1.1. Les risques personnels en France pour le EPF.....</i>	p.125
<i>2.1.2. Les risques naturels en France pour les EPF.....</i>	p.128
<i>2.2. Le questionnaire de caractérisation</i>	p.130
<i>2.2.1. Les risques en France pour les EPF.....</i>	p.130
<i>2.2.2. Les risques en Afrique Centrale pour les EPF.....</i>	p.135
<i>2.3. Les associations libres des risques en Afrique Centrale pour les EPF.....</i>	p.139
<i>2.3.1. Les risques personnels en Afrique centrale pour les EPF.....</i>	p.139
<i>2.3.2. Les risques naturels en Afrique Centrale pour les EPF.....</i>	p.141
3. ANALYSE DES DONNEES DES ETUDIANTS AYANT L'INTENTION DE RETOURNER DANS LEURS PAYS (EPA POUR « ETUDIANTS PROJET AFRIQUE »).....	p.143
<i>3.1 Les associations libres des risques en France pour les EPA.....</i>	p.143
<i>3.1.1. Les risques personnels en France pour les EPA.....</i>	p.143
<i>3.1.2. Les risques naturels en France pour les EPA.....</i>	p.145
<i>3.2. Le questionnaire de caractérisation.....</i>	p.147
<i>3.2.1. Les risques en France pour les EPA.....</i>	p.147
<i>3.2.2. Les risques en Afrique Centrale pour les EPA.....</i>	p.151
<i>3.3. Les associations libres des risques en Afrique Centrale pour les EPA.....</i>	p.154
<i>3.3.1. Les risques personnels en Afrique Centrale pour les EPA.....</i>	p.154
<i>3.3.2. Les risques naturels en Afrique Centrale pour les EPA.....</i>	p.157
4. COMPARAISON DES DEUX GROUPES AVEC LE DIAGRAMME DE KENDALL (CARACTERISATION).....	p.159
<i>4.1. Les risques en France.....</i>	p.159
<i>4.2. Les risques en Afrique Centrale.....</i>	p.161
5. RESULTATS AVEC L'ALGEBRE DE BOOLE.....	p.163

5.1. Compensations du groupe ayant l'intention de s'installer en France (EPF).....	p.163
<i>5.1.1. Illustration des risques en Afrique Centrale et analyses booléennes.....</i>	p.163
<i>5.1.2. Illustration des risques en France et analyses booléennes</i>	p.171
5.2. Compensations du groupe ayant l'intention de retourner dans leurs pays (EPA).....	p.178
<i>5.2.1. Illustration des risques en France et analyses booléennes.....</i>	p.178
<i>5.2.2. Illustration des risques en Afrique Centrale et analyses booléennes.....</i>	p.182
QUATRIEME PARTIE : DISCUSSION ET CONCLUSION	p.189
1. RS ET RISQUES CHEZ LES EPF.....	p.192
2. RS ET RISQUES CHEZ LES EPA.....	p.200
CONCLUSION.....	p.207
BIBLIOGRAPHIE.....	p.210

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Indicateur de pauvreté et d'inégalité en Afrique Centrale.....	p.84
Tableau 2 : Noyau Central et périphérie, approche fréquence/rang	p.111
Tableau 3 : Analyse hiérarchisée. Approche fréquence/importance.....	p.112
Tableau 4 : Présentation du questionnaire de caractérisation.....	p.115
Tableau 5 : Récapitulatif des données sociodémographiques de l'échantillon.....	p.121
Tableau 6 : Ages des sujets interrogés en pourcentage et effectif.....	p.122
Tableau 7 : Durée de séjour en France en pourcentage et effectif.....	p.123
Tableau 8 : Filières d'études des sujets en pourcentage et effectif.....	p.124
Tableau 9 : RS des risques personnels en France pour le groupe qui a l'intention de s'installer en France.....	p.126
Tableau 10 : RS et risques naturels en France pour le groupe qui a l'intention de s'installer en France.....	p.129
Tableau 11 : Les risques en France. Moyenne des items du questionnaire de caractérisation pour le groupe qui veut s'installer en France.....	p.132
Tableau 12 : Les risques en Afrique Centrale. Moyenne des items du questionnaire de caractérisation pour le groupe qui a l'intention de s'installer en France.....	p.136
Tableau 13 : RS et risques personnels en Afrique Centrale pour le groupe qui a l'intention de s'installer en France.....	p.140
Tableau 14 : RS et risques naturels en Afrique Centrale pour le groupe qui a l'intention de s'installer en France.....	p.142
Tableau 15 : RS des risques personnels en France pour le groupe qui a l'intention de retourner dans leurs pays.....	p.144
Tableau 16 : RS et risques naturels en France pour le groupe qui a l'intention de retourner dans leurs pays.....	p.146
Tableau 17 : RS des risques en France chez les EPA avec le questionnaire de caractérisation.....	p.148
Tableau 18 : Moyenne des items du questionnaire de caractérisation pour le groupe qui a l'intention de retourner dans leurs pays.....	p.152
Tableau 19 : RS et risques personnels en Afrique Centrale pour le groupe qui a l'intention de retourner dans leurs pays.....	p.156
Tableau 20 : RS et risques naturels en Afrique Centrale chez les EPA.....	p.158
Tableau 21 : Tableau croisé criminalité/insécurité alimentaire pour les risques en Afrique Centrale chez le groupe ayant l'intention de s'installer en France.....	p. 164

Tableau 22 : Tableau à 4 cases obtenu à partir du regroupement des modalités positives et négatives.....	p.164
Tableau 23 : Tableau croisé chômage/isolement ou solitude pour les risques en Afrique Centrale chez le groupe des étudiants ayant l'intention de s'installer en France.....	p.165
Tableau 24 : Tableau à 4 cases obtenu à partir du regroupement des modalités positives et négatives.....	p.166

LISTES DES FIGURES

Figure 1 : Quelques éléments centraux de la RS des risques en France.....	p.133
Figure 2 : Quelques éléments périphériques de la RS des risques en France.....	p.134
Figure 3 : Quelques éléments centraux de la RS des risques en Afrique Centrale.....	p.137
Figure 4 : Quelques éléments périphériques de la RS des risques en Afrique Centrale.....	p.138
Figure 5: Quelques éléments centraux de la RS des risques en France.....	p.149
Figure 6: Quelques éléments périphériques de la RS des risques en France.....	p.150
Figure 7 : Quelques éléments centraux de la RS des risques en Afrique Centrale.....	p.153
Figure 8 : Quelques éléments périphériques de la RS des risques en Afrique Centrale.....	p.154
Figure 9 : Diagramme de Kendall : les risques en France pour les deux groupes.....	p.160
Figure 10: Diagramme de Kendall : les risques en Afrique Centrale pour les deux groupes.....	p.162

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AFDL : Alliances des Forces pour la Libération du Congo

AOC : Afrique de l'Ouest et Centrale

APR : Armée Patriotique Rwandaise

BAD: Banque Africaine de Développement

BMI : Bureau Maritime International

CAR : Central African Republic

CEEAC : Communauté Economiques des Etats d'Afrique Centrale

CNDD-FDD : Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces de Défense de la Démocratie

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

DDR : Désarmement, Démobilisation et Réinsertion

EIU : Economist Intelligence Unit

EPA : Etudiants ayant comme projet de retourner en Afrique

EPF : Etudiants ayant comme projet de s'installer en France

FAR : Forces Armées Rwandaises

FAZ : Forces Armées Zaïroises

FPR : Front Patriotique Rwandais

GIEC : Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat

HCR: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

ICG: International Crisis Group

IRD: Institut de Recherche et de Développement

LRA : Lord Resistance Army

MESR : Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement Supérieur et Recherche

NC: Noyau Central

OCHA : Office for the Coordination of Humanitarian Office

OMD: Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisations des Nations Unies

RCA : République Centrafricaine

RCD : Rassemblement Congolais pour la Démocratie

RDC : République Démocratique du Congo

RS : Représentations sociales

SIDA : Syndrome d'Immunodéficience Acquise

UA : Union Africaine

UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

WDI: World Development Indicators

Introduction

Le concept de représentation sociale (RS) prend son origine dans la conscience collective développée par Durkheim (1898). Pour lui, la représentation sociale correspond à « l'ensemble des croyances et des sentiments communs à la majorité des membres d'une société ». Pendant longtemps, la psychologie a été dominée par le courant behavioriste dont le précurseur est Ivan Pavlov (médecin et physiologiste russe 1849-1963) et dont le premier fondateur fut Jean Baptiste Watson, psychologue américain (1878-1958). Selon les behavioristes, tout individu évolue dans un environnement qui est quelque chose d'observable, d'objectivable, faisant une croix sur la pensée et les états mentaux parce qu'ils sont inobservables. L'hypothèse centrale du behaviorisme va consister à n'étudier que des éléments observables, c'est-à-dire l'environnement et les comportements. La psychologie behavioriste va donc étudier la façon dont les caractéristiques de l'environnement vont influencer les comportements,

Ce n'est dans les années 1950 que le concept de représentation sociale (RS) trouve sa place dans la psychologie. C'est Moscovici qui transforma le concept de *conscience collective* en *représentation sociale*, et le définit comme « *une modalité de connaissances particulière ayant pour fonction l'élaboration des comportements et la communication entre les individus* » (Moscovici, 1986).

Le concept de représentation sociale permet de mieux comprendre les individus et les groupes en analysant la façon dont ils se représentent eux-mêmes, les autres et le monde. Leurs analyses jouent un rôle essentiel pour l'étude du sens commun, mais aussi celles des relations sociales au sens large.

Dans notre étude sur les représentations sociales (RS) des risques, nous analysons la manière dont les étudiants se représentent les risques. Sachant que le risque est inhérent à l'existence humaine et fait partie de nos vies selon le milieu social, l'âge, les métiers, les formes de l'engagement, nous allons voir avec l'exposé de différents concepts, approches théoriques sur les représentations sociales, la question des risques et plus précisément la problématique en Afrique Centrale, comment ce sujet complexe peut être appréhendé. La question centrale sera de tenter de déterminer et d'analyser les représentations sociales chez les étudiants pour voir comment leur projet d'avenir intègre et influence leurs représentations sociales des risques en France ou en Afrique Centrale.

PREMIERE PARTIE :
CONSIDERATIONS THEORIQUES, PROBLEMATIQUE ET
HYPOTHESES

1. LA THEORIE DES REPRESENTATIONS SOCIALES

1.1 Historique du concept de représentation sociale

A l'origine du concept de représentation sociale, on retrouve la notion de représentations collectives développées par Durkheim (1898) qui les définit comme « formes de pensées partagées par une société, qui orientent les conduites et définissent ce qui est conforme ou non ». Durkheim fait la distinction entre les représentations individuelles et les représentations collectives. Il estime que les représentations individuelles sont de courte durée contrairement aux représentations collectives qui sont stables. Pour lui, la conscience individuelle n'existe qu'à travers la conscience collective qui s'impose aux individus d'une génération à une autre et se concrétise matériellement par les règles de fonctionnement.

C'est avec Moscovici (1961) que la notion de représentation sociale va prendre toute l'importance qu'elle a actuellement. A travers son étude *princeps* sur la psychanalyse en 1961, s'inspirant de la théorie de Durkheim en s'appuyant sur le concept de « représentations collectives », Moscovici développe une théorie située à l'interface de l'individuel et du collectif. Le concept de *conscience collective* est transformé en *représentation sociale* ; il s'attache à expliciter les divers processus de communication demeurant selon lui, au fondement d'une représentation sociale.

On ne peut pas résumer l'environnement social à des individus et à des groupes sociaux. Il est aussi peuplé d'objets, de pratiques et de phénomènes, parfois de personnages, qui constituent autant d'enjeux pour ces individus et ces groupes. Ces objets structurent l'interaction sociale à l'objet et la médiatisent. Pour comprendre un objet, chaque société dispose d'éléments qui permettent de catégoriser les personnes, de définir des statuts et rôles, des prises de positions et des conduites de ces individus et groupes sociaux à partir des informations qui circulent autour de cet objet. C'est la raison pour laquelle dans une société donnée, il n'y a pas nécessairement

d'unanimité sur les informations, les connaissances et les croyances relatives à un objet car chacun a sa propre vision du monde. Pour expliquer ces différentes visions du monde, Moscovici (1961) apporte la notion de représentations sociales, qu'il définit comme des « univers d'opinions ». A la différence des représentations collectives, les représentations sociales ne sont pas les mêmes dans une société dans son ensemble. Etant élaborées par les membres de différents groupes qui constituent cette société, ces groupes sociaux ont souvent des représentations différentes d'un même objet social.

Cette théorie permet d'« analyser et comprendre les processus d'interactions individuelles, intra ou intergroupes » (Abric, 1994, p.15), et constitue un mode spécifique de connaissance du réel « construit collectivement et partagé par une communauté d'individus » (Moliner, 1996, p.10). D'après la définition de Jodelet, la représentation sociale est « une forme de connaissance courante, dite « *de sens commun* » qui a comme finalité l'organisation et l'orientation des communications et des conduites permettant d'acquérir une vision de la réalité en partie partagée par les membres d'un ensemble social déterminé » (Jodelet, 1989, p.59). Pour Jodelet, une représentation sociale est toujours une représentation de quelque chose (objet) par quelqu'un (le sujet). A propos de la relation sujet/objet, Abric (1994, p.12) précise qu'« *un objet n'existe pas en lui-même, il existe pour un individu ou un groupe et par rapport à eux. C'est donc la relation sujet/objet qui détermine l'objet lui-même* ». Cette relation objet-groupe constitue le principe autour duquel la théorie des représentations sociales s'organise.

La représentation sociale est un concept complexe avec un contenu varié comprenant un ensemble d'opinions, d'informations, d'images, de croyances, de stéréotypes et d'attitudes sur un objet particulier appelé « objet de représentation ». Sur ce point, en évoquant la complexité de la notion de représentation sociale, Jodelet (op.cit., p.38) montre que cette notion met en

œuvre « *des processus relevant de la dynamique sociale et de la dynamique psychique* ». La notion de représentation sociale englobe la mobilisation de la cognition, du langage, de la communication et du fonctionnement du système social, des groupes et leurs interactions.

La représentation sociale est donc définie comme : « *un ensemble organisé et hiérarchisé des jugements, des attitudes et des informations qu'un groupe social donné élabore à propos d'un objet* » Abric, (1996, p.11). Pour Flament et Rouquette (2003, p.13), les représentations sociales sont des formations cognitives socialement produites et par la suite différenciées.

Ancrage et objectivation

Dans ses travaux sur la psychanalyse, Moscovici montre que les représentations sociales se forment à partir de deux processus fondamentaux : *l'ancrage et l'objectivation* (Moscovici, 1961). Pour Jodelet, ces processus « ont trait à l'élaboration et au fonctionnement d'une représentation sociale...Ils éclairent une propriété importante du savoir : l'intégration de la nouveauté qui apparaît comme une fonction de base de la représentation sociale ». Jodelet, (1984 p. 364).

L'objectivation est le processus par lequel le groupe rend concret un concept abstrait en lui faisant subir plusieurs transformations. Ce processus permet de réduire la complexité de l'environnement social. Autrement dit, « il transforme un concept en image ou en noyau figuratif » (Doise et Palmonari, 1986, p. 20). Ce noyau figuratif est constitué de quelques éléments qui forment un ensemble cohérent et imagé, qui rendent concret ce qui est abstrait ». Guimelli (1994, p. 14) précise que « ce processus d'objectivation a acquis un statut d'évidence qui le rend non discutable et il est ainsi intégré dans une réalité de sens commun ». Le phénomène d'objectivation répond à un principe de réduction d'incertitude qui consiste à transformer les contenus de la représentation, notamment ceux issus des processus de la

cognition sociale, en informations tangibles et concrètes de telle sorte que ces contenus n'apparaissent plus comme le fruit de l'activité cognitive des individus, mais comme les reflets d'une réalité extérieure objective.

Guimelli (1999) précise que ce processus permet aux individus ou groupes d'individus, à partir des connaissances préexistantes, de matérialiser et simplifier un concept inconnu et abstrait en le rendant plus concret. L'individu s'approprie et intègre les connaissances relatives à un objet. L'individu procède par le tri d'informations de manière à rendre concret ce qui est abstrait, à transformer un concept en ce que Moscovici appelle « noyau figuratif (image plus concrète mais sélective de l'objet) ». Pour Guimelli (op.cit.) l'objectivation est un processus qui s'opère en trois phases :

- *une déconstruction sélective* à travers laquelle l'individu opère un tri parmi les éléments relatifs à l'objet.
- *une schématisation structurante* dans laquelle les éléments retenus sont reconstruits, réorganisés dans une sorte de schéma imagé et cohérent. Il se forme alors ce qu'on appelle un « *noyau figuratif* » qui voit certains éléments prendre une place plus importante que d'autres.
- *une naturalisation* dans laquelle des éléments du noyau se matérialisent de façon évidente et deviennent des éléments objectifs.

L'ancrage quant à lui permet de raccrocher les éléments mal connus à un univers plus familier. C'est ainsi par exemple que le SIDA a au début été comparé à d'autres maladies plus connues du public (Abric, 1996).

Pour Moliner et Guimelli, (2015, p. 23) la formation des RS passe par trois niveaux:

Le premier serait celui de *l'ancrage*, phase au cours de laquelle le groupe mobilise des cadres de référence familiers pour appréhender l'objet

Le deuxième serait celui *de la cognition sociale et des communications collectives*, phase au cours de laquelle les individus font des hypothèses et des inférences et les valident socialement par le biais des communications.

Le troisième enfin serait celui de *l'objectivation*, phase où les individus transforment les produits de la cognition sociale et de la communication en réalités objectives. Partant de ces trois niveaux, Abric (op.cit) dit que l'objectivation permet à l'objet de représentation de prendre forme, (cela signifie qu'il devient « palpable ») tandis que l'ancrage intègre l'objet de représentation dans la vie sociale du groupe, lui confère une signification et une utilité (cadre de référence commun à un groupe). Palmonari et Doise (op.cit, p. 23) quant à eux, soulignent que les processus d'ancrage et d'objectivation sont « surtout actualisés lors d'une confrontation avec l'inattendue ou l'inexplicable ».

1.2. Définitions et caractéristiques des représentations sociales

1.2.1. Définir les représentations sociales

Une représentation sociale est tout d'abord une représentation (un savoir) qui est en plus social. C'est un concept transversal et interdisciplinaire situé entre l'interface du psychologique et du social, ce qui rend sa définition complexe (Moscovici, 1961). Plusieurs définitions ont été proposées par différents auteurs. Pour Moscovici, le père fondateur de la théorie des représentations sociales, c'est : « une manière d'interpréter le monde et de penser notre réalité quotidienne, une forme de pensée sociale que la personne construit plus ou moins consciemment à partir de ce qu'elle est, de ce qu'elle a été et de ce qu'elle projette et qui guide son comportement. Et corrélativement, la RS est l'activité mentale déployée par les individus et les groupes pour fixer leurs positions par rapport à des situations, événements, objets de communication qui les concerne » (Moscovici, 1989, p. 132). Pour Abric, c'est : « *un ensemble organisé et hiérarchisé des jugements, des attitudes et des informations qu'un groupe social*

donné élaboré à propos d'un objet ». Abric, (1996, p.11).

Selon Flament et Rouquette, (2003, p.13), les représentations sociales sont des formations cognitives socialement produites et par la suite différenciées. C'est « *un ensemble de connaissances, d'attitudes et des croyances concernant un objet donné* ». Elle comprend en effet des savoirs, des prises de position, des applications de valeurs, des prescriptions normatives. Autrement dit, plusieurs individus créent puis partagent des éléments d'un objet et s'y réfèrent dans une finalité tant symbolique (c'est-à-dire, interpréter et anticiper les événements du monde extérieur), que opératoire (adopter un ensemble de pratiques visant la « maîtrise » quotidienne de ce monde).

Jodelet propose de définir la représentation comme « une vision fonctionnelle du monde, qui permet à l'individu ou au groupe de donner un sens à ses conduites, et de comprendre la réalité, à travers son propre système de références, donc de s'y adapter, de s'y définir une place. C'est une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social » (Jodelet, 1989 p.36).

Abric (1987, p. 64) précise que la RS est à la fois « le produit et le processus d'une activité mentale par laquelle un individu ou un groupe reconstitue le réel auquel il est confronté et lui attribue une signification spécifique ». L'auteur ajoute que la représentation fonctionne comme un système d'interprétation de la réalité qui régit les relations des individus à leur environnement physique et social, elle va déterminer leurs comportements ou leurs pratiques. La représentation est *un guide pour l'action*, elle oriente les actions et les relations sociales. C'est un système de *pré-décodage* de la réalité, car elle détermine un ensemble *d'anticipations et d'attentes*.

Moliner (2003, p.13) quant à lui, propose une définition selon quatre caractéristiques découlant de ces définitions : une représentation sociale est « un ensemble organisé d'éléments qui entretiennent entre eux des relations ; elle est partagée par les individus d'un même groupe ; elle est « collectivement produite à l'occasion d'un processus global de communication ». Cette production collective grâce aux échanges interindividuels et aux communications de masse « favorise l'émergence de consensus en même temps qu'elle confère une validité sociale aux diverses opinions, informations et croyances » ; enfin, elle est socialement utile car « c'est un système de compréhension et d'interprétation de l'environnement social » et intervient dans les relations intergroupes.

A partir de toutes ces idées, on peut proposer la définition globale de la représentation sociale comme étant une vision fonctionnelle du monde, un système sociocognitif d'interprétation de la réalité. C'est un ensemble organisé et structuré de cognitions (informations, croyances, opinions), liés par les relations, à propos d'un objet social donné et partagé par les membres d'un groupe donné.

1.2.2. Un objet de représentations sociales

Les représentations sociales en tant que connaissances que les individus ont à propos de leur environnement, se définissent en éléments se rapportant à un objet. Toutes les représentations ne sont pas nécessairement sociales et tout objet n'est pas forcément objet de représentation sociale. Selon Flament et Rouquette, pour qu'un objet soit un objet de représentation sociale, « deux conditions minimales doivent être réunies : *la saillance sociocognitive de l'objet et les pratiques communes se rapportant à cet objet* ».

- La saillance sociocognitive de l'objet doit être liée au caractère polymorphe et au statut de référence dans les communications. Les auteurs ajoutent que cet objet doit occuper un espace

récurrent dans les communications, car il est le résultat d'un processus collectif. Il doit générer des interactions et « faire partie de la négociation permanente de la sociabilité. A travers les communications entre différents groupes, les interactions et leur intensité signent l'enjeu que peut avoir l'objet. En effet, un objet sans enjeu ne peut pas engendrer une dynamique sociale et animer des communications interindividuelles et intergroupes (Flament et Rouquette, 2003, p. 32-33). Pour Moliner, la saillance sociocognitive renvoi à la condition d'enjeu et de dynamique sociale (Moliner, 1996, 2002).

- Les pratiques communes se rapportant à l'objet et aux interactions entre les groupes comme condition pour qu'un objet soit un objet de représentation sociale dépendent de l'utilité sociale de l'objet, du niveau d'implication de chaque individu et de son groupe d'appartenance. Cette implication sera d'autant plus forte que l'objet de représentation présente un intérêt d'ordre social, une utilité et qu'il est capable de générer une dynamique sociale en relation avec lui, dans la population considérée.

Dans le cadre de notre recherche qui a pour objectif d'étudier les représentations sociales des risques chez les étudiants, nous pensons que ces deux conditions sont réunies pour que l'objet de notre étude soit un objet de RS. Nous abordons dans le point suivant les modèles théoriques qui ont principalement émergé à la suite des travaux de Moscovici (1961).

1.3.Modèles théoriques des représentations sociales

A la suite des travaux de Moscovici (1961), la théorie des représentations sociales a été enrichie à travers trois orientations théoriques principales dans l'étude des représentations sociales : le modèle sociogénétique ou approche socio-anthropologique, le modèle sociodynamique (Ecole Genevoise et principes organisateurs de prises de position) et le modèle structural et la théorie du noyau central (Ecole Aixoise). Sans pour autant ignorer l'importance du modèle sociogénétique dans l'étude des représentations sociales, nous ne présenterons que l'approche Genevoise des principes organisateurs (Doise, 1986 ; Doise, Clémence et Lorenzi-Cioldi, 1992 ; Doise et Palmonari, 1986) ainsi que la Théorie du Noyau Central (Abric, 1976, Flament, 1987).

1.3.1. L'approche socio-dynamique

La théorie des principes organisateurs développée par Doise et Palmonari (1986) et Palmonari et Doise (1986) postule que « l'étude des RS consiste essentiellement à dégager un savoir commun et déterminer les principes organisateurs de prises de position en étudiant notamment les processus d'objectivation et d'ancrage dans les RS ». (Doise, Clémence et Lorenzi-Cioldi, 1992). Pour Doise, la théorie des « principes organisateurs » constitue l'étude proprement dite des représentations sociales. Pour l'auteur, « *les représentations sociales désignent des principes générateurs de prises de position qui sont liées à des insertions spécifiques dans un ensemble des rapports sociaux et organisant les processus symboliques intervenant dans ces rapports* ». (Doise, 1986)

Doise et Palmonari (1986) proposent d'analyser les RS sous trois dimensions : les processus individuels se rapportant aux prises de positions individuelles ; les appartenances ou insertions

diverses de l'individu et le soubassement commun à plusieurs individus qui conditionnent les prises de positions diversifiées des individus. Dans cette approche, on considère d'une part que la structure des rapports sociaux définit un ensemble de règles, de normes ou de valeurs qui opèrent ensuite des régulations dans le système cognitif des individus. De telle sorte que, en vertu du principe d'homologie structurale, les contenus et l'organisation d'une représentation sociale sont déterminés par la position que les individus occupent dans la société. Cela signifie qu'une représentation est structurée selon les principes organisateurs qui relèvent du méta système. Mais, d'autre part, on considère aussi que les représentations « organisent les processus symboliques intervenant dans les rapports sociaux » (Doise, 1990, p. 127), notamment les processus de communication. Les représentations se construisent donc en fonction des insertions sociales des individus et dans le même temps, elles modulent les rapports sociaux entre ces mêmes individus. Dans la théorie des RS, l'approche sociodynamique accorde une place importante au processus d'ancrage (Doise, 1992).

Ce processus, on l'a vu, permet l'intégration de la représentation et de son objet dans le système préexistant de pensée (Moscovici, 1961, Jodelet, 1984). L'ancrage permet ainsi d'incorporer un nouvel élément de savoir dans un réseau de catégories plus familières afin de rapidement le maîtriser (Doise, 1990). L'auteur explique que les individus vont mobiliser des cadres de référence qui leur sont familiers pour appréhender l'objet de représentation. La nouvelle information sera ancrée aux anciennes et permet de transformer l'inconnu à quelque chose de familier à ces individus. Ici, l'individu va intégrer quelque chose qui jusque-là lui était inconnu. Pour Doise, le processus d'ancrage comporte plusieurs aspects :

- « *Le sens* : l'objet représenté est investi d'une signification par le sujet et le groupe concerné par les représentations dont il fait partie. Ce processus traduit l'insertion sociale de l'individu

- *L'utilité* : les éléments de la représentation expriment non seulement des rapports sociaux, mais contribuent aussi à la création de ces rapports à une sorte de dialectique. De ce point de vue, l'ancrage donne aux éléments de la représentation une valeur de médiation entre l'individu et le monde qui l'entoure
- *L'enracinement* : la représentation prend place au sein d'un système de pensée ». (Doise, 1992, p. 192)

En développant la théorie, Doise distingue trois formes d'ancrage :

- *L'ancrage psychologique* qui correspond à l'imbrication des représentations dans des croyances d'ordre général auxquels les individus adhèrent plus ou moins. Dans ce cadre, les variations observées dans les représentations dépendent du niveau d'adhésion des individus à ces croyances. Ce sont les variations au niveau individuel et interindividuel
- *L'ancrage sociologique* qui correspond à l'insertion des représentations dans les groupes sociaux. Il s'agit du lien entre représentations sociales et appartenances ou positions sociales » (Doise, 1992, p. 189). On suppose alors que l'appartenance des individus à un même groupe implique des expériences et des intérêts relativement communs, et donc, des opinions et des croyances partagées. Les variations observées dans les représentations dépendent alors des insertions sociales des individus. Par exemple, la recherche de (Guimelli, 1988) sur la chasse, met en évidence de nombreuses différences selon l'âge des chasseurs interrogés. Les résultats montrent que des chasseurs les plus jeunes adoptent des pratiques différentes des chasseurs plus âgés : ces pratiques ont pour objectif une préservation du gibier sur les territoires de chasse. Pour ces chasseurs, cet objectif est important car il conditionne le futur. Ici l'appartenance à une classe d'âge rend donc certains objectifs saillants pour le groupe et détermine l'adoption de pratiques nouvelles, pratiques qui ont une incidence sur la représentation.
- *L'ancrage psychosociologique* : situé entre les deux ancrages précédents, celui-ci concerne l'imbrication des représentations dans les dynamiques sociales. Dans ce cadre, les variations

observées dans les représentations dépendent à la fois des spécificités de groupes, mais aussi des divisions « positionnelles et catégorielles propres à un champ social donné » (Doise, 1992, p. 191). L'auteur explique que « ce type d'ancrage suppose que la représentation d'un objet dépend à la fois de la position du groupe vis-à-vis de cet objet (enjeux, intérêts, expérience, etc.), mais aussi des interactions de ce groupe avec d'autres groupes sociaux. Etudier l'ancrage psychosociologique des représentations revient donc à étudier « l'intervention des divisions et antagonismes entre groupes dans l'organisation des représentations sociales » (Doise, 1992, p.192).

Nous constatons donc que le mécanisme d'ancrage s'opère de façons différentes selon les groupes sociaux. La culture et les valeurs propres à chaque groupe font qu'un objet social ne sera pas intégré de la même façon et qu'au final, il prendra une forme spécifique à ce groupe. Cela amène à considérer les représentations sociales sous l'angle des positions sociales. Les travaux du courant sociodynamique ont largement développé l'utilisation des méthodes factorielles pour rendre compte de ces phénomènes d'ancrage (Doise, Clémence et Lorenzi-Cioldi, 1992).

1.3.2. L'approche structurale ou Théorie du noyau central

L'approche structurale des RS est une approche théorique développée par l'école aixoise et qui s'est particulièrement focalisée sur l'étude de l'organisation interne des représentations sociales (Abric, 1976, 1994a ; Flament, 1987, 1994a). Dans ce champ d'étude, une multitude de résultats empiriques utilisant une large variété de méthodes attestent de l'existence de deux catégories d'éléments jouant des rôles différents dans le champ représentationnel : les éléments centraux et les éléments périphériques (Abric, 1984, 2003 ; Flament, 1999 ; Guimelli, 1988 ; Moliner, 1992). Chacune de ces recherches a participé à valider la théorie du Noyau central des

représentations sociales selon laquelle toute représentation sociale est constituée de deux entités distinctes et complémentaires. Cette théorie s'appuie sur le fait qu'une représentation sociale « est une manifestation de la pensée sociale et que, dans toute pensée sociale, un certain nombre de croyances collectivement engendrées et historiquement déterminées, ne peuvent être remises en question car elles sont le fondement des modes de vie et qu'elles organisent l'identité et la pérennité d'un groupe social ». (Abric, 1994, p. 83).

Abric propose dès 1976 la théorie du noyau central selon laquelle « une représentation sociale est un ensemble organisé et structuré d'informations, de croyances, d'opinions et d'attitudes, elle constitue un système sociocognitif particulier composé de deux sous-systèmes en interaction : un système central (ou noyau central) et un système périphérique » (Abric, 2001, p. 82). Le noyau central, ayant une origine essentiellement sociale « liée aux conditions historiques et sociologiques », il est directement associé aux valeurs et aux normes. Mais le système périphérique est déterminé « de façon plus individualisée et contextualisée, et permet une adaptation, une différenciation en fonction du vécu, une intégration des expériences quotidiennes ». Cette double organisation fait que les représentations sociales sont à la fois « stables et mouvantes, rigides et souples » (Abric, 1994, p. 28-29).

Abric (1987, 1994) considère qu'une représentation sociale est un ensemble organisé et structuré d'éléments. L'auteur précise que « l'analyse d'une représentation, la compréhension de son fonctionnement nécessite donc un double repérage : celui de son contenu (informations, opinions, croyances, attitudes...) et celui de sa structure ». (Abric, 1994, p.19).

Dans ses travaux sur l'approche structurale des représentations sociales, Abric montre que les éléments constitutifs d'une représentation sont hiérarchisés, affectés d'une pondération, et ils

entretiennent entre eux des relations qui en déterminent la signification et la place qu'ils occupent dans le système représentationnel. L'organisation d'une représentation présente une modalité particulière, spécifique : non seulement les éléments de la représentation sont hiérarchisés, mais aussi toute représentation est organisée autour d'un noyau central, constitué d'un ou quelques éléments qui génèrent la signification de la représentation et déterminent son organisation (Abric, 1994)

Pour Abric, toute représentation est ainsi organisée autour d'un noyau central qui est l'élément fondamental de la représentation, car c'est lui qui détermine à la fois la signification et l'organisation de la représentation. L'auteur appelle « élément central tout élément qui joue un rôle privilégié dans la représentation en ce sens que les autres éléments en dépendent directement car, c'est par rapport à lui que se définissent leur poids et leur valeur pour le sujet » (Abric, 1987, p.65). C'est en faisant référence aux éléments centraux que le reste du contenu de la représentation est défini et évalué. Abric ajoute que « cette partie centrale de la représentation est stable, partagée par tous les individus d'un même groupe et que c'est à partir de cet élément que les membres du groupe reconnaissent l'objet de la représentation ».

Le noyau central est composé d'éléments considérés comme les plus importants de la représentation et il se caractérise par une extrême stabilité, il assure la permanence et la pérennité de la représentation. Cette stabilité protège l'univers cognitif du sujet de profonds bouleversements intervenant lorsque son environnement physique ou social vient mettre en cause sa façon de penser. Pour Abric (1994), le noyau central constitue la base commune collectivement partagée de la représentation. Selon Moscovici « le NC est un lieu de consensus, il est non discutable, non négociable à l'intérieur du groupe » (Moscovici, 1993).

Pour Abric, les éléments constitutifs du noyau central sont solidaires et l'absence ou la disparition de l'un d'eux provoquerait la destruction de la représentation sociale et lui donnerait

une autre nature ou une autre signification (Abric, op.cit, p.215). Dans ses travaux sur l'approche structurale des représentations sociales, Abric (2003) insiste sur le fait que « les éléments centraux, indispensables à la reconnaissance de l'objet sont non-négociables et qu'ils sont liés à l'objet de représentation, quelle que soit la situation concrète à laquelle les individus sont confrontés ». Cela veut dire que deux groupes d'individus, même en ayant des éléments communs, il suffit d'un seul élément central non commun pour que l'on conclut à deux RS différentes.

De ce fait, les éléments constitutifs d'une représentation peuvent être distingués en fonction de leur nature conditionnelle (éléments périphériques) ou inconditionnelle (éléments centraux). Cette distinction a d'ailleurs été validée expérimentalement par les travaux de Moliner (1989) qui indiquent que la mise en cause (MEC) d'un élément central entraîne une non reconnaissance de l'objet de représentation alors que la MEC d'un élément périphérique permet toujours la reconnaissance de l'objet.

En partant de cette perspective, Moliner (1992) considère que éléments centraux sont moins inconditionnels que normatifs : ils n'expriment pas nécessairement ce qu'*est* l'objet (la certitude) mais plutôt ce qu'il *doit être* « le normal », le « bon ordre des choses ». Pour l'auteur, les éléments du NC sont normatifs parce qu'ils définissent ce qu'est la norme pour une représentation sociale.

Pour Abric, la reconnaissance de la représentation ne dépend pas seulement du simple repérage de son contenu, mais aussi de l'organisation de celui-ci qui est essentielle pour la reconnaissance de la représentation. Ainsi, deux représentations définies par un même contenu peuvent être différentes si l'organisation de ce contenu, et donc la centralité de certains

éléments, est différente (Abric, 2001, 2003).

Dans la structure d'une représentation sociale, un ou quelques éléments du noyau central occupent une position privilégiée car ce sont ceux qui donnent à la représentation sa signification. Elle est déterminée d'une part par la nature de l'objet représenté, d'autre part par la relation que le sujet ou le groupe entretient avec cet objet, enfin par des systèmes de valeurs et de normes sociales qui constituent l'environnement idéologique du moment et du groupe (Abric, 2003).

En rappelant que le noyau central est déterminé par la nature de l'objet, Abric précise que la relation du sujet ou du groupe avec celui-ci, indique que selon la nature de l'objet et la finalité de la situation, le noyau central peut avoir deux dimensions différentes :

- **une dimension fonctionnelle ou descriptive** : « les éléments centraux sont ceux qui concernent directement la réalisation d'une tâche. Dans des situations à finalité opératoire : seront donc privilégiés les éléments les plus importants pour la réalisation de la tâche ».
- **une dimension normative ou évaluative** : les éléments centraux sont constitués par une norme, une valeur sociale, un stéréotype ou une attitude dominante envers l'objet de la représentation. « La norme permet de porter un jugement sur l'objet de représentation dans des situations où interviennent directement des dimensions socio-affectives, sociales ou idéologiques » (Abric (1994 p.23).

Rateau (1994) quant à lui, confirme que le système central des représentations sociales est lui-même hiérarchisé et comprend deux types d'éléments centraux distingués selon le fait que leur mise en cause entraîne une « non-reconnaissance absolue » ou une « non-reconnaissance

relative » de l'objet. Il distingue dans cette démonstration : les éléments centraux dits « *Prioritaires* » qui sont inconditionnels et expriment avec certitude le sens de la RS. Moliner (1994, p. 207) ajoute qu'ils portent le sens de la représentation, sa définition minimale, ils ont donc une valeur symbolique très forte, ce qui explique que tous les autres s'y associent ; d'autre part, les éléments centraux dits « *Adjoints* » qui expriment le normal, le désirable et renvoient à une composante plus normative qu'inconditionnelle.

Les éléments périphériques sont autour du noyau central et ils constituent la partie la plus accessible, la plus vivante et la plus concrète de la représentation. Les travaux de Flament (1987, 1989) ont été essentiels pour comprendre la nature de ces éléments, pour définir leurs caractéristiques et pour montrer leur rôle dans les processus de transformation. Abric (1994) précise que « le système périphérique constitue son complément indispensable, car si le système central est normatif, le système périphérique lui, est fonctionnel. C'est-à-dire que c'est grâce à lui que la représentation peut s'ancrer dans la réalité du moment » (Abric, 1994, p. 28). Une des caractéristiques essentielles du système périphérique est qu'il est d'une grande souplesse, et donc il peut supporter les changements. Beaucoup plus flexibles et adaptables que les éléments centraux, les éléments de la périphérie sont en relation directe avec le noyau central et jouent aussi d'un rôle fondamental dans le fonctionnement et la dynamique des représentations. Selon Abric (1994, p. 28), ces éléments sont hiérarchisés, c'est-à-dire qu'ils peuvent être plus ou moins proches des éléments centraux. Proches du noyau central, les éléments périphériques jouent un rôle important dans la concrétisation de la signification en termes de conduites et de comportements et dans la régulation de la représentation en fonction du contexte de l'individu, plus éloignés ils illustrent, explicitent ou justifient cette signification.

Pour Flament (1994) « la périphérie est une grille de décryptage qui permet aux individus de s'adapter aux différents contextes dans lesquels ils se déploient ». De ce fait, les éléments périphériques constituent l'interface entre le noyau central et la situation concrète dans laquelle s'élabore ou fonctionne la représentation.

Finalement selon cette conception, l'étude d'une représentation va consister à identifier, dans l'ensemble des contenus relatifs à l'objet, les éléments appartenant au noyau mais aussi ceux qui s'inscrivent dans la périphérie.

Complémentarité du noyau central et de la périphérie

A travers les travaux menés par Abric (1976, 1994) et Flament (1987, 1994), nous constatons que les représentations sociales et leurs deux composantes (noyau central et éléments périphériques) fonctionnent comme une entité où chaque partie a un rôle spécifique et que ces composantes sont complémentaires l'une et l'autre (Abric, 1992). Abric souligne que d'une part, les représentations sociales sont stables et rigides parce qu'elles sont déterminées par un noyau central profondément ancré dans le système de valeurs partagé par les membres du groupe. D'autre part, elles sont mouvantes et souples parce qu'elles intègrent non seulement les expériences individuelles, les données du vécu et de la situation spécifique, mais aussi l'évolution des relations et des pratiques sociales dans lesquelles s'insèrent les individus et les groupes. Ces expériences individuelles s'expriment dans les éléments périphériques (Abric, 1994, p. 29).

Cette complémentarité joue à plusieurs niveaux. Au niveau groupal/individuel, au travers des RS, on recueille ce qui est partagé mais aussi les expériences individuelles.

Au niveau de la dynamique, si les RS sont plus stables que les représentations individuelles, elles permettent aussi heureusement, une adaptation au changement. Au niveau de la

constitution, si l'on trouve de l'homogénéité, il y a également de la diversité. Finalement l'un ne va pas sans l'autre et quand on prend connaissance de l'approche sociodynamique, on retrouve cette complémentarité.

Les notions de principe organisateur et de différences individuelles

L'individu étant en constante interaction avec son environnement, l'approche structurale offre un cadre d'analyse qui permet de saisir l'interaction entre le fonctionnement individuel et les contextes sociaux dans lesquels il évolue. Dans le développement de la théorie des principes organisateurs, Doise souligne que les représentations ne peuvent s'envisager que dans une dynamique sociale dans laquelle les individus sont en situation d'interaction par le biais de rapports de communication. Il précise qu'« autour des questions importantes, cette dynamique suscite des prises de positions spécifiques liées aux insertions sociales et que ces prises de positions dépendent fondamentalement des appartenances sociales de chacun des individus » (Doise, 1990). Pour l'auteur, cette prise de position a un caractère qui aide les individus et les groupes à se définir, à s'identifier et à se différencier les uns par rapport aux autres. Elle participe donc à la définition de l'identité de chacun des membres du groupe et s'organise selon les règles communes aux membres d'un groupe donné (Doise, op.cit).

Doise (1990) précise que les RS sont les principes organisateurs qui génèrent non seulement les prises de position mais aussi des différences individuelles. Il explique que pour un objet donné, les représentations fournissent aux individus des thèmes et des questions faisant consensus et à propos desquels les individus ou les groupes vont prendre position.

Doise, Clémence et Lorenzi-Cioldi (1992) soulignent que « la théorie des principes organisateurs permet d'identifier les thèmes ou les questions qui organisent les divergences observées entre les prises de position individuelles ». Les auteurs ajoutent que l'importance accordée aux différents principes organisateurs d'une représentation peut varier selon les

appartenances sociales des individus. On retrouve dans les propos de Moliner le lien entre principes organisateurs et différences individuelles puisqu'il précise que les représentations « donnent aux individus des points de référence communs, qui deviennent après des enjeux à propos desquels se naissent les divergences individuelles » (Moliner, 1995, p. 47).

Toutes ces observations montrent que la théorie du noyau et celle des principes organisateurs ne sont pas véritablement en opposition même si certains chercheurs ont défendu leur spécificité. Les deux théories abordent simplement le phénomène de représentation sociale à partir de deux points de vue différents. Moliner précise que « la théorie du noyau se focalise sur la manière dont les individus et les groupes attribuent des significations à un objet, tandis que celle des principes organisateurs s'intéresse davantage à la manière dont se structurent les oppositions entre individus et groupes à propos d'un objet » (Moliner, op. cit. p. 27).

Sur ce point, (Guimelli, 1994, p.19), souligne que ces deux théories (noyau central et principes organisateurs) s'accordent notamment sur le fait que les représentations sociales sont à la fois consensuelles (système central) et composées de divergences interindividuelles d'expressions différentes (système périphérique et prise de positions).

La représentation comme un système sociocognitif et contextualisé

En reprenant le condensée de la définition des RS selon laquelle « une représentation sociale est une vision fonctionnelle du monde, un système sociocognitif d'interprétation de la réalité. Un ensemble organisé et structuré de cognitions (informations, croyances, opinions), liées par des relations, à propos d'un objet social donné et partagé par les membres d'un groupe donné », nous remarquons que les représentations sociales ont deux composantes : une cognitive et une autre sociale. C'est ce que Moscovici (1986, p. 73) souligne en précisant que : « les représentations ne sont pas exclusivement cognitives, elles sont aussi sociales ». L'analyse et la

compréhension des RS et leur fonctionnement nécessitent donc un double éclairage, une approche sociocognitive et qui intègre les deux composantes de la représentation (composante cognitive et composante sociale). Abric (1994, p. 13-14) précise que « la coexistence de ces deux logiques permet de rendre compte et de comprendre par exemple pourquoi la représentation intègre à la fois du rationnel et de l'irrationnel, pourquoi elle tolère et intègre des contradictions apparentes, pourquoi les raisonnements qu'elle engendre peuvent parfois être « illogiques » et incohérents. Mais ces contradictions ou raisonnements illogiques ou incohérents ne sont qu'apparents car la représentation est un ensemble bien organisé et cohérent.

Abric (1994) souligne l'importance de prendre en compte, d'une part, le contexte discursif « la nature des conditions de production du discours, à partir duquel va être formulée la représentation » et d'autre part, le contexte social « le contexte idéologique et la place occupée dans le système social par l'individu ou le groupe concerné ». A propos du contexte discursif, Abric ajoute que dans la plupart des cas, ce sont des conduites discursives qui permettent d'accéder aux représentations. Il est nécessaire d'analyser leurs conditions de production et de tenir compte du fait que la représentation recueillie est produite en situation, pour un auditoire, qu'elle vise à argumenter et à convaincre (Grize et al., 1987) et que la signification de la représentation sociale va dépendre au moins en partie des rapports concrets qui se déroulent le temps d'une interaction (Mugny & Carugati, 1985, p. 23).

Ainsi, l'une des composantes fondamentales de la représentation étant sa signification, cette dernière est déterminée par ces deux contextes, discursif d'une part et social et idéologique d'autre part. Et comme le souligne Doise (1992, p189) : « la signification d'une représentation sociale est toujours imbriquée ou ancrée dans des significations plus générales intervenant dans des rapports symboliques propres à un champ social donné ». L'auteur évoque notamment les

croyances et les valeurs qui interviennent dans de nombreuses relations et évaluations sociales, et les appartenances ou positions sociales particulières occupées par les individus.

Pour Jodelet (1989, p.32), les représentations sociales « circulent dans les discours, elles sont portées par les mots, véhiculées dans des messages et images médiatiques, cristallisées dans des conduites et les agencements matériels ou spatiaux. »

Les RS sont donc une forme de connaissance, la connaissance que les individus ont du monde. Cette connaissance n'est pas une connaissance scientifique, mais une connaissance régulièrement reconstruite au cours de la vie d'autant que les représentations opèrent une médiation constante entre l'individuel et le collectif. Ce qui nous conduit à la question des fonctions des RS.

1.4. Les fonctions des représentations sociales

Les RS étant des structures sociocognitives qui sont déterminées par les interactions sociales, elles jouent un rôle essentiel dans les relations et les pratiques sociales et remplissent plusieurs fonctions qui permettent aux individus d'interagir dans la société. Pour Moscovici (1986), les RS permettent aux individus de disposer, à propos de l'objet, de croyances communes nécessaires à leur compréhension mutuelle lors de leurs interactions. Abric ajoute qu'elles vont également guider les actions, car définissant la finalité des situations en lien avec l'objet, constituant les systèmes d'attentes/d'anticipation et ayant un aspect normatif prescripteur de comportement (Abric, 1984). Ces représentations permettent aux individus de comprendre la réalité sociale qui les entoure, donnent du sens à leurs actions et en même temps orientent ces mêmes actions. Les RS aident les individus à définir leur identité et à marquer leur appartenance à un groupe social. De ce fait, elles servent à réguler les relations entre les différents groupes sociaux (Jodelet, 1984, p. 47). Abric (1994) propose quatre fonctions essentielles des

représentations sociales : fonctions de savoir, fonctions identitaires, fonctions d'orientation et fonctions de justification.

- *les fonctions de savoir* permettent de comprendre et d'expliquer la réalité ; il s'agit d'un savoir pratique de sens commun. Pour Moscovici, elles permettent aux acteurs sociaux d'acquérir des connaissances et de les intégrer dans un cadre assimilable et compréhensible pour eux, en cohérence avec leur fonctionnement cognitif et les valeurs auxquelles ils adhèrent. Elles facilitent la communication sociale et définissent le cadre de la référence commune qui permet un échange social, la transmission et la diffusion de ce savoir (Moscovici, 1981).

- *les fonctions identitaires* définissent l'identité du groupe et permettent la sauvegarde de sa spécificité (Abric, 1994, p. 16). D'après Mugny et Carugati, (1985, p.183), les représentations ont pour fonction de situer les individus dans le champ social. Elles permettent l'élaboration d'une identité sociale et gratifiante, c'est-à-dire compatible avec des systèmes de normes et de valeurs socialement et historiquement déterminés. Cette fonction identitaire des représentations leur donne une place primordiale dans le processus de comparaison sociale. Ainsi, la représentation de son propre groupe est toujours marquée par la surévaluation de ses caractéristiques dans le but de bien sauvegarder une image positive de son groupe d'appartenance

- *les fonctions de justification* qui, selon Abric (1994), semblent liées aux fonctions précédentes. Elles concernent particulièrement les relations entre les groupes et les représentations que chaque groupe va se faire de l'autre groupe. Elles permettent ainsi aux acteurs d'expliquer et de justifier les comportements et les prises de position, leurs conduites dans une situation ou à l'égard de leurs partenaires. L'auteur ajoute qu'elles jouent un rôle important dans le maintien

du groupe en permettant de justifier et de pérenniser la différenciation sociale et le maintien d'une distance sociale entre les groupes » (Abric, 1994, p.18).

- *les fonctions d'orientation* permettent aux individus de guider leurs comportements et leurs pratiques, notamment face à l'étrangeté ou à la nouveauté. Elles déterminent a priori des conduites à tenir et jouent à ce titre un rôle prescriptif, car elles définissent ce qui est licite et tolérable de faire et de dire dans un contexte social donné. Non seulement la représentation sociale permet aux individus d'acquérir « un savoir pratique de sens commun », aux groupes de se différencier selon leur identité et de justifier leurs comportements et leurs prises de position, mais elle est aussi, comme le précise Abric, (op. cit. p. 13), « un guide pour l'action, elle oriente les actions et les relations sociales. Elle est donc un système de pré-codage de la réalité car elle détermine un ensemble d'anticipations et d'attentes ». On trouve l'importance de l'étude des représentations sociales dans cette dernière fonction car comme le souligne Herzlich (1969, p. 23), cette représentation correspond à la nécessité de mieux comprendre la façon dont l'individu construit la réalité sociale et s'y oriente.

Des fonctions spécifiques ont aussi été définies pour le NC et la périphérie.

Le noyau central, qualifié aussi de « *noyau structurant* » par Abric, assure deux fonctions essentielles :

- *une fonction génératrice* : le NC génère et gère une signification globale de la représentation, il est l'élément par lequel se crée, ou se transforme, la signification des autres éléments constitutifs de la représentation. Il est ce par quoi ces éléments prennent un sens, une valeur ;
- *une fonction organisatrice* : c'est le noyau central qui détermine la nature des liens qui unissent entre eux les éléments de la représentation. Il est en ce sens l'élément unificateur et stabilisateur de la représentation » (Abric, 1997, p.21-22). Il se caractérise par sa stabilité eu égard au système de valeurs et aux conditions sociohistoriques auxquelles il se réfère. On dit qu'il est

composé d'éléments inconditionnels. Les éléments du système central sont consensuels et partagés par un même groupe et symbolisent en ce sens l'identité et un cadre de référence dans la représentation. Si on change un élément du noyau, toute la représentation change. L'auteur considère que sa principale propriété est qu'il constitue l'élément le plus stable de la représentation et qui va le plus résister au changement « *celui qui en assure la pérennité dans des contextes mouvants et évolutifs* ». En effet, toute modification du noyau central entraîne une transformation complète de la représentation.

Les éléments périphériques, quant à eux, ont trois fonctions essentielles (Abric, 1994, p. 25).

- **la fonction concrétisation** : « directement dépendants du contexte, les éléments périphériques résultent de l'ancrage de la représentation dans la réalité et permettent son habillage en des termes concrets, immédiatement compréhensibles et transmissibles » (Abric, 1997 p. 26). Ils intègrent les éléments de la situation dans laquelle se produit la représentation.
- **la fonction de régulation** : « plus souples que les éléments centraux, les éléments périphériques jouent un rôle essentiel dans l'adaptation de la représentation aux évolutions du contexte. Face à l'aspect stabilité du noyau central, ils constituent l'aspect mouvant et évolutif de la représentation » (Abric, *ibidem*).
- **la fonction défense** : comme le noyau central résiste au changement, sa transformation entraînerait un bouleversement complet de la RS. Le système périphérique, du fait de sa souplesse, fonctionne comme le système de défense de la représentation. Il protège le NC des informations qui peuvent venir le perturber. La transformation d'une représentation s'opérera donc dans la plupart des cas par la transformation des éléments périphériques dans lesquels s'opère le changement de pondération, les interprétations nouvelles, les déformations fonctionnelles défensives et l'intégration conditionnelle d'éléments contradictoires. C'est dans le système périphérique que pourront apparaître et être supportées des contradictions.

Flament (1987, 1989) considère que les éléments périphériques sont des *schèmes*, organisés par

le noyau central, « assurant de façon instantanée le fonctionnement de la représentation comme grille de décryptage d'une situation ». L'importance de ces schèmes dans le fonctionnement de la représentation résulte de trois fonctions que Flament leur assigne :

- « ils sont tout d'abord *prescripteurs des comportements et des prises de position* du sujet. Ils indiquent ce qui est normal de faire ou de dire dans une situation donnée, compte tenu de la signification et de la finalité de cette situation. Ils permettent ainsi de guider l'action ou les réactions des sujets de manière instantanée, sans faire appel aux significations centrales ;
- ils permettent ensuite une *modulation personnalisée* des représentations et des conduites qui leur sont associées. Une représentation unique peut donner lieu à d'apparentes différences, liées à l'appropriation individuelle ou à des contextes spécifiques, et qui se traduiront par des variations périphériques et éventuellement des comportements relativement différents ;
- Enfin, les schèmes périphériques protègent en cas de nécessité le noyau central. Flament met en évidence que lorsque le noyau central est menacé, les schèmes normaux directement associés au noyau se transforment en « schèmes étranges » définis par quatre composantes : « le rappel du normal, la désignation de l'élément étranger, l'affirmation d'une contradiction entre ces deux termes, la proposition d'une rationalisation permettant de supporter la contradiction » (Flament, 1987, p.146).

1.5.Représentations sociales et pratiques sociales

La question des RS et des pratiques sociales a été au cœur des débats sur la place que la psychologie sociale devait accorder aux comportements et aux pratiques sociales dans les années 1990. Il était question de savoir entre représentations et pratiques qu'est-ce qui déterminait l'autre ? Notons que selon Abric, (1994, p.7), les pratiques renvoient à des

« systèmes complexes d'action socialement investis et soumis à des enjeux socialement et historiquement déterminés ». Pour s'opposer à ce qu'Abric appelait « une conception radicale » concernant la place et la fonction des pratiques, conception selon laquelle « ce sont exclusivement les pratiques qui déterminent les représentations », Abric (1994, p. 218) introduit « la mise en évidence de la détermination des pratiques par les représentations » (Abric, op.cit. p.222). L'auteur décrit un certain nombre de situations où les pratiques apparaissent déterminées par des représentations et des situations où des changements des pratiques sont à l'origine de changement de représentations. Il partage le point de vue de nombreux chercheurs dont Flament, 1987 ; Guimelli, 1989, 1994 ; Guimelli et Jacobi, 1990 ; Guimelli et Rouquette, 1992 ; Guimelli et Reynier, 1999 qui ont démontré que « le changement de pratiques ou l'introduction de pratiques nouvelles a un impact sur l'évolution de la représentation ».

Abric souligne que « toute représentation est en relation avec un ensemble d'autres représentations qui constituent l'environnement symbolique et social des individus » (Abric, 2001, p. 98). Ces travaux aboutissent à la conclusion que: « les représentations et les pratiques s'engendrent mutuellement » (Abric, 1994, p. 230).

Flament (2001, p. 55) quant à lui, avance une vision différente sur l'interaction entre représentations sociales et pratiques sociales. Pour l'auteur, « actions et rétroactions s'enchaînent et vouloir accorder une priorité à l'un ou l'autre relève plus de la rhétorique que de l'approfondissement ». Dans sa réflexion, Flament met l'accent sur une circularité entre pratiques et représentations, ce qui rend discutable toute explication d'une pratique dans sa totalité par une représentation. Cette question de la place des représentations dans l'élaboration des pratiques sociales nous amène à aborder la question de l'interaction entre représentations et pratiques.

1.5.1. Interactions entre représentations et pratiques

Dans ses travaux sur les représentations sociales et les pratiques sociales, Abric (1994) montre que le domaine des pratiques sociales n'a pas beaucoup été étudié en psychologie sociale. « *On considère généralement que les représentations sociales sont associées à des comportements atomisés, non socialement liés, le plus souvent sous forme de légitimations donnant sens à des actes qui leur sont antérieurs ou indépendants. On néglige le fait que les pratiques sont des systèmes d'action socialement structurés et institués en relation avec des rôles* » (Abric, 1994, p. 217). En analysant des fonctions des représentations sociales, Abric montre bien comment elles sont indispensables dans la compréhension de la dynamique sociale. Il montre que la représentation est informative et explicative de la nature des liens sociaux qui existent à l'intérieur du groupe ou entre plusieurs groupes, et des relations des individus à leur environnement social. Par-là, la représentation est un élément essentiel dans la compréhension des déterminants des comportements et des pratiques sociales. Par ses fonctions d'élaboration d'un sens commun, de construction de l'identité sociale, par les attentes et les anticipations qu'elle génère, elle est à l'origine des pratiques sociales » Abric (1994). Abric s'accorde avec la plupart des chercheurs à penser que les représentations et les pratiques s'engendrent mutuellement » (Abric, 1994, p.230). Pour lui, la représentation, le discours et la pratique sont indissociables, ils forment un tout.

Dans la même logique, Flament précise que les pratiques et les représentations sociales « vont toujours ensemble » selon les articulations possibles. L'auteur précise que les représentations déterminent les pratiques et les pratiques déterminent les représentations. Il y a donc une interaction entre les deux entités » (Flament, 2001, p. 45). Rouquette abonde dans le même sens en précisant que « les représentations sociales influencent les pratiques et réciproquement ». Il

convient de tenir les représentations pour une condition des pratiques et les pratiques pour agent de transformation des représentations (Rouquette, 2000, p.140).

Comme nous l'avons vu dans les paragraphes précédents, les représentations constituées et quelques fois profondément ancrées dans l'histoire de la collectivité, permettent d'expliquer les choix que les individus font, le type de relations qu'ils établissent avec les autres et la façon dont ils s'engagent dans leurs pratiques quotidiennes. Ce point de vue est défendu par Abric quand il affirme que « cette représentation constituée pour les individus ou les groupes définit leur vision du monde ou de la situation au moment considéré s'enracine dans un passé collectif, où des pratiques anciennes ont leur place, où l'expérience collective ou individuelle des rapports sociaux, de leurs contraintes et de leurs impératifs joue un rôle essentiel » (Abric, 1994, p. 230).

Dans la suite de ses travaux sur les pratiques et les représentations sociales, Abric présente d'une part, une série de situations dans lesquelles les représentations déterminent les pratiques sociales (signifiantes ou non contraignantes) à savoir des situations avec la présence « d'éléments fortement reliés à des affects ou à la mémoire collective » (Abric, 1994, p. 231). Il présente d'autre part des situations où les pratiques déterminent les représentations. Ce sont des situations à forte contrainte, sociale ou matérielle où les pratiques sociales et les représentations sont en interaction.

Les résultats de ses recherches permettent à Abric d'énoncer quelques hypothèses sur cette relation représentation-pratique. Il pose que « la nature des liens entre représentations et pratiques est directement déterminée par *la nature de la situation* et plus précisément par la part d'autonomie de l'acteur et sa présence dans la situation d'éléments fortement reliés à des affects ou à la mémoire collective ». La première hypothèse postule que : « les représentations déterminent les pratiques sociales dans des situations où la charge affective est forte, et où la référence à la mémoire collective est nécessaire pour maintenir ou justifier l'identité, l'existence ou les pratiques du groupe », la deuxième postulant que : « les représentations jouent également

un rôle déterminant sur les pratiques dans les situations où l'acteur dispose d'une autonomie par rapport aux contraintes de la situation ou celles résultant des relations de pouvoir » (Abric, 1994).

1.5.2. Les pratiques sociales, facteurs de transformation des représentations sociales

Des travaux en particulier doctoraux sur les RS (e.g. Guimelli, 1988 ; Mamontoff, 1995) ont montré que les RS sont dynamiques, elles se constituent, évoluent et se transforment plus ou moins progressivement. Dans leur évolution, elles peuvent disparaître ou retourner à leur état initial. Bonardi et Roussiau (1999), Roussiau et Bonardi (2001) expliquent que les transformations des RS sont principalement dues d'une part aux communications dans le sens où elles sont un instrument de diffusion des savoirs et donc de pérennisation ou d'évolution des RS, d'autre part aux pratiques sociales des groupes dans le sens où elles participent à l'élaboration des RS et à l'introduction des nouvelles pratiques. Ainsi un changement de ces pratiques sociales peut entraîner une modification d'une représentation. Les recherches de Flament (1987, 1994) ont mis l'accent sur le rôle prépondérant des pratiques sociales dans le processus de transformation des représentations sociales. Dans le cadre de la théorie du Noyau Central, il présente une synthèse des différentes étapes du processus de transformation d'une représentation sociale. Sachant qu'une représentation sociale se transforme si et seulement si le noyau central change, « on part d'une modification des circonstances (externes à la représentation) qui entraînent des modifications des pratiques sociales (liées à la représentation) ; alors apparaissent des modifications dans la périphérie de la représentation, qui peuvent aboutir à une modification du Noyau central (Flament, 2001). Sur ce point, Grize, Vergès et Silem (1987) révèlent qu'une modification importante d'un système de représentation est très souvent la conséquence d'une modification des pratiques dépendant à la fois des

individus, du groupe et du contexte social, que le résultat d'une influence idéologique ou culturelle.

Toujours dans la même lignée, Flament montre que dans certaines circonstances, indépendamment d'une représentation, une population peut avoir des pratiques en désaccord avec la représentation et que ces désaccords s'inscrivent d'abord dans les schèmes périphériques qui se modifient tout en protégeant le noyau central. Si le phénomène s'amplifie, il peut atteindre le noyau central et le transformer structurellement, ce qui transforme toute la représentation. Par ailleurs, Flament (1994) précise que dans des situations réversibles (où tout retour à des pratiques anciennes est impossible), seuls les éléments périphériques seront transformés et le noyau central ne sera pas touché. Dans ce cas, les individus se permettent de faire quelque chose même inhabituel. Leur raisonnement, comme décrit par Flament est : « *...de par les circonstances, je fais quelque chose d'inhabituel, mais j'ai de bonnes raisons pour cela* ». La modification de la représentation sera donc apparente mais superficielle.

A propos de cette dynamique, Moliner considère les pratiques comme facteurs d'évolution des représentations (rôle prescripteur des représentations). L'auteur précise que « si les pratiques peuvent avoir un impact sur les représentations, c'est dans la mesure où il s'agit d'ensemble de conduites finalisées par et pour des groupes sociaux » (Moliner, 1998, p. 63). Il faut considérer la notion de réversibilité de la situation ou plus exactement, la perception qu'ont les individus des transformations environnementales.

C'est cette notion de « *la réversibilité de la situation* », proposée par Flament (1994) qui conduit Abric à considérer que dans la situation réversible, les pratiques développées auront peu d'effets profonds sur la représentation, ou qu'en tout cas, leur caractère perçu comme « provisoire » freinera ou ralentira le processus de transformation car la transformation ne

concernera que certains éléments de son contenu mais non de ses principes générateurs (Abric, 1994, p.235). Dans le cas d'une situation irréversible, le rétablissement de l'équilibre cognitif nécessaire à l'individu va donc générer une transformation de la représentation. Cette transformation va s'opérer de manière très différente selon la nature des pratiques nouvelles et leur relation avec la représentation.

Cependant, toutes les pratiques ne transforment ou ne modifient pas les représentations de la même façon. Abric (op.cit.), s'appuyant sur le modèle de Flament (1994) précise qu'il y a trois types majeurs de transformation :

- « Une transformation progressive qui s'effectue sans rupture, ni éclatement du NC lorsque les pratiques nouvelles sont admises par la représentation. Les schèmes activés par les pratiques nouvelles vont progressivement s'intégrer à ceux du noyau central et fusionner avec eux pour constituer un nouveau noyau, donc une nouvelle représentation.
- Une transformation résistante quant à elle, survient lorsque les pratiques nouvelles sont contradictoires mais permettent encore la mise en œuvre des mécanismes de défenses de la représentation qui viennent interpréter et justifier les nouvelles contraintes menaçant la représentation. Il y a, dans ce type de transformation, l'apparition de ce que Flament appelle les « *schèmes étranges* ». Ne pouvant pas résister à la permanence des conduites contradictoires, la multiplication des schèmes étranges aboutit, à long terme, à la transformation du Noyau Central, donc de la représentation dans son ensemble (Flament 1994, 2003).
- Enfin une transformation brutale : qui s'opère quand les nouvelles pratiques sont en contradiction explicite avec la signification centrale de la représentation sans recours possibles aux mécanismes défensifs. Dès lors, l'importance de ces nouvelles pratiques,

leur permanence et leur caractère irréversible entraînent une transformation directe et complète du noyau central et donc de toute la représentation ».

Abric (ibid. p. 237) explique donc qu'il existe une relation indiscutable entre représentations et pratiques sociales. Pour analyser toute pratique sociale, il faut prendre en compte d'une part, des conditions sociales, historiques et matérielles dans lesquelles elle s'inscrit, et d'autre part, son mode d'appropriation par l'individu ou le groupe concerné, mode d'appropriation où les facteurs cognitifs, symboliques, représentationnels jouent également un rôle déterminant. Pour mieux comprendre les relations entre représentations et pratiques sociales, il faut faire un travail d'analyse et de connaissance de la nature et la structure de la représentation ainsi que l'analyse des pratiques sociales. C'est pour cette raison que ce sont principalement des travaux de doctorat sur plusieurs années qui ont permis de révéler ces processus de transformation.

1.6. Normes et représentations sociales

On retrouve les normes partout dans la vie quotidienne. Les croyances, les attitudes et les comportements des individus sont orientés par les normes de leur culture et les cultures des groupes sociaux qui la composent. Ce que les individus conçoivent comme nourriture, ce qu'ils mangent, leur manière de s'habiller, la manière de danser, chanter... dépendent des normes érigées par les groupes sociaux auxquels ils appartiennent et s'identifient.

Etymologiquement le mot norme tient son origine du latin *norma* qui signifie « équerre » et par extension « règle », « modèle ». Elle définit ce qui devrait être. Mais la norme réfère aussi à ce qui est, à l'état habituel parce que conforme à la majorité des cas (Le Robert). Quand cette norme est émise par un environnement social, on parle de norme sociale. En accord avec leur

sens premier, Sherif (1936) définit les normes sociales comme « *la prescription des conduites et des attitudes qui sont considérées comme désirables et/ou acceptables dans une unité sociale donnée* ». On trouve dans cette définition trois points très importants : l'objet des normes sociales, ce sur quoi les normes portent, concerne les attitudes et les comportements des individus. Ensuite, parce qu'elles sont prescriptives, elles véhiculent des valeurs. Enfin elles sont relatives et propres aux groupes sociaux qui les construisent. Cela veut dire que chaque groupe social dispose d'un ensemble de normes qui lui est propre. Fischer quant à lui, définit une norme comme « une règle explicite ou implicite qui impose de façon plus ou moins prégnante un mode organisé de conduite sociale ; elle se présente comme un ensemble de valeurs largement dominant et suivi dans une société donnée ; elle sollicite une adhésion et implique des sanctions dans un champ d'interactions complexes » (Fischer, 1987, 60-61).

Ces dernières années, de nombreuses recherches se sont focalisées sur les aspects normatifs des représentations sociales (Flament, 1999, 2001 ; Gaymard, 1999, 2003, 2009). Rappelons que la représentation comprend des savoirs, des prises de positions, des applications des valeurs, des pratiques, des prescriptions normatives.... Pour Moscovici (1961), la RS permet aux individus de se positionner socialement par rapport à un objet et de fournir aux membres d'une communauté un référentiel commun pour la communication. L'auteur explique que « les représentations sociales se construisent dans une interaction sociale. Pour définir une représentation, il convient de prendre en compte le contexte social dans lequel l'individu se trouve, car ce contexte peut avoir une influence sur la façon dont ses processus cognitifs traitent l'information. L'individu apprend donc à penser et à agir de façon à satisfaire son groupe pour ne pas être rejeté. Les processus cognitifs deviennent alors les processus sociocognitifs car le traitement de l'information est déformé par le contexte social de l'individu. Dans la vie de tous les jours, notre vie sociale est organisée par des normes. Les individus peuvent adopter différentes conduites soumises à un ordre social normatif mais ils peuvent également être guidés

par les décisions personnelles tout en essayant de ne pas s'écarter des normes de la société dans laquelle ils vivent.

Dans le champ d'étude des représentations sociales, les premiers travaux ont clairement cherché à démontrer que les normes se situaient préférentiellement dans le NC. Selon ces recherches, le noyau comprend différents types d'éléments : normatifs, fonctionnels et même mixtes ; les éléments normatifs se référant aux jugements, les éléments fonctionnels renvoient aux pratiques (Abric, 1994 ; Abric & Tafani, 1995). Ces travaux considèrent donc que les normes appartiennent avant tout au noyau central : « le système central est essentiellement normatif, le système périphérique est fonctionnel » (Abric, 1994). Des travaux plus récents vont montrer l'importance de la périphérie dans la gestion des aspects normatifs.

Dans ses travaux sur la représentation sociale comme système normatif, Flament (1999) s'interroge sur l'articulation entre les prises de positions individuelles et les consensus. Quand il met en parallèle la liberté dans les prises de positions individuelles et une norme qui ne doit pas être transgressée, il constate qu'il existe une zone floue entre cette liberté de prises de positions et la norme. Il montre que cette zone tolère de petites transgressions. Ainsi, la conditionnalité permet d'envisager des déviations ou transgressions au sein même des normes.

Flament (1994) souligne l'importance de ces variations normatives autour des prescriptions sociales. Pour l'auteur, le système périphérique est constitué d'éléments conditionnels tandis que les éléments centraux sont non-négociables, le tout constituant un *système normatif* au sein duquel une conduite minoritaire peut être légitime quand elle est justifiée par le système conditionnel. L'auteur considère que « le système périphérique est constitué de schèmes ayant une portée descriptive et/ou prescriptive de pratiques sociales. Étant directement liés aux

situations concrètes, ces schèmes ont essentiellement une portée pratique et, à ce titre, apparaissent comme conditionnels (dans telles ou telles conditions, on doit faire ceci ou cela) ». Pour lui, les éléments constitutifs d'une représentation peuvent être distingués en fonction de leur nature conditionnelle (éléments périphériques) ou inconditionnelle (éléments centraux).

Les travaux de Gaymard (2003), sur la négociation interculturelle chez les filles franco-maghrébines sont basés sur l'articulation entre les aspects normatifs des représentations sociales et la question de la bi-culturalité. Les résultats montrent que les filles franco-maghrébines peuvent prendre certaines libertés par rapport à l'image traditionnelle de la femme maghrébine. Ces écarts, justifiés par le contexte des études, sont tolérés car ces jeunes filles partagent malgré tout les mêmes positions que leurs parents sur les valeurs essentielles de la culture maghrébine. Dans la représentation de ces jeunes filles maghrébines, il y a des éléments absolus, non-négociables et des éléments conditionnels. Finalement si elles respectent le mariage et la religion, elles peuvent s'écarter et négocier d'autres aspects avec leurs parents. Ainsi ces jeunes filles d'origine maghrébine élaborent des stratégies de négociation afin de trouver un compromis entre la culture traditionnelle de ces derniers et la culture occidentale. A l'aide du test des choix alternatifs, Gaymard (2003) montre clairement le conflit normatif qu'il y a entre les deux générations. Si les filles font majoritairement des choix « occidentaux », elles attribuent majoritairement à leurs parents, des choix « traditionnels ».

En parlant de conditionnalité et de normativité, Gaymard (1999, 2003) propose le terme de « *latitudes normatives* » pour désigner les variations conditionnelles qui permettent de justifier les écarts par rapport à un comportement de référence. L'auteur montre qu'à propos d'un objet donné, certains individus peuvent adopter des comportements qui, vis-à-vis de la représentation partagée par le groupe, pourraient être en marge mais qu'en réalité, ils font partie du système

conditionnel qui justifie les « déviations ». A ce moment-là, une petite minorité de sujets peut s'écarter du général sans toutefois être déviant ou contre-normatif.

Les travaux sur la conditionnalité ont été effectués dans le cadre de l'approfondissement des recherches sur le système périphérique.

1.6.1. La théorie de la conditionnalité (Gaymard, 2014, 2016)

C'est à partir du caractère conditionnel mis en évidence par Flament (1994) que Gaymard va développer la théorie de la conditionnalité dans laquelle l'accent est mis sur l'importance de prendre en compte ces écarts ou déviations par rapport aux normes. L'auteur montre que la périphérie est essentielle pour comprendre la gestion des négociations entre deux systèmes culturels dans lesquels les attentes normatives sont différentes.

La théorie de la conditionnalité, formulation introduite pour la première fois par Gaymard en 1999 défend le fait que le NC n'est pas adapté pour étudier les aspects normatifs. En effet son caractère absolu n'est pas compatible avec la réalité des normes qui présentent une logique conditionnelle (Gaymard,2014). Les développements de cette théorie s'appuient largement sur le contexte routier.

S'appuyant sur l'exemple du code de la route, Gaymard (2007) montre que dans l'environnement routier tout est négociable. Finalement il est particulièrement difficile de trouver des règles absolues au sens strict du terme. Sur ce point, Flament (1987, 2001) fait référence à des transgressions légitimes. Un individu peut facilement adopter un type de comportement si le système conditionnel le justifie (Flament, 2001, p. 258). Dans ses travaux, Gaymard (2007, 2009) montre qu'il est légitime de transgresser la limite de vitesse mais aussi avec plus ou moins de conditionnalité, le feu rouge, le sens interdit, la ligne blanche, le stop...

Finalement toutes les règles routières font l'objet de discussions et de négociations. Seule, la ceinture de sécurité à l'avant est beaucoup moins conditionnelle. En plus, Gaymard montre que cette conditionnalité dépasse le cadre individuel pour être partagée (par exemple presque tous les conducteurs disent qu'ils ne respectent pas la limite de vitesse s'ils sont pressés). Cette théorie de la conditionnalité partant des pratiques individuelles, montre avec des méthodologies spécifiques qu'il existe « des modèles de transgressions légitimes » (Gaymard, 2014).

2. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LES RISQUES

2.1. Définition du risque

Le risque est un concept complexe et polysémique, ce qui explique la difficulté à le cerner. Le dictionnaire propose une première définition qui se rattache au danger. Il définit (*Petit Robert*, 1996) le risque comme « *un danger éventuel plus ou moins prévisible* » (description similaire dans le *Larousse*). C'est une menace pour l'existence d'une personne ou d'une chose. Selon le dictionnaire Larousse, le mot « risque » vient de l'italien « *risco* » et du latin « *resecum* », qui signifie « *ce qui coupe* » et désigne l'écueil qui menace un navire de commerce, ou les dangers que court un navire en mer. Par extension, le verbe risquer signifie :

1. Mettre en danger. *Risquer sa vie, son honneur, sa fortune....* Exposer (au risque d'être vu, blessé, etc).
2. Essayer, sans être assuré du résultat. *On peut risquer l'aventure, risquer le coup.* Émettre (une parole, une opinion) en courant le risque d'être désapprouvé, mal compris, etc.
3. S'exposer à (un danger, une peine), *il risque la mort, une forte amende.* Risquer de (+ infinitif) : courir le risque de. *Tu risques de te faire mal.* Par extension, avoir une chance de. *Cette opération risque de réussir.*

La nature et le sens du mot risque explique donc que sa définition recouvre plusieurs aspects : la possibilité ou la probabilité qu'un mal ou un dommage se produise, l'exposition à un danger (courir des risques). Zinn, (2008) définit le risque comme « *la probabilité d'un événement multiplié par le dommage que cet événement pourrait produire* ». C'est « une association d'un danger, de sa probabilité, de sa gravité et de son acceptabilité ». C'est un ensemble de quatre éléments indissociables, mais de nature différente, c'est pour cela qu'il ne faut pas mettre un signe d'égalité (=) entre le Risque et les éléments. Douglas (1992, p. 224) quant à lui, définit le risque comme « *un sentiment de danger par rapport à des dommages futurs* ». C'est un sentiment de menace potentielle comme : les risques naturels (inondations, éruptions volcaniques, séismes, etc.), les risques dans les déplacements, les risques industriels, etc.).

Pour Dauphiné, le risque est un concept qui est de l'ordre de jugement et de la représentation que se font les populations, les experts d'un événement à partir des critères qui ne sont pas nécessairement partagés par tous (Dauphiné, 2011). La notion de risque peut être employée comme synonyme de danger ou péril, le risque étant lié à la vulnérabilité tandis que le danger est associé à la possibilité de tout préjudice ou dommage. Il est donc possible de faire la différence entre risque (la possibilité de dommage) et danger (la probabilité d'accident). Autrement dit, le danger est une cause du risque. Fleury-Bahi (2010, p.60) propose de définir le risque comme « consécutif à l'exposition à un danger, un danger pouvant être défini comme tout élément (animé ou inanimé) ou situation (naturelle ou produite par l'homme) susceptible de nuire aux hommes ou à leur environnement ». La complexité et la difficulté de définir le risque amène certains auteurs à affirmer que « dans les sciences sociales, il est difficile de donner une définition consensuelle du risque en ce sens que cette notion peut avoir une connotation autant positive que négative » (Ernst-Ventilla, Delouée & Rouquette, 2010 ; Joffe, 2003).

2.1. Le risque en tant que réalité représentée

La notion de risque est omniprésente dans le langage quotidien contemporain de nos sociétés (Beck, 2001), en tant que catégorie experte ou profane. Pour Douglas (1992), le terme « risque » nécessite un discours interdisciplinaire qui est le plus souvent compris de trois façons interconnectées : le risque comme quelque chose de similaire au hasard, perte, dommage et peur ou juste une indication sur les événements non voulus, sans oublier le calcul du risque. Si le risque peut être conceptualisé comme une entité avec une existence objective, pour accéder à sa réalité, il est nécessaire de comprendre comment il est construit et partagée socialement.

Historiquement, les recherches en rapport avec le risque étaient caractérisées par un modèle de « perception du risque » qui mettait l'accent sur les erreurs dans le processus d'information advenant dans l'esprit individuel lorsque l'individu était confronté aux risques (Slovic, 1987).

Dans le domaine de la psychologie, les recherches en rapport avec le risque ont donc été pendant longtemps articulées à la notion de « perception du risque ». L'approche cognitiviste catégorise les individus en deux catégories : une catégorie dite des experts ayant une connaissance rationnelle et scientifique du risque et une catégorie dite profane regroupant les individus ordinaires ayant une perception erronée du risque due aux erreurs de traitement d'information par le manque d'expérience face aux risques, ce qui rend difficile son évaluation. Dans de nombreux travaux la *perception* et la *représentation* sont souvent employées pour désigner la même action.

En psychologie sociale, certains auteurs se sont en particulier intéressés au concept de « représentation sociale du risque » (Joffe, 2003 ; Gaymard 2012). Les travaux de Gaymard (2012) montrent que ce cadre vise à expliquer comment les mises en représentation du risque actualisent des fonctionnements sociocognitifs complexes en tant que forme de connaissances construites dans des faits d'inscription et de participation sociale. Par « *mises en représentation* », Apostolidis et Dany (2012) font ressortir l'idée que « le risque est une

construction sociale qui implique un ensemble d'enjeux à la fois individuels et sociaux qui, d'une part, s'actualisent *dans* et *par* les situations auxquelles sont confrontés les individus et les groupes et, d'autres part, mobilise des cadres de pensée préexistants au sein de la structure sociale ». L'objet risque, en tant que substrat des relations sociales, mobilise des modes de pensée qui ne sont pas seulement contenus dans l'objet lui-même mais aussi dans le sujet qui pense. Slovic et Peters (2006) considèrent que, dans les sociétés modernes, le risque est pensé et expérimenté de deux façons : le risque en tant que sentiment (réaction instinctive et intuitive face à un risque) et le risque comme analyse d'une situation (logique, raisonnement et délibération pour évaluer les risques et prendre les décisions).

Dans leurs travaux sur la pensée sociale et le risque dans le domaine de la santé, Apostolidis et Dany (2012) montrent que la construction des risques liés au SIDA dans le contexte d'une relation sexuelle dépend de la signification que les sujets donnent à la relation, le risque perçu varie en fonction de la valence sentimentale attribuée. Les résultats obtenus montrent comment cette construction est fonction du principe distinctif « sentimental versus sexuel », principe qui donne du sens aux relations sexuelles. Les auteurs illustrent comment le sida apparaît comme une maladie associée davantage à une sexualité sans sentiments amoureux.

De la même manière, Moscovici (2001) précise que « *la théorie des représentations sociales prend sa valeur heuristique de théorie pragmatique en psychologie sociale, dont le rôle essentiel est de proposer une vision globale des relations et des comportements humains, (une vision de la nature humaine)* ». A ce titre, la construction du risque traduit un lien dynamique entre le sujet et l'objet. Elle implique des dimensions symboliques, affectives, idéologiques et culturelles. Dans le champ du risque et le hasard, la théorie des représentations sociales montrent un modèle dynamique dans lequel la réponse au risque est symbolique, émotionnelle. (Breakwell, 2007 ; Gaymard, 2012 ; Joffe, 2003).

Ainsi les représentations sociales apportent de nouveaux développements aux recherches sur les risques et notamment permettent d'identifier les éléments du discours, mais également la dynamique de ce discours socialement constitué et partagé dans différents contextes. De nombreuses recherches sur la construction du risque relient les risques aux aspects identifiables dans le processus de socialisation, notamment les travaux de Wakker (2004), sur l'influence des attitudes, croyances, valeurs morales et éthiques sur les décisions risquées ; le rôle de l'interaction sociale dans l'amélioration du processus de prise de décision (Charness et al., 2007). Sur ce point, les travaux de Slovic (1987) ont montré qu'il était important de comprendre ce que les individus pensaient et comment ils répondaient aux situations à risque avant de mettre en place des politiques de prévention. Les travaux menés sur les risques collectifs et les crises qu'ils génèrent montrent l'existence d'un savoir commun et partagé socialement à ce propos. Des recherches faites sur le risque collectif de l'inondation par exemple, ont mis en évidence l'importance de la construction sociale (savoirs partagés selon la culture ou l'expérience) dans la compréhension de ces risques (Baggio et Rouquette, 2006).

Selon Kmiec et Roland-Levy (2014), le recours à la théorie des RS pour étudier le risque permet de montrer que le plus important n'est pas de comprendre comment les individus traitent l'information liée au risque mais davantage ce qu'ils ressentent pour pouvoir expliquer comment ils filtrent les informations concernant le risque, et donc se font une représentation. Cette théorie permet de mieux comprendre comment les individus pensent et répondent aux situations à risque. Les représentations sociales mettent en évidence les mécanismes protecteurs face aux risques. Par exemple pour les risques liés au tremblement de terre, Ernst-Vintila et Rouquette (2007) précisent que les représentations sociales des individus fortement concernés par les risques sismiques et qui ont eu l'expérience d'un tel risque, sont davantage structurées et orientées vers la pratique. Plus récemment, avec l'arrivée de la crise économique et

financière, les psychologues sociaux ont analysé les différentes formes de pensée sociale développées en temps de crise (Ernst-Vintila et al., 2010 ; Rolland-Levy et al., 2010) en mettant en évidence la construction sociale de la crise, analysée comme une situation de risque, et le lien avec des conduites (comportements, pratiques, décisions). Ainsi comme nous venons de le voir, les RS ont un rôle important dans la gestion des risques. Elles traduisent une manière de les gérer (Gaymard, 2012).

3. GEOPOLITIQUE D'AFRIQUE CENTRALE, SOURCE D'INSTABILITE PERMANENTE

3.1. Présentation générale de l'Afrique Centrale

Avant de parler de l'Afrique Centrale, il est important de distinguer deux termes qui sont parfois confondus : « **La Région des grands lacs** » et « **l'Afrique Centrale** ».

Le terme « Région des grands lacs » désigne les quatre pays qui bordent les grands lacs d'Afrique de l'Est (lac Albert et le lac Victoria au nord et nord-est) et la partie septentrionale du lac Tanganyika au sud. Elle comprend la République Démocratique du Congo, le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda. Certains y rejoignent la Tanzanie et le Kenya qui bordent le lac Victoria, de même que la Zambie et la Malawi situés autour du lac Malawi. Le terme « grands-lacs » tire ce nom de la présence d'une succession de lacs qui occupe la partie méridionale de la vallée du grand rift qui sont : le lac Victoria, le lac Kyoga, le lac Albert, le lac Edouard, le lac Kivu, le lac Tanganyika et le lac Malawi.

Carte de la région des grands-lacs



L'Afrique Centrale quant à elle, est l'ensemble des pays se trouvant au centre de l'Afrique, au sud du Sahara. C'est-à-dire les pays qui se situent à l'Est de l'Afrique de l'Ouest et à l'ouest de l'Afrique de l'Est. D'après la définition de l'ONU, l'Afrique Centrale comprend l'Angola, le Cameroun, le Gabon, la Guinée Equatoriale, la République Centrafricaine, la République du

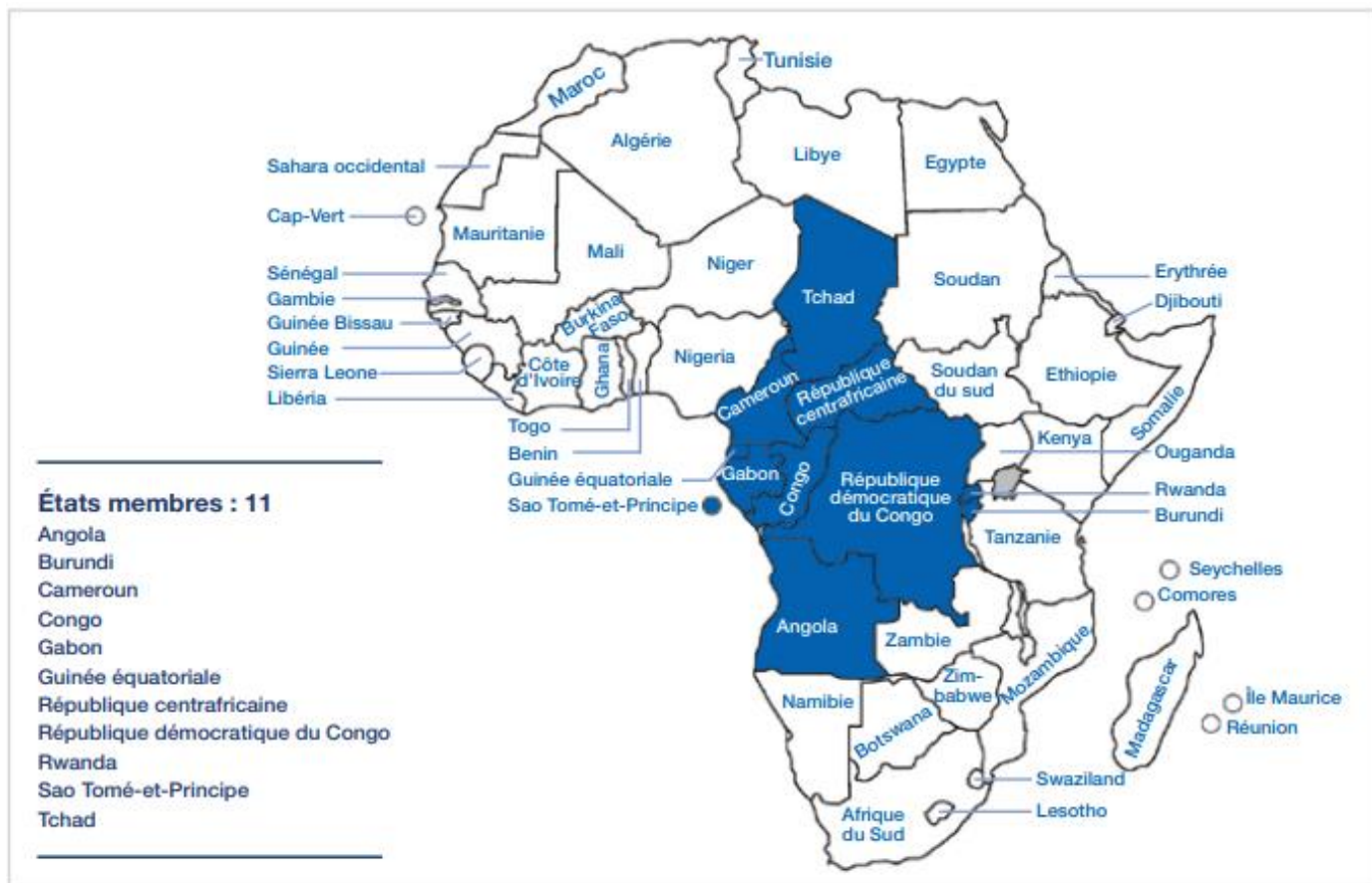
Congo, la République Démocratique du Congo, le Sao Tomé-et-Principe et le Tchad. Les pays de l'Afrique Australe comme la Zambie et le Malawi sont souvent considérés comme faisant partie de l'Afrique Centrale. Quant au Rwanda et au Burundi, qui font partie de l'Afrique de l'Est, ils sont parfois aussi considérés comme appartenant à l'Afrique Centrale. Notons que la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) regroupe les neuf pays regroupés dans la définition de l'ONU plus le Soudan du Sud, le Rwanda et le Burundi.

En Afrique Centrale, comme dans l'ensemble du continent africain, les héritages coloniaux marquent l'histoire contemporaine de leur histoire. Depuis la Conférence de Berlin en 1885, la création des Etats qui n'a pas tenu compte des réalités socioculturelles a bouleversé, à des degrés divers, les espaces et les sociétés africaines. L'Afrique Centrale présente de ce point de vue des situations litigieuses, opposant en particulier l'immense Congo (77 fois la Belgique) et les petits Etats de l'Afrique des Grands lacs, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi, petits pays pauvres et enclavés.

La pauvreté et l'enclavement de ces petits Etats fait qu'ils dépendent de leurs relations avec les pays voisins et surtout trouvent une influence à l'Est de la RDC pour exploiter ses ressources naturelles. Depuis cette création des Etats, la question de délimitation géographique se pose. A l'image de la RDC, les pays de l'Afrique Centrale ont depuis longtemps eu des difficultés à définir géographiquement l'espace auquel ils appartiennent et donc à se forger une identité propre à leur région. Ici, nous définissons l'Afrique Centrale au sens de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) regroupant 12 Etats membres (L'Angola, le Burundi, le Cameroun, la République Centrafricaine, la République du Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale, la République Démocratique du Congo, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, le Soudan du Sud et le Tchad). Ci-dessous, la carte de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale, en précisant que le Soudan du Sud, qui a adhéré à cette communauté très

récemment ne figure pas sur la carte. Cette communauté s'étend sur une superficie de 6,7 millions de km² et comptait 185 millions d'habitants en 2017.

Carte des Etats membres de la CEEAC



Source: www.uneca.org/oria/pages/eccas-economic-community-central-african-states

Riche en matières premières (surtout en RDC : or, cobalt, diamant, coltan), ses immenses forêts et ses abondantes terres arables et irrigables, le climat équatorial marqué par l’alternance entre les saisons humides et les saisons sèches, l’Afrique Centrale renferme des ressources naturelles pour l’agriculture, l’économie forestière et l’industrie agroalimentaire, ce qui engendre une démographie extrêmement variable (de 27 habitants/km² en RDC à 500 habitants/km² au Rwanda). Les pays du bassin du Congo possèdent le deuxième plus grand bassin hydro-forestier

du monde après l'Amazonie et détiennent d'importantes réserves d'eaux intérieures renouvelables, estimées à 1715 km², soit 44% des ressources en eau en Afrique.

Cette sous-région d'Afrique a été caractérisée depuis le tournant des indépendances (1959-1962) par les massacres interethniques et aucun pays n'a été épargné. Les crises internes à tel ou tel pays ont été exportées chez les voisins, créant un véritable système régional de guerre. On assiste actuellement à une situation d'insécurité en Afrique Centrale, résultant en grande partie des activités terroristes dans le bassin du lac Tchad (nord du Cameroun, ouest du Tchad, sud-est du Niger, nord-est du Nigéria) et de plusieurs conflits autour du contrôle des richesses naturelles, plus particulièrement en RDC ou de troubles postélectorales, comme ce qui s'est passé au Burundi en 2015.

La RDC, pays continent avec plus de 2,3 millions de km² et quelques 250 groupes ethniques répertoriés, est au cœur de la situation sécuritaire en Afrique Centrale. Grâce à ses richesses considérables, le pays a été toujours convoité, autre fois par les puissances coloniales, aujourd'hui par les Etats voisins. Le pillage des ressources naturelles est l'un des facteurs majeurs de l'insécurité permanente liée à des conflits armés et d'une instabilité presque permanente en RDC. Le lien entre richesse régionale ou nationale et la dynamique d'instabilité a été clairement identifié par la résolution 1653 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la situation dans la région des grands lacs. Le rapport du groupe d'experts des Nations-Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC du 12 Avril 2001 a également mis l'accent sur la relation entre les richesses et l'instabilité dans la région.

3.2.Situation sécuritaire dans la région de l'Afrique Centrale

L'Afrique Centrale est l'une des sous-régions les plus vulnérables et fragiles du continent, elle est souvent considérée comme une zone de tensions fortes et récurrentes. Ces dernières années elle a été, non seulement le théâtre des conflits armés, des violences politiques et électorales, de la criminalité frontalière, des déplacements massifs des populations mais aussi le terrain des rivalités et convoitises des puissances extérieures. C'est à partir des années 1990 et le début des années 2000, que la période de démocratisation et le déclassement stratégique de l'Afrique va entraîner la chute des régimes dictatoriaux. C'est l'époque où il y a eu le plus de guerres civiles et les coups d'état en Afrique en général et en Afrique Centrale en particulier, et jusqu'aujourd'hui certains de ces pays sont toujours dans des guerres civiles ou troubles sociaux.

3.2.1. Bref aperçu des coups d'Etat en Afrique Centrale

Nous listons ci-dessous les différents coups d'Etat depuis les années 1990.

- Tchad en 1990, 2004 et en 2006 coup d'état échoué ;
- Rwanda 1994 ;
- Sao Tomé-et-Principe en 1995 et 2003, échec en 2009 ;
- Burundi 1987, 1993,1994, 1996 et échec en 2001 et 2015 ;
- RDC 1997 et 2001 ;
- RCA en 2001, 2003 et 2011 ;
- Guinée Equatoriale : coup d'état échoué en 2001 ;
- République du Congo 1997.

Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_de_coups_d%27%C3%89tat

Soulignons que ces coups d'Etats étaient souvent suivis de guerres civiles. Cette période d'insécurité dans la région a laissé derrière elle de nombreux groupes de combattants et les armes. Des conflits violents opposant les groupes armés et les armées régulières des Etats. Depuis, l'Afrique Centrale est en proie aux mêmes défis politiques et sécuritaires que le reste du continent. On distingue en Afrique Centrale trois pôles géographiques où se concentrent ces défis : la région des grands-lacs avec la RDC pour épicode, caractérisée par une insécurité persistante causée par les groupes armés liés à l'exploitation illégale des ressources naturelles, l'influence du Rwanda à l'est de la RDC, les tensions en raison des élections au Burundi. Ensuite le bassin du Tchad entre le nord-est du Cameroun et le Tchad qui est le quartier général de Boko-Haram, les heurts très violents entre les éleveurs nomades et des communautés sédentaires au Tchad et en RCA, la fragilité constante de la RCA au lendemain de la crise de 2012 et enfin le golfe de Guinée où la piraterie, les trafics illicites, la pêche illégale, les trafics d'armes, de drogues et d'êtres humains et les attaques en mer touchant le Cameroun, le Gabon, la Guinée Equatoriale et Sao Tomé-et-Principe.

De façon tragique, les conflits de plus en plus violents font rage en Afrique Centrale. Le développement des activités des groupes armés est largement facilité par plusieurs facteurs : la faiblesse des autorités publiques, le sous-développement des zones frontalières, la perméabilité des frontières facilitant la circulation des armes, l'exclusion sociale des groupes minoritaires, les liens identitaires entre les communautés frontalières, etc. Il faut ajouter que l'expansion de ces groupes armés est également facilitée par les ingérences et le soutien apporté aux rebelles par les Etats voisins. C'est ce que certains analystes appellent « exportation du conflit ». Ils donnent les exemples du conflit à l'Est de la RDC où les groupes armés sont parrainés par différents pays voisins comme le Rwanda et l'Ouganda ; la zone d'influence de Boko-Haram, les tensions en RCA qui présentent une activité intense qui se propage au-delà des frontières.

(Ayangafac, 2008). Nous présentons dans les paragraphes suivants la situation dans chaque pôle géographique.

3.2.2. L'insécurité dans le bassin du Tchad

La situation d'insécurité dans le bassin du Tchad est due en grande partie aux activités des groupes armés et des activités terroristes qui opèrent dans la région. Dans leur mode opératoire, les groupes armés s'installent dans les pays en crises et souvent dans des zones de non-droit, où il n'y a pas d'autorité publique et où on ne craint pas la justice, c'est ainsi que la secte de Boko-Haram s'est installée dans le bassin du Tchad dans les espaces dépourvus de contrôle d'Etat. La crise libyenne a également facilité une dissémination et un acheminement des armes et des munitions, le passage des frontières, pour finir entre les mains des groupes armés et les terroristes. D'après les chiffres d'OCHA (2016), depuis 2009, le groupe terroriste Boko-Haram a fait plusieurs milliers de victimes dans ses zones d'influence et plus de 2,7 millions d'individus ont été déplacés. Opérant au départ au Nigéria où des écoles, des mosquées, des églises, des marchés publics ont souvent été les cibles de l'Etat islamiste Boko-Haram. Depuis 2013, le groupe a commencé à élargir ses zones d'activité et à diversifier les cibles au-delà des frontières du Nigéria vers les pays du bassin du Tchad. Profitant de la faiblesse de l'armée camerounaise, l'Etat islamiste de Boko-Haram est monté en puissance et s'est installé dans plusieurs villes frontalières du nord-est du Cameroun, semant la panique et procédant aux recrutements des combattants, aux enlèvements et à des attaques multiples. Les attaques menées par Boko-Haram sont transportées vers le Bénin, le Tchad, le Nigeria et le Niger, accroissant le risque de contagion régionale ou sous-régionale. Depuis, des attaques et des attentats suicides de Boko-Haram sont presque quotidiens dans les pays touchés. L'expansion de Boko-Haram dans le bassin du Tchad représente une menace directe pour le Tchad et le Cameroun. D'après les chiffres de OCHA, en 2016, la violence de Boko Haram a doublé, faisant plus de 190.000

déplacés et l'insécurité alimentaire touchant plus de 2,4 millions de personnes (OCHA, Juin 2016)

Pour ce qui est de la RCA, Meyer (2013) montre que depuis son indépendance mais surtout dans les années 1990, le pays est plongé dans une série de crises politico-militaires dévastatrices. Face aux tensions socio-économiques et à la faiblesse des institutions étatiques, les tensions et les rebellions y sont récurrentes. L'illustration de HCR montre qu'en 1997-1999, les combats en RDC ont poussé de nombreux hommes armés à pénétrer en RCA. Selon ses estimations, plus de 10.000 des ex-FAZ et quelques 3000 réfugiés rwandais qui combattaient du côté de Mobutu, chassés par l'AFDL de Kabila ont traversé la frontière centrafricaine en 1997, et en 1999 les forces royales à Kabila ont à leur tour, franchi la frontière de la RDC poursuivies par les troupes de Jena Pierre Bemba. Les conflits au Tchad depuis 1982 avaient également poussé des milliers de réfugiés tchadiens à entrer en RCA, quelques-uns avec des armes (environ 15.000), conduisant à de nombreuses attaques en RCA. La restructuration de l'armée tchadienne en 1990 avait provoqué la démobilisation de plus de 25000 d'hommes, incitant certains d'entre eux à rejoindre les coupeurs de routes en RCA, puis rejoignant la rébellion de Bozizé en 2003 puis des troupes sanguinaires de Djotodia en 2012 (Musila, 2015).

A part ces groupes armés, les rebelles de LRA ougandais ont été actifs non seulement dans le nord de la RDC où prolifèrent des centaines de groupes armés mais ont aussi rejoint la RCA, pays qui, avant le conflit en 2012, avait déjà connu six violentes transitions politiques après son indépendance, nécessitant une mobilisation internationale. Selon le Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation en RCA (Janvier 2015), la LRA aurait commis des atrocités et des crimes, ce qui provoqua d'importants déplacements des populations.

En Décembre 2012, le pays fut frappé par une extrême violence impliquant une coalition majoritairement musulmane de forces armées auto-baptisée Seleka et composée de vétérans de

précédentes rebellions et mercenaires du Soudan et du Tchad. Cette coalition lança une offensive armée qui déboucha sur une prise de pouvoir en mars 2013. Installée au pouvoir pendant 10 ans, la Seleka fut responsable des massacres, viols, exécutions extrajudiciaires, de tortures, de pillages ainsi que d'incendies et destruction des villages des chrétiens. Ces derniers, pour se protéger contre ces exactions formèrent une coalition chrétienne composée d'anciens membres des forces de sécurité baptisée anti-Balaka.

La chute de Bozizé en 2013 fut suivie par une escalade de violences, de nombreuses attaques meurtrières au sein de la communauté musulmane, ce qui provoqua un exode massif des populations musulmanes. Selon le EIU (2015), près de la moitié de la population de la RCA (2,7 millions de population) a été déplacée à l'intérieur du pays et au-delà des frontières. L'émergence et la prolifération des groupes armés a également déstabilisé les communautés locales des pays voisins et a conduit aux violents affrontements avec l'armée camerounaise. En raison de la difficulté du gouvernement d'asseoir son autorité sur l'ensemble du territoire, de la porosité des frontières et de la situation géographique de la RCA (nombreux de ses voisins sont aux prises avec de sérieux problèmes de sécurité comme le Sud du Soudan, la RDC), le pays a été un refuge pour les anciens soldats, les mercenaires et les groupes armés des pays voisins (Luntumbue & Massock, 2014). Depuis 1980 jusqu'à aujourd'hui, la RCA reste le sanctuaire des groupes armés qui menacent la sécurité de toute la sous-région.

3.2.3. La région des grands lacs

La situation d'insécurité que connaît l'Afrique Centrale aujourd'hui est due aux troubles qui secouent la sous-région depuis très longtemps. La création des Etats dans la conférence de Berlin en 1885 a laissé l'Afrique Centrale dans une situation de frontières très contrastée. Dans cette sous-région d'Afrique, on retrouve l'immense Congo 89 fois plus grand que le Rwanda et le Burundi 10 fois plus grand que l'Ouganda, car comme le montre l'histoire du Rwanda, certains territoires du Rwanda ont été rattachés au Congo ou à l'Ouganda. Depuis la période d'indépendance (1962-1965), cette sous-région a été caractérisée par les massacres interethniques, les guerres civiles, les violences et tous les pays ont été touchés. Les crises internes ont été exportées chez les voisins créant un système régional de guerres civiles permanentes.

La présence des matières premières minérales et d'autres richesses naturelles dont le contrôle et l'exploitation ont toujours été au cœur des enjeux géopolitiques, la RDC (pays aux richesses « potentielles » considérables) a toujours été convoitée, autrefois par les puissances coloniales relayées par les Etats-Unis, aujourd'hui par les Etats voisins. De nombreux observateurs associent la présence des groupes armés dans ce pays et sa position géopolitique dans la région des grands-lacs. Les groupes armés tirent profit des conflits permanents qui agitent la RDC pour financer leurs activités. Pour bien comprendre la situation sécuritaire dans la région des grands-lacs, il faut d'abord comprendre l'origine de la crise actuelle en RDC. Nous présentons quelques faits illustrant l'origine de l'insécurité dans ce pays continent.

3.2.4. L'historique de l'insécurité en RDC

Dans ses travaux sur les enjeux de la guerre et de la paix en Afrique Centrale, Pourtier, (2003) précise que l'histoire de la RDC montre que les groupes armés en RDC voient le jour un peu avant la période coloniale pendant laquelle les exactions des envahisseurs étrangers entraînent une résistance des communautés locales. D'abord dans les années 1890, les tendances expansionnistes du roi rwandais Rwabugiri provoquèrent une multiplication des milices liées aux communautés locales pour se défendre, puis la période des rebellions dans les années 1960 suite aux processus d'indépendance et de décentralisation, et la période des troubles avec la guerre kanyarwanda (1962-1965) opposant les hutus et tutsis venus du Rwanda aux tribus autochtones, ce qui entraîna la prolifération des groupes communautaires dans le Nord Kivu et le Sud Kivu. Mais ce n'est que depuis les années 1990 avec les guerres civiles burundaises et rwandaises que l'activité des groupes armés apparaît à grande échelle.

Le Rwanda, par son exigüité (26 338 km²) a l'une des plus fortes densités de population sur l'ensemble du continent (8 millions d'habitants en 2002, soit près de 300 habitants au kilomètre carré) et l'absence de ressources naturelles, malgré l'unité culturelle et linguistique qui semble favorable à la cohésion nationale, il contient des germes de fracture reposé jadis sur des rapports inégalitaires entre une minorité dominante tutsie et une majorité hutue dominée. Chrétien (1997) souligne que la colonisation Allemande, puis Belge a privilégié la minorité « aristocratique » tutsie et contribua à l'inégalité sociale, creusant le fossé entre les deux communautés, préparant les conditions à leur affrontement. Le début des violences au Rwanda remonte à 1959 lorsque les hutus, par un soulèvement populaire appelé « révolution sociale de 1959 » s'en prirent aux tutsis, poussant plusieurs dizaines milliers de tutsis à fuir le pays vers les pays voisins (Burundi, Ouganda et le Zaïre (RDC actuelle)).

Dans ses travaux, Pourtier explique le rôle des réfugiés rwandais dans l'insécurité en RDC. Les réfugiés rwandais de 1959 mènent une attaque en 1990 sous le nom de « Front Patriotique Rwandais » (actuelle Armée Patriotique Rwandaise) qui a abouti au génocide de 1994 avec plus de 800.000 victimes et poussant plusieurs millions de hutus à se réfugier dans les pays voisins dont la majorité s'est installée à l'est de la RDC. La question rwandaise a directement affecté l'Ouganda, le Burundi et l'Est de la RDC et on peut dire qu'elle est directement à l'origine de la guerre civile congolaise et donc de toute la déstabilisation de l'Afrique Centrale. (Pourtier, 2003, pp.10-11).

En 1993, des dizaines de réfugiés burundais arrivent au Sud-Kivu suite à la guerre civile déclenchée par l'assassinat du président hutu Mélchior Ndadaye élu démocratiquement. Ensuite, le génocide rwandais de 1994 poussa plusieurs millions de hutus rwandais dont les anciennes Forces Armées Rwandaises (FAR) à traverser la frontière et à se grouper en camps de réfugiés dont la majorité s'installa à l'Est de la RDC, à moins de 15 km de la frontière rwandaise (Prunier, 2009)

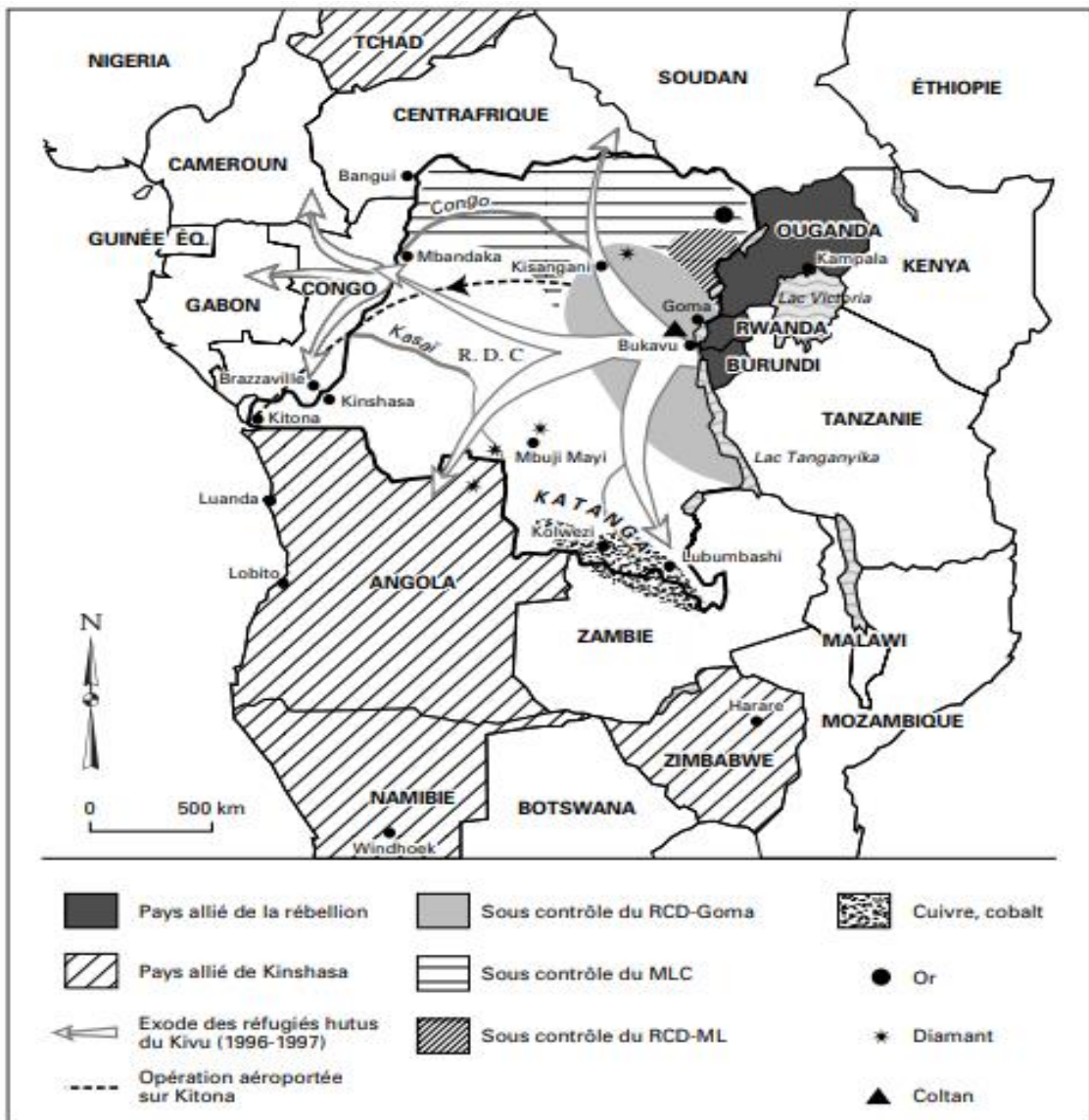
Selon Ngondzi (2013), l'insécurité à grande échelle à l'est de la RDC commence en 1990 avec la naissance des groupes armés à caractère ethnique dont l'Association hutue appelée MAGRIVI (Mutuelle des Agriculteurs de Virunga) qui entreprend les attaques violentes pour combattre d'autres tribus. C'est ainsi que d'autres tribus (appelées NGILIMA Maï Maï actuellement) s'organisèrent pour créer les forces d'auto-défense populaire pour défendre leurs intérêts, la cause majeure des conflits étant l'accession à la terre. Après la prise du pouvoir au Rwanda par l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) appuyée par l'Ouganda et le Burundi en 1994, les violents combats ont été exportés, en novembre 1996 à l'Est de la RDC sous la fausse rébellion congolaise AFDL de Laurent Kabila. Cette rébellion renversa le régime de Mobutu en 1997, c'est la première guerre du Congo. En même temps, les groupes Maï Maï créés par les

autochtones « non Rwandophones » s'attaquaient aux autochtones hutus les contraignant à se déplacer dans différents territoires de l'Est du pays, le bilan fut trop lourd et plus de 10.000 congolais hutus furent massacrés.

En 1998, une nouvelle crise régionale dégénère en guerre généralisée, c'est la deuxième guerre du Congo. En moins de 15 mois après l'investiture de Laurent Désiré Kabila à Kinshasa comme président de la RDC, les relations se détériorèrent entre ce nouveau président et ses parrains rwandais, principaux acteurs de sa victoire mais qui ont voulu garder le contrôle sur ce président, ce qui fait qu'il exigea le départ des troupes étrangères. Cette rupture avec le Rwanda fut suivie par la formation immédiate d'un mouvement rebelle, le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) qui, avec ses alliés occupèrent très rapidement les régions septentrionales et orientales et avancèrent vers Kinshasa la capitale. De lourdes pertes subies par les FAZ et une avancée des rebelles du RCD obligèrent Kinshasa à nouer des alliances. Ce fut une guerre à laquelle neuf pays furent impliqués.

D'un côté, la milice RDC soutenue par le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda, d'un autre côté l'armée congolaise soutenue par des milices rurales dont les Mai-Mai, les anciennes FAR et le Conseil National burundais pour la Défense et la Démocratie-Forces de Défense de la Démocratie (CNDD-FDD) et certains pays de l'Afrique Centrale comme l'Angola et le Tchad mais aussi la Namibie, le Zimbabwe, la Tanzanie et l'Afrique du Sud, ce qui fait que cette guerre a été qualifiée par certains comme une première guerre continentale africaine. (Leloup, 2003).

LE CONGO DANS LA GUERRE



Hérodote, n° 111, La Découverte, 4^e trimestre 2003.

N. et R. Poutier.

Source : L'Afrique Centrale dans la tourmente (Poutier (2003)

Cette deuxième guerre congolaise fut une entreprise de pure prédation, les groupes armés ne songeant qu'aux gains que peut procurer la mainmise sur les ressources naturelles. Cette dernière fut une occasion très belle pour ces pays pauvres de puiser dans les ressources pour s'enrichir. La publication en avril 2001 du Rapport de l'ONU sur l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC montre que la principale raison de la guerre n'était que de perpétuer des pillages des zones occupées pour s'autoalimenter.

La recherche de Braechman, (2003) montre comment les groupes armés furent des profiteurs de guerre et elle dresse un constat des pratiques qui se sont généralisées à la faveur de la guerre. Pourtier montre par exemple comment à Kigali, un nouveau quartier chic somptueux de villas brusquement sorties et une soudaine richesse sont nées de la guerre. Les auteurs précisent que ce fut d'ailleurs l'origine d'affrontements très violents entre les militaires rwandais et ougandais pour le contrôle de Kisangani, capitale de la Province Orientale, riche en diamants de joaillerie qui représente la principale ressource du Congo (Pourtier, 2003, Braechman, 2003).

Dans cette crise congolaise, Pourtier (2003) détaille les deux guerres du Congo et explique comment tous les acteurs qui participent à ces deux guerres avaient des objectifs bien différents. Le but de la guerre voulue par le Rwanda et déclenchée en septembre 1996 par l'attaque des réfugiés rwandais dans le Kivu était, selon certains responsables rwandais, d'écarter la menace représentée dans les camps des réfugiés et de créer la sécurité à l'Ouest du Rwanda, il n'est pas exclu que certains aient pensé à une annexion territoriale au détriment de Kivu, en rappelant, par exemple, ce qui était l'extension du royaume du Rwanda en 1896, avant la fixation des frontières coloniales. Le principal objectif de la guerre rwandais qui était la destruction des camps des réfugiés a été rapidement atteint, en quelques jours entre 600.000 et 800.000 réfugiés rwandais furent rapatriés. Entre les 300.000 et 500.000 réfugiés qui n'ont pas été rapatriés, la majorité d'entre eux ont été massacrés par l'AFDL qui paya ainsi son tribut envers le Rwanda. Quelques dizaines de milliers d'hommes, militaires, miliciens ont survécu, les uns ont réussi à regagner les pays voisins, Congo Brazzaville, Angola, RCA, Soudan et Cameroun. Leur dispersion contribua à l'internationalisation de l'insécurité dans l'ensemble de l'Afrique Centrale. D'autres sont restés à l'Est de la RDC, sous la protection des immenses forêts du pays, au détriment des villageois tout en continuant de mener les attaques contre le Rwanda et leurs alliés.

En bref, les conflits terriens, le tribalisme, la guerre du Rwanda de 1994, la guerre de libération du Congo de 1996-1997 appelée la première guerre du Congo et la deuxième guerre du Congo en 1998-2003 furent à la base de la situation d'insécurité qui sévit en RDC, en particulier sa partie Est jusqu'à aujourd'hui.

A côté de cette sécurité grandissante en Afrique Centrale, en particulier à l'est de la RDC, la sous-région connaît également les risques de violences électorales. Six des onze Etats d'Afrique Centrale ont connu des élections sur la période de 2015-2017. En 2015 des élections présidentielles au Burundi et en RCA, en 2016 le tour des élections au Tchad, en République du Congo, en RDC et au Rwanda en 2017. Rappelons que les présidents de l'Angola, de la Guinée Equatoriale, du Cameroun, de la République du Congo sont au pouvoir depuis plus de 30 ans, le président du Rwanda au pouvoir depuis 20 ans tandis que le président du Tchad, Idriss Deby occupe ce poste depuis plus de 28 ans. Soulignons également que dans la plupart de ces pays, les élections ont été suivies des tensions postélectorales, des tensions qui avaient comme origine une modification de la constitution pour briguer un ou des mandats supplémentaires (exemple du Rwanda en 2015) ; des candidatures qui ne faisaient pas l'unanimité comme cela a été le cas au Burundi, le report des élections en RDC ou des fraudes électorales. Ces tensions postélectorales ont eu des répercussions sur la stabilité non seulement des pays en question mais aussi sur la stabilité des pays voisins, suite aux déplacements des populations. C'est ainsi que les violences qui ont suivi les élections au Burundi ont fait plusieurs victimes et plus de 200.000 réfugiés burundais au Rwanda, en Tanzanie et en RDC, ce qui n'a pas été sans conséquences économiques et humanitaires pour ces pays hôtes.

Adolfo, Söderberg Kovacs, Nyström, et Utas (2012), ajoutent que « l'afflux des réfugiés peut déclencher des tensions menant à des conflits et que les crises électorales ont aussi le potentiel

d'accroître la circulation illicite d'armes d'un pays à l'autre, ce qui fragilise grandement la stabilité dans une sous-région déjà volatile ». Une crise électorale peut également attiser les tensions ethniques qui peuvent dépasser les frontières.

3.2.5. Le Golfe de Guinée

Le golfe de Guinée, synthèse de l'Afrique Occidentale et l'Afrique Centrale est situé entre les eaux maritimes du Nigéria, le Cameroun, le Gabon, la Guinée Equatoriale, le Sao Tomé-et-Principe, la République du Congo, la RDC et l'Angola. Il compte plusieurs dizaines d'îles et de presqu'îles où se concentrent des gisements de réserves de pétroles en haute mer et sur la terre ferme. Selon Luntumbue (2011), le sous-sol du golfe de Guinée contient 25 milliards de barils des réserves pétrolières mondiales, soit 4,5% de la production mondiale. Il produit 5 millions de barils alors que l'ensemble du continent en produit 9,4, ce qui fait qu'elle est la première région pétrolière africaine avec le Nigéria, l'Angola et la Guinée Equatoriale à sa tête. Cette région concentre de nombreuses zones portuaires densément peuplées comme Lagos au Nigéria, Douala au Cameroun, Malabo en Guinée Equatoriale, Sao Tomé et Libreville au Sao Tomé-et-Principe et au Gabon, Pointe Noire au Congo Brazza, etc.

Les pays du golfe de Guinée ont des économies diversifiées et dépendent de la pêche et surtout de la production du pétrole. Cette forte concentration de pétrole et cette forte présence humaine entraînent des activités commerciales très intenses : maritimes (ports), aériennes (aéroports) et routières. On observe également une forte immigration des populations des pays limitrophes, entraînant souvent des tensions interethniques et des tensions entre les Etats, des exclusions des populations et de la misère des peuples. On peut relever également plusieurs faiblesses de mesures de sécurisation des côtes découlant de la porosité des frontières, la corruption, l'impunité, l'incompétence des personnels impliqués et le manque de coopération entre les Etats frontaliers mais surtout les actes de piraterie (Hassen, 2015).

Du fait des richesses maritimes et de la présence des ressources halieutiques et pétrolières dans le golfe de Guinée, celui-ci constitue un espace stratégique, ce qui fait qu'il demeure une zone instable, susceptible de générer des conflits de toute sorte, sujet de préoccupation majeure qui intègre à la fois les données régionales, continentales, voire intercontinentales. Au cours de ces dernières années, la sécurité des frontières maritimes est devenue un problème majeur. On y enregistre le trafic illicite d'armes légères, des stupéfiants, des personnes, de la piraterie et du terrorisme.

Le golfe de Guinée est au centre de gros enjeux pétroliers qui suscitent des envies diverses et suscitent de nombreuses convoitises. Aussi, l'intensification de la production permet non seulement l'augmentation des flux transnationaux économiques, politiques, démographiques et religieux, mais aussi l'émergence de nouvelles puissances qui se lancent dans la dynamique de la diversification de leurs approvisionnements alternatifs à la dépendance énergétique. C'est ainsi que, selon Ngodi (2015), le golfe de Guinée occupe une place importante dans la pétrostratégie américaine. (Ex. Washington, grand client du pétrole subsaharien). Créer le chaos et le désordre sécuritaire dans les Etats du golfe de Guinée ne saurait profiter aux grandes puissances dépendant du pétrole africain. C'est dans ce cadre que les pays comme Angola, le Nigéria, le Cameroun, la Guinée Equatoriale et le Gabon ont connu ces dernières années des attaques ciblées ou des menaces d'attaques liées aux ressources pétrolières initiées par les pirates ou par des groupes rebelles précédées souvent par une prise d'otages.

Ngodi (op.cit) donne les détails sur le début des attaques maritimes par les pirates. Il précise que le golfe de Guinée fut attaqué pour la première fois en Septembre 2008 lorsqu'un groupe de 50 gangsters lourdement armés débarquent à Limbé au Cameroun et prennent d'assaut 6 banques du centre-ville et la prise de 10 otages au large de Bakassi. Depuis 2009, les attaques

de pirates continuent à se multiplier au large des côtes africaines. Les statistiques publiées par le BMI (2012) répertorient 102 attaques de pirateries maritimes dans le golfe de Guinée.

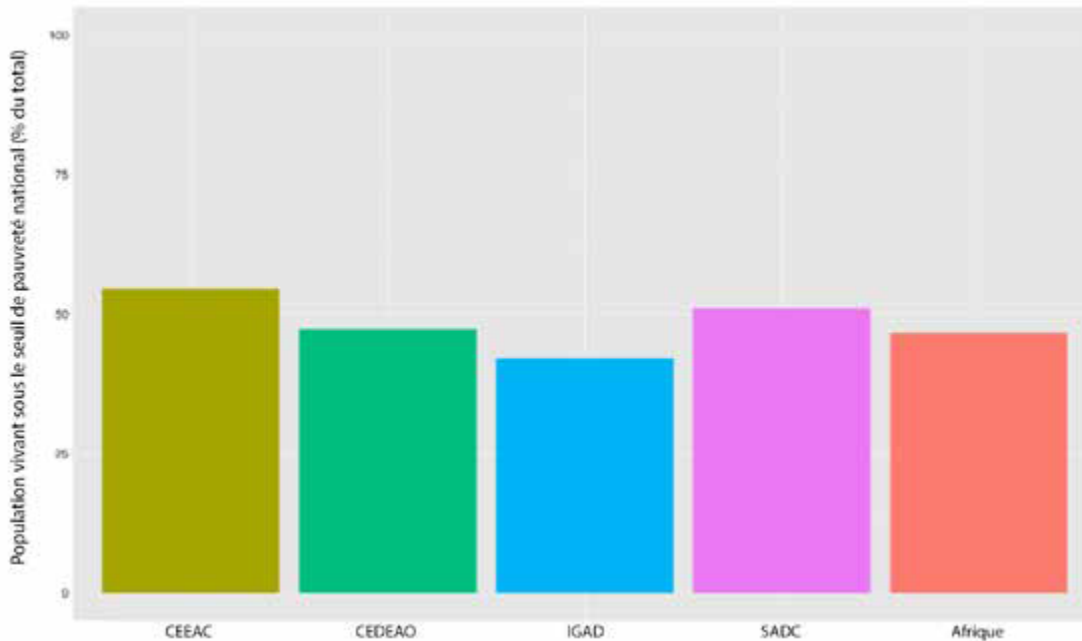
Ntunda précise qu'en 2008 au large des côtes nigérianes, 889 membres d'équipage ont été pris en otage, 46 navires étrangers ont été attaqués, 11 marins ont été tués et 32 blessés, 21 portés disparus ou présumés morts (Ntunda (2010)). Cette situation d'insécurité maritime est en pleine augmentation jusqu'à aujourd'hui. Dans son rapport annuel sur la piraterie, (BMI, 14 janvier 2020) annonçait que le nombre d'enlèvement de marins au large des côtes d'Afrique de l'Ouest a grimpé de 50% en 2019 (111 enlèvements liés à la piraterie et au brigandage), soit 90% des cas signalés dans le monde. Le même rapport précise que ces enlèvements se sont produits dans le golfe de Guinée, considéré depuis le début des années 2000 comme l'une des zones les plus dangereuses au monde, avec une insécurité maritime qui menace autant le commerce que la stabilité dans les pays riverains et toute l'Afrique Centrale en général.

3.2.6. Contextes de développement, d'environnement politique et des relations entre Etats en Afrique Centrale

Avec ses immenses forêts et ses abondantes terres arables et irrigables, l'Afrique Centrale renferme les ressources naturelles pour l'agriculture, l'économie forestière et l'industrie agro-alimentaire. Selon le rapport des perspectives économique d'Afrique Centrale (2020), elle s'étend sur les pays du bassin du Congo (Cameroun, Congo, RCA, Gabon, Guinée Equatoriale, RDC) qui représente le deuxième plus grand bassin hydro-forestier du monde après l'Amazonie et détient d'importantes réserves d'eaux intérieures représentant 44% des ressources en eau en Afrique. Cette sous-région est aussi riche en ressources minières et pétrolières, ce qui fait que l'économie de la région est principalement basée et dépend de l'agriculture, la production et l'exportation de matières premières extractives.

Sur le plan politique, l’Afrique Centrale est marquée par l’instabilité politique et un contexte sécuritaire fragile, résultant en grande partie des activités terroristes dans le bassin du lac Tchad et de plusieurs conflits armés autour du contrôle des richesses naturelles, des conflits interethniques ou des troubles postélectorales dans la région des grands-lacs.

A la suite de l’insécurité qui règne dans la sous-région depuis plusieurs décennies, l’économie de la sous-région est profondément affectée, ce qui fait qu’elle a tendance à occuper les dernières places au classement des indices mondiaux de développement par rapport aux autres sous-régions africaines. De toutes les sous-régions africaines, l’Afrique Centrale est classée en tête des régions qui enregistre la plus forte population vivant en dessous du seuil de pauvreté et qui enregistre également le taux de mortalité maternelle le plus élevé. Le taux de pauvreté y est très élevé. Dans leurs rapports, la BAD, la Commission des Nations Unies pour l’Afrique et l’Union Africaine (UA) évaluent les progrès réalisés en Afrique Centrale pour atteindre les objectifs des OMD. L’indice moyen de pauvreté dans la sous-région était alors proche de 55% en 2013 (le Cameroun, le Gabon et Sao Tomé-et-Principe étant les seuls pays de la sous-région où moins d’un tiers de la population gagne moins d’un dollar par jour). (CEA, UA, BAD, 2013, op.cit. p. 8). En ce qui concerne les indicateurs de gouvernance et de fragilité qui visent plusieurs indices dont l’espace politique fermé et la tendance à la corruption, l’Afrique Centrale obtient les plus mauvais résultats. Les données de l’Economist Intelligence Unit montrent que le Cameroun, La Guinée Equatoriale, La République Centrafricaine, La RDC, la République du Congo et le Tchad figurent au bas du classement des indices de gouvernance de l’EIU (2013).



Pourcentage de la population vivant sous le seuil national de pauvreté par sous-région (Source : Division de statistiques des nations Unies, indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement. Graphique établi par le Bureau régional pour l’Afrique du PNUD à partir des données les plus récentes.

La pauvreté en Afrique Centrale fait partie du quotidien, que ça soit dans les habitudes alimentaires, dans les comportements démographiques, dans les rapports sociaux entre hommes et femmes, etc. Les données de CNUCED (2001) montrent que la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté est passée de 179,6 millions en 1980 à 202,1 millions en 1990, à 218,6 millions en 1993 et à 291 millions en 1998. En 2000, on estimait qu’une personne sur deux dans cette partie du continent vivait au-dessous du seuil de pauvreté. (54% de la population totale) (CNUCED, 2001).

Selon les données du rapport des perspectives économiques 2019 (disponibles pour 7 pays d’Afrique Centrale), la RDC enregistre 71,9% de population vivant avec moins de 1,90 USD par jour en 2019, la RCA enregistre 70,8% de la population vivant sous le seuil de 1,90 USD

par jour en 2018 et 45% affectée par l'insécurité alimentaire. Pour le Cameroun, le rapport précise que ce pays a fait des efforts pour réduire la pauvreté mais, malgré les efforts fournis, la réduction de la pauvreté reste faible avec 22,4% de camerounais vivant avec moins de 1,90 USD par jour en 2019. Soulignons que c'est le taux qui demeure l'un des plus faibles de la région après le Gabon qui a seulement 3,4% qui vit avec moins de 1,90 USD.

A cause de faibles performances dans l'éducation et l'accès limité des populations aux services de base, l'Afrique Centrale a un mauvais score en termes d'Indice de Développement Humain. Les écarts entre les sexes dans le domaine de l'éducation ont un impact négatif sur l'emploi des femmes et la déscolarisation y est assez élevée. Les disparités géographiques de la pauvreté et les disparités sociales réduisent les impacts de la croissance économique. La création d'emplois reste toujours faible et le chômage y est très élevé.

Tableau 1 : Indicateur de pauvreté et d'inégalités en Afrique Centrale

Indicateurs de pauvreté et d'inégalités en Afrique Centrale				
	Ligne nationale de pauvreté	Ligne internationale de pauvreté	Indice de GINI	Classement selon l'indice de développement humain, 2018
Cameroun	37,5% en 2014	22,40%	46,6% en 2014	115
RCA	62% en 2008	70,80%	56,2% en 2008	188
Tchad	46,7% en 2011	40,20%	43,3% en 2011	187
RDC	63,9% en 2012	71,90%	42,1% en 2012	179
Congo	40,9% en 2011	39,30%	48,9% en 2011	138
Guinée Equatoriale	76,8 en 2006	NA	NA	NA
Gabon	33,4% en 2017	3,40%	38% en 2017	115

Source : Macroéconomique and poverty outlook et données WDI de la Banque Mondiale

En ce qui concerne l'environnement politique et les relations entre les Etats (Bayart, 1989) montre que l'Afrique en général cultive depuis très longtemps, un système de pouvoir personnalisé. Particulièrement en Afrique Centrale, six présidents ont gouverné pendant plus de 30 ans, d'autres pendant près de 20 ans. Beaucoup ont modifié la constitution de leurs pays à de multiples reprises en vue de faciliter cette longévité. Il a été démontré que les systèmes sociopolitiques qui permettent à de tels régimes de gouvernement de durer sont eux-mêmes fragiles.

L'histoire du continent montre que les dirigeants et leurs familles restent au pouvoir pendant très longtemps, ce qui conduit à des crises d'instabilité et à l'insécurité en cas de transition. A part le Cameroun, le Gabon et la Guinée Equatoriale qui ont connu de longues périodes de stabilité grâce aux revenus tirés du pétrole, les autres Etats de la sous-région sont régulièrement plongés dans des guerres civiles, les instabilités politiques, les violences à l'intérieur des pays et entre les Etats depuis leur accession à l'indépendance. Dans les années 70 et 80, les pays d'Afrique Centrale ont été caractérisés par les bouleversements politiques majeurs, des conflits ethniques et des coups d'état.

3.3. L'instabilité politique et ses déterminants en Afrique Centrale

Dans leur étude sur l'instabilité politique et ses déterminants réalisée dans 103 pays sur la période de 1975-2015, Blanco et Grier (2009) montrent que la région la plus perturbée politiquement était l'Afrique Subsaharienne (dont fait partie l'Afrique Centrale) avec 1814 événements d'instabilités politiques, représentant 35,03% du total mondial. Les auteurs donnent l'explication de l'instabilité politique à travers le niveau de démocratisation, la fragmentation politique et la nature du régime politique en soulignant que dans les pays gouvernés par un régime autoritaire, l'inégalité sociale et les conditions sociodémographiques peuvent aussi engendrer l'instabilité politique mais surtout ces pays enregistrent un niveau de corruption élevé. A long terme, la croissance économique réduit le niveau de l'instabilité politique. De même, les pays disposant d'un niveau de démocratisation élevé sont moins touchés par l'instabilité politique. Les résultats de leur étude mettent en évidence les facteurs essentiels d'instabilité politique : niveau de démocratisation ; ressources naturelles ; transparence des politiques publiques ; persistance des inégalités.

3.3.1. Absence de démocratie

De nombreuses études (Alesina & Perotti, 1996 ; Campos & Karanasos, 2008) montrent que les institutions démocratiques jouent un rôle très important dans la croissance économique car la démocratie crée les conditions appropriées pour une croissance soutenable et un développement durable. Cela s'explique par le fait qu'un régime politique démocratique permet aux citoyens d'effectuer un contrôle sur le pouvoir exécutif, de participer au processus politique et de fixer les politiques macroéconomiques. Dans les régimes démocratiques, la violence à motivation politique est moins susceptible de se produire car les conflits peuvent être résolus à travers le dialogue et le vote. Les résultats de ces études montrent que la démocratie maintient la stabilité politique par la croissance économique durable, qui à son tour réduit les mécontentements et les protestations de la population, ce qui limite les risques d'instabilité politique.

Dans la même lignée, Blanco et Grier (2009) ont étudié l'interaction entre démocratie et instabilité politique dans 18 pays de l'Amérique Latine de 1971 à 2000, les résultats montrent que la démocratie a fortement augmenté la stabilité politique et que les régimes politiques démocratiques souffrent moins d'instabilité politique par rapport aux régimes autocratiques.

3.3.2. Mauvaise gouvernance et corruption

Des résultats de nombreuses études ont montré que la mauvaise gouvernance introduit une incertitude pour les agents économiques et accroît l'instabilité politique. Selon Shleifer et Vishny (1993), les agitations sociopolitiques telles que les coups d'Etat, les assassinats politiques, les arrestations et emprisonnements politiques, les exécutions extrajudiciaires trouvent leur origine dans la mauvaise gouvernance. Dans la même perspective, Kew (2006) souligne que la mauvaise gouvernance peut provoquer l'instabilité politique, et que parmi les

principales sources de la mauvaise gouvernance, il y a le non-respect des bases fondamentales de la démocratie et de la constitution. Il ajoute que la corruption a également des effets négatifs sur la croissance économique et peut engendrer l'instabilité politique. Les pays en voie de développement qui disposent des ressources naturelles (source de convoitise), la corruption et la mauvaise gouvernance engendrent l'instabilité politique. La RDC en proie depuis des décennies à de graves crises d'instabilité politique est malheureusement un bon exemple. De nombreux pays d'Afrique Centrale qui sont riches en ressources naturelles et qui n'ont pas d'institutions démocratiques ont connu des conflits internes, des guerres civiles, des violences causés par les inégalités dans la distribution des richesses du pays et le niveau de corruption est très élevé, ce qui a souvent généré les révolutions et des coups d'Etat.

3.3.3. Conditions macro-économiques défavorables

Les mauvaises performances économiques sont considérées comme une cause majeure de plusieurs événements d'instabilité politique. Dans les pays qui présentent les mauvaises performances économiques comme ceux d'Afrique Centrale, il y a une très grande probabilité d'avoir des mouvements de protestation et même des révolutions pour pousser le pouvoir à changer de politique économique pour répondre aux besoins des populations. En cas d'insatisfaction, il y a un grand risque de soulèvement de la population pour demander un changement. Rappelons-nous du printemps arabe avec la Tunisie, la Lybie et l'Egypte en 2011, qui ont subi des révolutions populaires. Les conséquences ont été que ces pays ont enregistré des taux de chômage très élevés surtout pour les jeunes diplômés. Les études menées par Cuzan et al. (1998) ont confirmé une relation négative entre la croissance économique et l'instabilité politique.

En Afrique Centrale, la pauvreté et le taux de chômage très élevé sont souvent source d'instabilité car la jeunesse sans activité se retrouve mêlée dans les conflits armés. Des organisations non-gouvernementales telles que « Human Right Watch », « Save The Children » ou l'ONU ont tiré la sonnette d'alarme sur l'emploi massif d'enfants soldats qui constitue l'une des caractéristiques majeures des crises en Afrique Centrale, notamment au Rwanda et au Burundi dans les années 1990, en République Démocratique du Congo depuis 1994 jusqu'à aujourd'hui et très récemment au Soudan du Sud (Cohn et al., 1995).

3.3.4. La fragmentation ethnolinguistique et religieuse

La question des conflits ethniques, linguistiques et religieux et leurs effets sur le niveau d'instabilité politique, les conflits sociaux et les guerres civiles ont été abordés par différentes études en sciences sociales. Certains auteurs ont montré que les sociétés ethniquement diverses ont une plus grande probabilité d'instabilité politique et de conflits ethniques, ce qui peut conduire à des guerres civiles. En outre, la diversité ethnique peut générer un niveau élevé de corruption qui, à son tour peut avoir un impact négatif sur l'investissement et sur la croissance, ce qui peut alimenter l'instabilité politique.

Dans leur étude, Montalvo et Reynald-Querol (2005) ont montré que la diversité ethnique et religieuse constitue la source majeure des conflits potentiels entre les différents groupes ethniques et religieux ; ces conflits engendrent une instabilité politique permanente, qui est à son tour très néfaste au développement durable. Les auteurs ajoutent aussi que la fragmentation ethnique peut mener à des guerres civiles. Souvenons-nous du conflit entre les musulmans et les chrétiens en République Centrafricaine en 2012 et les conséquences qui ont suivi, ou encore le conflit rwandais de 1994 entre hutus et tutsis qui a fait plus de 800.000 victimes, sans compter

le nombre de réfugiés qu'il a générés, ce qui fait d'ailleurs qu'il est considéré aujourd'hui comme le conflit le plus meurtrier au XXe siècle. Dans la même perspective, dans son étude sur la diversité des communautés et le développement économique, Ranis (2009) a également montré que l'instabilité politique causée par la diversité linguistique a un impact négatif sur la croissance économique qui, à son tour affecte le niveau de développement d'un pays. L'auteur ajoute que la répartition inégale des ressources naturelles entre les différents groupes ethniques peut être une cause déterminante d'instabilité politique.

3.4. Relation entre les Etats comme facteur de sous-développement de la sous-région.

En Afrique Centrale, plus particulièrement dans la région des grands-lacs, les relations entre les Etats se caractérisent par la méfiance et les rivalités qui sont alimentées par le fait que certains chefs d'Etat veulent avoir une influence dans la sous-région. Ngodi (2010) donne l'exemple de conflits entre les états, et ces conflits ont comme racine la problématique du tracé inachevé des frontières des Etats africains qui datent de l'époque coloniale. L'auteur cite par exemple le Nigéria et le Cameroun, la Guinée Equatoriale et le Gabon, le Rwanda et la RDC ainsi que le Tchad et le Soudan qui sont dans d'interminables conflits territoriaux, d'où la difficile gestion des frontières. Certains analystes considèrent l'expansionnisme territorial comme cause des tensions dans la région. Il se caractérise par une volonté des Etats de prendre le contrôle, notamment des zones riches en minerais, en profitant du flou qui plane sur les frontières coloniales pour y parvenir. Ces tensions sont également alimentées par le soutien que les chefs d'Etat apportent secrètement aux groupes rebelles opérant dans les pays voisins. Le parrainage des groupes armés en RDC par le Rwanda et l'Ouganda en sont les exemples (Pourtier, 2003).

Nous remarquons donc que les relations entre les pouvoirs exécutifs de la sous-région, caractérisées par une rivalité et une méfiance de longue date et entravées par leur quête de suprématie, pèsent sur l'efficacité des institutions sous régionales et le projet d'intégration. L'insécurité permanente, associée à l'absence de changement politique a eu de profondes répercussions sur le développement, détruisant les infrastructures, le capital social et les marchés, et laissant de nombreux pays de la sous-région avec des institutions affaiblies et insuffisamment équipées pour répondre aux besoins de reconstruction au lendemain des conflits. A cause de ces caractéristiques, accentuées par la mauvaise gouvernance et d'autres facteurs tels que le changement climatique, les pays d'Afrique Centrale se classent parmi les derniers des indicateurs de développement, de sécurité et de gouvernance.

3.5. Croissance démographique et insécurité en Afrique Centrale

La démographie croissante en Afrique Centrale est l'un des facteurs fondamentaux de la déstabilisation de la sous-région. On trouve dans la région des grands-lacs les hautes terres de la crête Nil-Congo, Rwanda, Burundi et le Kivu qui offrent de conditions environnementales favorables pour l'agriculture et l'élevage, activités qui réduisent les terres arables dans des sociétés dont la majorité reste paysanne. Dans cette région, les équilibres populations/ressources sont menacés par l'accroissement du nombre d'hommes dans les petits espaces. C'est ainsi que le Rwanda et le Burundi ont été pris en piège d'une importante croissance démographique. Les données de l'Institut National des statistiques du Rwanda montrent qu'en 2018, le Rwanda comptait un peu plus de 12 millions d'habitants, avec une densité de plus ou moins 459 habitants au kilomètre carré (<https://www.populationdata.net/pays/rwanda/>). En l'absence de politique de population déterminée portant sur les mouvements migratoires et surtout de moyens de ralentir la

croissance démographique dans ces hautes terres africaines, la question démographique ne peut se résoudre que par la migration vers les régions, en particulier la cuvette congolaise et les plateaux tanzaniens qui offrent des espaces peu peuplés.

Au début, les migrations vers les terres moins peuplées ne causaient aucun problème parce qu'il y avait d'abondantes terres disponibles, mais en quelques décennies, la saturation foncière a complètement changé la donne, multipliant les conflits pour la terre, opposant les autochtones contre les étrangers qui viennent occuper leurs terres (Matabaro, 2008). Sans une politique adaptée, il n'y a aucun espoir de restauration de la paix dans la région, d'apaisement durable des tensions et l'éradication des terribles violences périodiques qui rythment l'histoire des grands-lacs d'Afrique Centrale depuis plusieurs décennies. Selon Guishaoua (1989), la question foncière constitue le fondement socio-économique structurel des conflits dans les deux Kivus, lié à une immigration mal contrôlée depuis la période d'indépendance. Cette question ne date pas d'aujourd'hui, et elle n'a cessé de s'aggraver au rythme de la croissance démographique qui fait de la terre l'enjeu central des conflits sociaux. Pour Paulet et Tsongo (1998), la situation devient chaque année plus insoutenable dans ce petit espace saturé d'Afrique Centrale où la guerre semble s'être substituée aux famines comme régulateur démographique.

En Afrique Centrale, la migration des éleveurs et des troupeaux en quête de pâtures est une pratique courante dans plusieurs pays de la sous-région, notamment au Tchad, République Centrafricaine et en République Démocratique du Congo, impliquant souvent des déplacements transfrontaliers des communautés pastorales. Selon ICG (2007), en RCA, plusieurs organisations internationales et ONGs ont mis en garde contre la multiplication des conflits intercommunautaires et l'aggravation probable de la violence associée aux transhumances, dans la mesure où les milices ex-Seleka semblent s'être alliées avec les éleveurs (dont la plupart sont

des « Peuls » originaires du Tchad), augmentant considérablement les risques de violences et de représailles entre les groupes ethniques.

Toujours selon ICG (2007), le recrutement des jeunes éleveurs au sein des groupes armés et l'arrivée annuelle en RCA des communautés pastorales, notamment en provenance du Tchad aggravent la guerre de brousse qui entraîne de nouveaux déplacements des populations, contraignant les communautés à fuir vers d'autres régions de la RCA ou vers le Tchad ou vers le Cameroun. Dans la Province Orientale de la RDC, la cohabitation des éleveurs Mbororo et les Peuls, originaires de plusieurs pays d'Afrique Centrale, avec les populations locales et les autorités congolaises suscite souvent des tensions.

3.6. Situation des réfugiés en Afrique Centrale

Les différentes dimensions et manifestations d'insécurité décrites dans les paragraphes précédents génèrent des déplacements importants ainsi qu'un afflux massif des réfugiés dans les camps qui se trouvent près des régions frontalières. Les besoins et impacts socio-économiques de ces populations sont immenses, ce qui cause de nouveaux épisodes d'insécurité. Selon le rapport du HCR (2015) sur la situation sécuritaire en Afrique Centrale, le conflit en RCA depuis décembre 2013 a entraîné un déplacement de 930 000 personnes et plus de 250 000 centrafricains ont fui vers le Cameroun, 22 000 vers la RDC, 20 000 vers le Tchad et 10 000 vers la République du Congo. En 2012, les activités de LRA avaient contraint 20 269 centrafricains et 347 360 congolais à se déplacer dont 6 034 congolais qui ont fui vers la RCA sans compter plusieurs milliers de morts et d'enlèvements (Enough Project, 2012). Dans le même temps, les activités de Boko-Haram ont entraîné le déplacement de plus de 2,2 millions entre le Tchad, le Cameroun, le Nigeria et le Niger (ICG, 2014, p. 8)

Le même rapport de HCR décrit la situation sécuritaire comme instable et imprévisible à l'est de la RCD, ce qui a entraîné le déplacement de plus de 2,6 millions de congolais et plusieurs milliers de réfugiés dans les pays voisins. Le Rwanda a accueilli le plus grand nombre avec 74 000 réfugiés congolais, le Burundi a accueilli 57 000, la Tanzanie a donné le refuge à 54 000 congolais et la République du Congo a accueilli 23 000 réfugiés congolais. Des populations plus restreintes ont trouvé refuge ailleurs sur le continent africain dont le Kenya, L'Ouganda et la Zambie.

Les violences qui ont suivi les élections au Burundi en 2015 ont contraint les burundais à fuir vers les pays frontaliers. En Août 2015, les estimations faisaient état de 180 000 réfugiés burundais, le Rwanda et la Tanzanie étant les principaux pays d'asile, suivi de l'Ouganda et la RDC (HCR, 2015). Dans l'ensemble, selon les chiffres prévisionnels du HCR pour l'année 2015, il y avait environ 5,1 millions réfugiés, demandeurs d'asile et déplacés en Afrique Centrale. Dans ces pays, l'installation des populations déplacées s'accompagnait de tensions inévitables pesant sur les moyens de subsistances et la sécurité alimentaire, de même que sur les infrastructures et les services de base.

3.7. Risques identifiés en Afrique Centrale

A côté de l'insécurité permanente et le sous-développement en l'Afrique Centrale que nous venons de présenter, la situation géographique de la région fait qu'elle est caractérisée par une diversité géologique, climatique et écologique. A cela s'ajoute une diversité ethnolinguistique et une biodiversité qui sont sources de catastrophes tant d'origines naturelles qu'humaines. Elle est ainsi le théâtre de situations d'urgence. On y trouve les inondations, les épidémies, les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, les glissements de terrain, les pollutions, les

guerres, les conflits sociaux, les mouvements des populations internes (déplacés) et externes (réfugiés), les accidents, les naufrages de bateaux, des précipitations déficitaires occasionnant des cas de sécheresse, les érosions, les vents violents et cyclones tropicaux... Selon le rapport de la CEEAC (2012), ces catastrophes ont connu, depuis les deux dernières décennies, une augmentation aussi bien en fréquence qu'en intensité et constituent une menace constante sur la vie et les moyens de subsistance des populations.

Selon le même rapport, au cours des trente dernières années, la région d'Afrique Centrale a enregistré une série de catastrophes, dont les plus importantes auront été, entre autres, les émanations de gaz toxiques, les éruptions volcaniques, les inondations, les glissements de terrains, les incendies et l'afflux des réfugiés. De surcroît, elle fait face aux intempéries, épidémies et à une multitude des accidents de voie publique. Ces populations sont donc exposées aux risques liés :

- Aux dangers d'origine géologique : séismes, éruptions volcaniques, glissements de terrains, émanation de gaz toxique, coulées boueuses, ...
- Aux dangers d'origine climatique et écologique : cyclones tropicaux, les inondations, les sécheresses, tornades, orages, foudres, tempêtes, invasions acridiennes, érosions, raz de marée,....
- Aux dangers d'origine environnementale : la pollution de l'environnement ou la déforestation
- Aux dangers d'origine sanitaire : diverses épidémies et pandémies
- Aux dangers d'origine anthropique : incendies, risques chimiques, nucléaires, bactériologiques et de pollution, les accidents aériens, maritimes, ferroviaires et routiers, les conflits armés avec leur flux des réfugiés

Du point de vue social, l'Afrique Centrale est souvent caractérisée par des tensions liées au processus électoral. Loin d'être crédibles, transparentes et pacifiques, les élections sont souvent en faveur du président sortant. De nombreux chefs d'états voulant se maintenir au pouvoir modifient la constitution pour s'éterniser au pouvoir, ce qui aggrave les risques politiques. Selon le cabinet de Conseil Control Risks dans sa présentation de sa carte annuelle des risques sécuritaires, géopolitiques et économiques à travers le monde (édition 2015), l'aperçu de l'environnement économique et sécuritaire dans une grande partie de l'Afrique Centrale est assez sévère. Selon les estimations, « les risques politiques pour les entreprises », mesurés en fonctions des réglementations défavorables, de l'insécurité juridique, de l'exposition à la corruption seraient assez élevés dans ces pays de la sous-région.

3.8. Contexte universitaire en Afrique Centrale

Dans son article sur la crise de l'enseignement supérieur en Afrique, Makosso (2006) précise que l'enseignement supérieur en Afrique, dont l'histoire remonte, pour nombre de pays, à la période coloniale, a connu, tant du point de vue de ses objectifs que de son orientation stratégique, trois grands moments au cours de son évolution.

- une ère universitaire coloniale (instituées par les colons)
- une ère des Universités de l'indépendance (qui devaient affirmer la souveraineté nationale)
- une ère des Universités du développement dont le contenu, défini par les dirigeants nationaux est censé correspondre aux exigences du développement

La floraison des établissements d'enseignement supérieur en Afrique répond ainsi à la fois au besoin des peuples africains d'affirmer leur maturité et aux contraintes sociales dictées autant par la dynamique démographique que par l'évolution économique. Selon l'UNESCO (1997),

en 1962, on comptait 32 universités pour 23 pays, contre 68 pour 35 pays en 1980. Au fil du temps, de nombreuses difficultés apparues dans les années 1980 ont détruit ce secteur autrefois prioritaire dans les budgets nationaux consacrés à l'éducation. Les conséquences ne furent pas seulement la détérioration des conditions d'étude et d'encadrement, mais aussi l'inadaptation de cet enseignement aux réalités socio-économiques traduisant la crise de l'enseignement supérieur. Selon l'UNESCO (1998), les problèmes liés à la crise de l'enseignement supérieur en Afrique se posent à trois niveaux :

- le premier niveau concerne sa pertinence dont le contenu doit être analysé en fonction de son rôle, sa place dans la société, de ses missions, de ses sources de financement.
- le deuxième concerne sa qualité dont l'évaluation porterait sur son efficacité interne et externe en se posant des questions sur la capacité de l'éducation supérieure
- le troisième concerne la gestion et le financement de l'enseignement supérieur qui constitue la cause principale de la crise.

Ainsi, au cours de ces deux dernières décennies, les établissements d'enseignement supérieur d'Afrique ont connu une dégradation des infrastructures et du milieu d'apprentissage, une fuite de cerveaux, un déclin de la recherche, l'amplification des conflits entre étudiants, syndicats des personnels et administration de l'enseignement supérieur.

Makosso (2006) donne les principales caractéristiques de la crise d'enseignement supérieur en Afrique francophone :

- insuffisance d'infrastructures caractérisée par le manque de capacité d'accueil, faible équipement des bibliothèques, la non-informatisation des bibliothèques faute d'électricité et connexion internet suffisantes
- faiblesses dans les conditions d'encadrement (insuffisance du nombre d'enseignants)

- faible rendement ou inefficacité de l'enseignement (taux d'échecs très élevé).

L'auteur précise que les trois principales caractéristiques de cette crise sont dues à un certain nombre de facteurs qui les déterminent. Il cite notamment les facteurs économiques, institutionnels et sociopolitiques.

Facteurs économiques : l'accès à l'éducation implique un coût très élevé et le budget alloué à l'éducation ne cesse de diminuer

Facteurs institutionnels : les faiblesses des institutions dans l'orientation des étudiants dont l'affectation dans différentes formations ne se fait pas en fonction de leur profil et de leur capacité.

Facteurs sociopolitiques : la mauvaise gouvernance qui caractérise nombre de ces pays dont les chefs d'Etats empêtrés dans la corruption travaillent davantage à réformer les constitutions pour s'accrocher au pouvoir plutôt que de développer le progrès social dont le peuple, et surtout la jeunesse ont faim et soif. Ils sont entourés d'élites intellectuelles sans clairvoyance ni compétence en matière d'éducation et de formation des cadres pour la reconstruction et le développement du pays ; la conséquence est la mauvaise définition des priorités reléguant l'enseignement supérieur au second plan.

Dans son 6^{ième} Congrès International des Communes des Nations Unis pour la Paix tenue à Paris ayant pour thème « Quels systèmes éducatifs pour l'Afrique en crise ? », l'UNESCO (2006) a mis l'accent sur le retardement du continent africain dans son émancipation technique, scientifique et technologique. L'accent a été mis sur les conséquences dans presque tous les pays du continent, du nord au sud, de l'est à l'ouest, pour les mêmes raisons qui sont les misères matérielles financières, logistiques, infrastructurelles et pédagogiques (que traduit, malheureusement l'absence de politique nationale de conception, d'organisation, d'orientation, de formation des enseignants adaptée aux besoins du développement et du progrès social) ; ceci

concerne tout le continent, ses îles des Caraïbes et celles de l'Océan Indien. Dans la plupart des pays africains, la jeunesse défie la mauvaise gouvernance scolaire et universitaire sur les campus pour devenir plutôt enfants de la guerre, enfants de la rue, voués à la prostitution parce qu'ils sont dans le chômage et la précarité endémiques. Les systèmes politiques et les mauvaises gouvernances font que le budget de l'éducation nationale de chaque pays africain ne représente même pas le quart des énormes sommes consacrées à l'armée et à la milice politique ou à la garde présidentielle. Il y a des régions et des communes sans route ni école et autres infrastructures ou logistiques propres à promouvoir l'émancipation sociale, etc....

Dans son document sur « L'appui aux formations de deuxième cycle en Afrique de l'Ouest et Centrale », l'IRD (2013) précise que l'accès à l'enseignement supérieur reste inférieur à la moyenne mondiale en Afrique Subsaharienne, le nombre d'étudiants a été multiplié par 20 entre 1970 et 2008 (6% d'une classe d'âge alors que la moyenne mondiale est de 26%, (Bulletin d'Information de l'institut statistique de l'UNESCO, décembre 2010 N°10) et a augmenté de 8.3% par an sur la période 2000-2006. La croissance démographique, les politiques de scolarisation universelle dans le primaire et l'accroissement du taux d'achèvement dans le secondaire sont autant de facteurs explicatifs de cette situation.

Avec les recommandations de l'Education pour tous, initiative globale portée par l'UNESCO, les ressources humaines et financières disponibles restent limitées. Sur la part de budget alloué à l'éducation, l'enseignement supérieur représente moins de 20% pour de nombreux pays, le grand pourcentage étant consacré à l'aide sociale. Pour diminuer ce ratio, plusieurs pays ont décidé d'augmenter les frais d'inscription, ce qui crée une grande contrainte pour une grande partie des étudiants sans pour autant résoudre durablement les difficultés financières.

Du point de vue des ressources humaines, le taux d'encadrement des étudiants reste faible : d'après le rapport du Ministère de l'Education de l'Enseignement Supérieur et de Recherche (MESR) au Sénégal en mars 2013, seuls 20% des enseignants ont le rang de professeur ou Maître de conférences en Afrique francophone. Les universités rencontrent également des difficultés pour assurer l'intégration professionnelle des étudiants où ces derniers sont très nombreux en sciences humaines et sociales, dans les filières commerciales et offrent peu de débouchés alors que les formations en sciences et techniques qui apparaissent comme prioritaires par rapport aux exigences du développement : santé, sécurité alimentaire, préservation de l'environnement, sont proportionnellement peu développées.

Selon le même bulletin d'Information N°10 de l'UNESCO de décembre 2010, les universités d'AOC ne disposent pas ou de peu de capacités de recherches permettant d'articuler formation et recherche. Le manque de moyens matériels et humains, doublé de faiblesses structurelles des institutions d'enseignement supérieur, entraînent encore trop souvent une compétition entre centres de recherche et universités, dont les effets sont aussi néfastes que contre-productifs. Tout cela a contribué au développement de la mobilité Sud/Nord dont 63% prenait la destination de la France.

3.9. Les étudiants d'Afrique Centrale en France

Comme nous l'avons souligné dans les paragraphes précédents, la pauvreté, le chômage, l'instabilité politique, les guerres civiles et des conflits armés, les mauvaises gouvernances et la corruption sont des caractéristiques majeures de l'Afrique en général mais plus particulièrement de l'Afrique Centrale. Dans ces pays, beaucoup de secteurs sont touchés dont le secteur de l'éducation et plus particulièrement l'enseignement supérieur. La dégradation

politico-économique se répercute sur le paysage universitaire, notamment le manque d'infrastructures d'où la saturation des écoles et des universités et le manque de logements. Dans les écoles et les universités, les conditions d'études pour ce qui est des ressources (enseignants qualifiés, ordinateurs, documentation, salles, manque de bourses d'état, etc.) et de l'encadrement, sont dégradées, ce qui fait que le taux de scolarisation reste très faible dans cette région d'Afrique sub-saharienne.

Les conséquences à ces mauvaises conditions d'études sont que ces étudiants sont obligés de s'expatrier dans d'autres pays pour parfaire leur formation. Dans leur étude « Les africains en France », Timera et Garnier (2013), montrent que « *la volonté et la capacité à migrer à l'étranger résulte à la fois de la personnalité et des trajectoires socio-économiques du candidat migrant, de l'environnement produit par son ménage et sa communauté de référence, des circuits d'informations auxquels il est exposé, des réseaux migratoires et des contextes politique et économique du pays d'accueil* » mais aussi des contextes politique et économique de leurs pays d'origine.

Selon les notes de Campus France Hors-Série N°16 de novembre 2017, l'Unesco a évalué à 432 589 le nombre d'étudiants africains en mobilité internationale diplômante avec une augmentation par rapport à 2013 (+16%). La croissance démographique du continent africain, et plus particulièrement en Afrique Subsaharienne montre que dans les prochaines années, il y aura une explosion démographique de la tranche d'âge des 18-30 ans. Elle accroîtra de 20% avec + 63 millions de jeunes en 2027. Selon cette note de Campus France, les raisons de cette mobilité dynamique sont multiples et variées. Elles peuvent être souhaitées dans le cadre d'une recherche de compétences ou d'expériences de vie que l'offre locale n'a pas, ou encore elles peuvent résulter de graves crises économique, alimentaire, tensions politiques, conflits armés ou guerres civiles dans certains pays.

Les chiffres présentés par l'Unesco en 2017 montrent que sur les 432 589 étudiants africains en mobilité recensée en 2015, 93 292 (soit 21,6%) sont originaires du Maghreb et 339 297 d'Afrique subsaharienne. Sur un tableau de 10 pays d'origine des étudiants africains en forte progression entre 2010-2015, on retrouve trois pays d'Afrique Centrale (RDC : +113 % ; Cameroun : +12% et le Tchad : +55%).

Pour ces étudiants africains, les destinations privilégiées sont les pays de l'Amérique du Nord comme le Canada et les Etats-Unis, les pays européens et l'Afrique du Sud. Les données recueillies par Campus France en 2015 montrent que la France, les Etats-Unis et l'Afrique du Sud attirent à eux seuls près de 40% de ces étudiants. On constate que la mobilité intracontinentale des étudiants africains prend de la place et est en forte progression. Ils se tournent vers de nouveaux pays à l'intérieur du continent où les complications administratives (visas, logement,...) sont moindres et où le niveau des établissements progresse. Malgré les signes de ralentissement, le Ministère de l'Education Nationale affirme que la France reste nettement en tête des destinations choisies par les étudiants africains.

Dans une étude menée par le Ministère de l'Education Nationale, il y avait 142 608 étudiants africains inscrits dans son enseignement supérieur en 2016 (soit 43,2%) avec un niveau largement supérieur à celui des trois autres principales destinations (Etats-Unis, Royaume-Uni et Afrique du Sud). Dans une autre étude menée par Campus France auprès de 1 800 étudiants africains issus d'une dizaine de pays en Octobre 2016 sur l'attractivité de la France, les réponses des étudiants africains mettent en évidence une reconnaissance de la qualité de l'enseignement malgré les difficultés d'obtention de visas. La reconnaissance de diplôme, le prestige d'étudier en France, la maîtrise et l'utilité de la langue française, la place des établissements au classement mondial, l'intérêt touristique, le coût des études et de la vie ont été soulignés par les

étudiants. Selon la même étude, sur la mobilité des étudiants africains vers la France sur la période de 2016-2017 parmi le top 20 des pays ayant le plus d'étudiants, le Maghreb comptait 76 508 étudiants sur 142 602 étudiants (soit 53,65%) et l'Afrique Centrale, représenté par 4 pays comptait 65 654, soit 26,53%.

De nombreuses études se sont intéressées aux motivations des étudiants étrangers en France. Celle menée par Campus-France auprès des étudiants étrangers en France permet de cerner avec précision les motivations des étudiants africains :

- Désir d'accéder à de meilleures conditions d'enseignement (55%)
- Obtenir un diplôme étranger internationalement reconnu (54%)
- Expérience internationale (30%)
- L'attractivité de la France repose sur la qualité de formation (78%)
- Valeur de ses diplômes (70%)
- Réputation de ses établissements et enseignants (57%)

On peut remarquer que la France reste une destination qui inspire le rêve et suscite toutes sortes de fantasmes. Dans les enquêtes réalisées par Campus France, les étudiants interrogés expliquent avant tout le choix de la France par les qualités académiques qu'offre le pays : la qualité de la formation, la valeur des diplômes ou la réputation de l'établissement choisi. Ils soulignent que la langue française est aussi un critère essentiel dans leur choix puisque que beaucoup d'étudiants africains qui poursuivent des études en France ont la langue française comme langue officielle dans leurs pays. Ceci s'explique par la proximité linguistique et culturelle, le « legs colonial » qui jouent un rôle important dans leur choix. Sachant que les étudiants africains qui étudient en France sont principalement originaires du Maghreb et d'Afrique francophone dont fait partie l'Afrique Centrale.

Cependant, une fois arrivés sur le sol français, c'est une nouvelle vie qui commence. Timera et Garnier montrent que l'attitude des étudiants africains face à l'immigration est bien réfléchie et anticipatrice. Celle-ci se manifeste par un ensemble d'intérêts en ce qui concerne les possibilités de formation et d'expériences professionnelles ou de vie. Ce n'est qu'après leur formation initiale sur place que se concrétisent les projets migratoires.

4. PROBLEMATIQUE ET HYPOTHESES

4.1. Problématique

La revue de la littérature en rapport avec l'étude des représentations sociales laisse apparaître que l'approche du risque renvoie à une construction sociale. Le modèle des RS constitue une alternative aux modélisations dominantes du risque et des comportements qui lui sont associés en psychologie sociale. Durant les dernières années, plusieurs contributions empiriques ont montré la pertinence de cette approche dans l'analyse et la compréhension de la dynamique psychosociale en jeu dans la construction du rapport au risque. Les recherches de Flament indiquent que : « Les représentations sociales des risques et des phénomènes environnementaux sont spécifiques à chaque société. Même dans une même société, elles peuvent varier d'une époque à l'autre, d'un groupe à l'autre voire d'un individu à l'autre ». Flament (1994)

De nombreux facteurs, socio-économiques, politiques et historiques concernant l'Afrique Centrale montrent que cette sous-région d'Afrique subsaharienne, malgré d'importantes réserves en métaux et en minéraux et de gigantesques ressources naturelles, reste pauvre et sous-développée. La mauvaise gestion des Etats de la sous-région favorise la dégradation de la situation socio-économique et politique, ce qui accentue la pauvreté et engendre l'instabilité et les conflits armés. Les étudiants de cette sous-région quittent leurs pays pour faire leurs études à l'étranger et intégrer un nouvel environnement qui leur offre une stabilité financière et la sécurité. Dans une enquête réalisée par Campus France en 2012 auprès des étudiants étrangers

en France, on apprend que les étudiants africains motivent leur décision d'études à l'étranger par le désir d'accéder à de meilleures conditions d'enseignement (55%).

Dans notre étude portant sur « **les RS et risques vus par les étudiants d'Afrique Centrale qui font leurs études en France** », nous souhaitons comparer les productions des étudiants d'Afrique Centrale qui font leurs études en France et qui ont l'intention de s'installer définitivement en France avec les productions de ceux qui veulent retourner dans leur pays. Nous espérons dans cette comparaison, pouvoir appréhender la construction de la RS des différents risques en fonction des projets professionnels des étudiants.

4.2. Hypothèses

Nous posons l'hypothèse générale que les étudiants d'Afrique Centrale qui sont en France construisent leurs représentations sociales différemment selon qu'ils veulent retourner dans leur pays ou qu'ils veulent s'installer en France. Ainsi : « **Les représentations sociales des risques vus par les étudiants qui veulent rester en France diffèrent de celles des étudiants qui veulent retourner dans leurs pays d'origine** ». Nous nous attendons à une différence entre les représentations sociales des deux groupes.

A partir de cette hypothèse générale, nous avons dégagé deux hypothèses spécifiques qui sont : D'une part, « les représentations sociales du groupe voulant s'installer en France seraient axées sur la gravité des risques en Afrique Centrale », ce qui laisse penser qu'ils choisiraient de s'installer en France pour intégrer un nouvel environnement pouvant leur offrir une meilleure vie.

D'autre part, « le groupe voulant retourner dans son pays construirait ses représentations sociales autour des difficultés rencontrées lors de l'arrivée en France ». Nous pensons que ces étudiants rencontrent des difficultés liées à l'accompagnement, à l'intégration et à l'adaptation.

DEUXIEME PARTIE :
METHODOLOGIE

1. POPULATION D'ETUDE

Notre population est constituée d'Etudiants d'Afrique Centrale qui font leurs études en France. Rappelons que nous avons défini l'Afrique Centrale au sens de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale regroupant l'Angola, le Burundi, le Cameroun, la République Centrafricaine, la République du Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale, la République Démocratique du Congo, le Rwanda, le Sao Tomé-et-Principe, le Soudan du Sud et le Tchad.

Au départ, nous avons essayé de créer des réseaux avec les étudiants via leurs associations sises à Angers et les groupes Whatsapp qui nous ont permis par la suite d'entrer en contact avec les membres de ces associations pour conduire des entretiens. Précisons qu'il n'a pas été facile d'entrer en contact avec eux à cause de la diversification culturelle et linguistique. C'est ainsi que les pays comme le Soudan du Sud, l'Angola, le Sao Tomé-et-Principe et la Guinée Equatoriale ne sont pas représentés dans cette étude. Sachant que la langue nationale du Soudan du Sud est l'anglais, l'Angola et le Sao Tomé-et-Principe parlent Portugais tandis que la Guinée Equatoriale a l'espagnol comme langue nationale mais aussi le français comme langue officielle depuis 1997 et le portugais depuis 2011. Sur l'ensemble de 12 pays de la CEEAC, nous avons pu entrer en contact avec les étudiants des 8 pays à savoir : le Burundi, le Cameroun, le Gabon, la République Centrafricaine, la République du Congo, République Démocratique du Congo, le Rwanda et le Tchad. Ces étudiants ont été répartis en deux groupes :

- Le groupe de ceux qui veulent s'installer en France (N=45)
- Le groupe de ceux qui veulent retourner dans leurs pays d'origine (45)

1.1. La phase exploratoire

La phase exploratoire est une étape très importante dans la réalisation d'une enquête par questionnaire. Moliner et al. (2002, p. 54) précisent que l'objectif de cette phase est de dégager les indicateurs pour la réalisation d'une enquête par questionnaire. Les auteurs mentionnent qu'elle permet d'identifier les caractéristiques globales des représentations d'un certain nombre de personnes (ibid., p. 53). Celle-ci devrait permettre à l'enquêteur d'établir certaines pistes de réflexions et d'élaborer une problématique et une hypothèse. Pour bien mener cette phase, nous avons utilisé une épreuve d'associations libres, à laquelle nous avons soumis 10 étudiants (6 étudiants qui veulent s'installer en France et 4 qui ont l'intention de retourner dans leurs pays). Même si ce n'est pas statistiquement représentatif, Abric, (2005, p. 53) précise qu'on peut travailler sur un échantillon dans lequel figure chaque type de personne de la population étudiée, ce qui permet « d'identifier les caractéristiques globales d'un certain nombre de personnes ».

Sur la question du nombre d'entretien, Moliner ajoute qu'il est rarement nécessaire de réaliser un très grand nombre d'entretiens exploratoires. L'expérience montre que, la plupart du temps, dix à quinze entretiens suffisent pour atteindre les objectifs poursuivis » (Moliner, op. cit, p. 54). Nous avons donc réalisé des entretiens exploratoires afin de déterminer les différents thèmes autour desquels est construit le questionnaire utilisé pour la phase d'enquête. Cette phase permet au chercheur de comprendre ce que pensent les enquêtés face au sujet d'étude.

Pour participer à notre enquête, il fallait :

- être ressortissant de l'un des pays de l'Afrique Centrale ;
- être étudiant en France au moment de l'enquête ;

- une durée de séjour en France d'au moins un an ;
- savoir ce que l'on va faire après les études (s'installer définitivement en France ou retourner dans son pays d'origine).

Nous avons utilisé la méthode des associations libres qui consiste à partir d'un mot inducteur, à demander au sujet de produire tous les mots ou expressions qui lui viennent à l'esprit. Cette méthode permet de réduire les difficultés associées à la technique de l'entretien : « le caractère spontané, donc moins contrôlé, et la dimension projective de cette production devrait donc permettre d'accéder, beaucoup plus facilement aux éléments qui constituent l'univers sémantique du terme ou de l'objet étudié. L'association libre permet l'actualisation d'éléments implicites ou latents qui seraient noyés ou masqués dans les productions discursives » (Abric, 2003, p.65).

Nous proposons 4 inducteurs aux étudiants dans l'ordre suivant : « Risques personnels en France », « Risques naturels en France », « Risques personnels en Afrique Centrale », « Risques naturels en Afrique Centrale ». Dans un premier temps, il s'agissait pour le sujet de produire spontanément entre trois et cinq associations à partir du mot inducteur. Dans un deuxième temps, il leur était demandé de les classer selon l'importance de l'inquiétude en attribuant la note de 1 au mot le plus inquiétant et la note de 5 au moins inquiétant.

2. LES OUTILS DE L'ENQUETE FINALE

Dans l'étude des représentations sociales, Abric (2003) précise que la première question qui se pose au chercheur concerne le choix et l'utilisation des outils pour appréhender son objet d'étude. Le choix de la méthodologie est déterminé par les considérations empiriques (nature de l'objet, type de population, contrainte de la situation, etc.).

Ainsi, pour l'étude des RS, comme le conseille Abric (1994, p. 60), il faut avoir recours à des méthodes visant d'une part, à repérer et à faire émerger les éléments constitutifs de la représentation, et d'autre part, à connaître l'organisation de ces éléments et à repérer le noyau central. Ces différents objectifs peuvent être réalisés avec une approche multi-méthodologique des représentations. Pour Abric, « les méthodes associatives sont plus aptes à sonder les noyaux structurels latents des représentations sociales tandis que des techniques plus structurées comme le questionnaire permettraient de relever les dimensions plus périphériques des représentations sociales ». (Abric, 2003, p. 65).

Pour le recueil des données, comme le conseille Abric (1994, pp. 60-61), nous avons fait appel à une méthode associative « moins contrôlée et plus spontanée » et un questionnaire de caractérisation.

2.1. La méthode des associations libres

Elle apparaît notamment dans les travaux de Vergès (1992) avec un croisement entre la fréquence d'apparition et le rang d'apparition ; on parle d'analyse prototypique. Abric et Vergès (1994) ont ensuite proposé de considérer le croisement « rang-importance » comme critère de hiérarchie. Dans notre étude, les sujets devaient s'exprimer en deux temps : une première phase d'association libre et une deuxième phase de hiérarchisation.

Nous avons conservé les 4 inducteurs de la phase exploratoire dans le même ordre :

- « Risques personnels en France » ;
- « Risques naturels en France » ;
- « Risques personnels en Afrique Centrale » ;
- « Risques naturels en Afrique Centrale »

Pour chacun des quatre inducteurs, il leur était demandé d'y associer spontanément entre trois et cinq mots ou expressions qui leur venaient à l'esprit.

Après la production des associations libres, il leur était ensuite demandé de les classer selon l'importance de l'inquiétude en attribuant la note de 1 au risque le plus inquiétant et la note de 5 au risque le moins inquiétant ; cette étape a constitué la phase de hiérarchisation. Après la production des associations libres de chaque inducteur et leur hiérarchisation, les sujets devaient ensuite remplir leurs données démographiques (âge, sexe, pays d'origine, études et durée de séjour en France).

Après ce double travail de production et de hiérarchisation, les données collectées ont été transcrites sur 2 fichiers : un fichier texte.txt. et Excel csv pour être analysées. Les données ainsi traitées ont dans un premier temps fait l'objet d'une analyse grâce au logiciel EVOC 2005 qui est un programme informatique conçu par l'école aixoise des représentations sociales. Ce logiciel permet, à partir d'un fichier excel.csv ou text. sur lequel on enregistre les associations libres, soit le rang et la fréquence, soit le rang d'importance et la fréquence, de repérer comment s'organisent les associations libres en différenciant les éléments que l'on pourrait considérer comme stables ou centraux dans l'organisation de la représentation des éléments souples que l'on pourrait considérer comme appartenant à la périphérie (Vergès, 1992). Pour repérer les éléments centraux ou périphériques de la représentation, le chercheur croise la fréquence d'apparition et le rang d'importance (pour nous, rang de l'inquiétude). Le croisement de ces deux critères fait apparaître un tableau à 4 cases. Selon que l'on adopte l'approche « rang-fréquence » ou « importance-fréquence », la désignation des zones périphériques peut avoir plusieurs appellations. Dans l'approche «rang-fréquence », la première case à gauche (case 1) regroupe les éléments les plus fréquents dans les premiers rangs, ce sont des éléments qui forment le noyau central de la représentation. Dans la première zone à droite et la deuxième en

bas à gauche (cases 2 et 3) nous trouvons des éléments contradictoires puisqu'ils ont soit une fréquence élevée avec une moindre importance, soit une faible fréquence et un rang important. Selon Vergès (1994), il s'agit d'une zone potentiellement déséquilibrante, source de changement potentiel de la représentation. L'auteur précise que ces éléments sont instables et peuvent basculer soit vers le noyau central soit vers la périphérie (Vergès (1994, p. 238). Mais pour Flament (1994), les éléments de la case 2 en particulier peuvent être considérés comme des éléments qui pourront potentiellement venir fusionner avec ceux de la case 1. Rappelons que selon la théorie du NC, les éléments centraux sont stables et résistent au changement. Les éléments que l'on trouve donc dans la première zone à droite et dans la deuxième zone en bas à gauche présentent une ambiguïté, c'est pourquoi ils sont considérés comme « éléments potentiels de changement ». Enfin, on retrouve dans la seconde zone en bas à droite (case 4) les éléments à la fois peu fréquents et dans les derniers rangs

Tableau 2 : Noyau central et périphérie, approche fréquence/rang

	<i>Rang moyen faible</i>	<i>Rang moyen élevé</i>
<i>Fréquence élevée</i>	Zone du noyau central <i>(case 1)</i>	Zone de changement potentiel Périphérie <i>(case 2)</i>
<i>Fréquence basse</i>	Zone de changement potentiel Périphérie <i>(case 3)</i>	Périphérie <i>(case 4)</i>

Quand on adopte l'approche « importance-fréquence », le croisement de la fréquence des évocations et de leur rang d'importance donne un tableau similaire. Dans la première zone à gauche (case 1), nous trouvons les éléments centraux de la représentation.

La première zone à droite (case 2) et la deuxième, en bas à gauche (case 3) regroupent les éléments périphériques fréquents mais peu importants ou peu fréquents mais importants ; il s'agit de la première périphérie.

Enfin, nous trouvons dans la case 4, en bas à droite des éléments peu fréquents et de moindre importance ; ils forment la deuxième périphérie (Abric, 2003).

Tableau 3 : Analyse hiérarchisée. Approche fréquence/importance

		Importance	
		<i>Grande</i>	<i>Faible</i>
Fréquence	<i>Forte</i>	Zone du noyau central <i>(case 1)</i>	1 ^{ère} périphérie <i>(case 2)</i>
	<i>Faible</i>	1 ^{ère} périphérie <i>(case 3)</i>	2 ^{ème} périphérie <i>(case 4)</i>

Pour notre enquête, nous avons choisi cette seconde approche pour le traitement de données des associations libres avec l'originalité d'associer au critère classique de fréquence, le critère « importance de l'inquiétude ».

Selon nous, cela permet d'apporter un critère complémentaire dans la RS des risques.

2.2. Le questionnaire de caractérisation

Introduit dans les études des représentations sociales par Flament pour vérifier l'existence d'une hiérarchisation collective des thèmes d'une enquête, le questionnaire de caractérisation vise à sélectionner les éléments qui ont une forte « saillance », ceux qui émergent quand on se représente l'objet (Vergès, 2001, p. 535). Il s'agit de situer les thèmes par leur plus ou moins grande proximité à l'objet étudié. La philosophie du questionnaire de caractérisation découle de la conception de l'approche structurale avec un noyau qui génère la signification de la représentation. Par conséquent, « on peut considérer qu'un élément central a, comme propriété, d'être plus caractéristique d'un objet que n'importe quel autre élément de la représentation » (Abric, 2003, p. 66). L'auteur précise que : « le questionnaire reste à l'heure actuelle la technique la plus utilisée dans l'étude des représentations sociales. Il permet d'introduire *des aspects quantitatifs* fondamentaux dans l'aspect social d'une représentation : l'analyse quantitative du contenu permettant par exemple de repérer l'organisation des réponses, de mettre en évidence les facteurs explicatifs ou discriminants dans une population, ou entre populations, de repérer et de situer les positions respectives des groupes étudiés par rapport à ces axes explicatifs, etc. De ce point de vue, le développement récent des méthodes d'analyse des données appliquées à l'étude des représentations renforce la position privilégiée du questionnaire » (Abric, 2003, p. 60).

Abric suggère de procéder ensuite à la standardisation du questionnaire qui permet de réduire à la fois les risques subjectifs du recueil (comportement standardisé de l'enquêteur) et les variations interindividuelles de l'expression des sujets (standardisation de l'expression des enquêtés : thèmes abordés, ordre des thèmes, modalités de réponse). Cependant, l'auteur précise que cette standardisation détermine aussi les limites et les réserves que l'on peut formuler à l'utilisation du questionnaire pour l'étude des représentations. Il suppose en effet un choix, une

sélection opérée par le chercheur lui-même et concernant les thèmes abordés. Le principe du questionnaire est de « demander au sujet lui-même d'effectuer un travail de classement, de comparaison et de hiérarchisation des divers éléments de la représentation (Moliner et al. 2002, p. 119). Selon Vergès, (2001, p.538), ce questionnaire permet une approche thématique et une mise en évidence des éléments qui décrivent la représentation. Il se compose d'une liste d'items dont le nombre est un multiple de 3, 4 ou 5. Pour ce faire, on demande en premier lieu que le sujet choisisse, en fonction du nombre d'items, les items les plus caractéristiques de l'objet étudié. Ensuite on lui demande de choisir parmi les items restants les moins caractéristiques de l'objet étudié. Chaque item est alors codé.

Les résultats de la pré-enquête nous ont permis de retenir les éléments de la représentation qui font partie des éléments les plus pondérés pour concevoir notre questionnaire. Ce dernier est bâti avec des thèmes, des items et des éléments constitutifs de la représentation issus des entretiens exploratoires. A partir de ces résultats, nous avons conçu un questionnaire de 20 items. Nous avons ensuite demandé aux sujets d'effectuer une série de choix par blocs. Ils sélectionnaient tout d'abord les quatre items qui leur paraissaient les plus importants et qui étaient alors affectés du score de +2. Puis il leur était demandé de choisir parmi les seize restants les quatre items les moins représentatifs ; affectés le score de -2. Puis, parmi les douze items restants, ils désignaient successivement les quatre les plus importants (score +1) et les quatre les moins importants (score -1). Les quatre items restants (ni choisis ni rejetés) étaient alors affectés du score 0 (Gaymard, 2003). En multipliant les effectifs des participants aux codes ainsi affectés, nous pouvons obtenir des moyennes permettant de classer les items du plus caractéristique au moins caractéristique (Gaymard et Joly, 2013), les items les plus caractéristiques pouvant être considérés comme étant les éléments centraux de la RS. Pour mieux identifier l'importance de chaque élément, nous avons par la suite procédé à une

représentation graphique de chacun des items (Gaymard, 2003). Ce qui nous intéresse ici ce n'est pas les items dont la distribution aurait leur mode dans la classe centrale mais au contraire ceux qui auront une distribution très dissymétrique, privilégiant la dimension « caractéristique » ou « non caractéristique ». On considèrera qu'ils ont une forte probabilité d'appartenir au noyau central de la représentation.

Tableau 4 : Présentation des items du questionnaire de caractérisation

Chômage	Isolement et solitude
Guerres civiles	Exposition ou consommation des produits toxiques
Changement climatique	Pauvreté
Epidémies	Criminalité
Accidents de la route	Difficultés d'accès à l'éducation
Inondations	Maladies sexuellement transmissibles
Pollution de l'environnement	Insécurité alimentaire
Attentats et Terrorisme	Tempêtes
Consommations des drogues	Dépression
Alcoolisme et tabagisme	Feux des forêts et incendies

3. STRATEGIES D'ANALYSES

3.1. Le logiciel EVOC

Nous avons traité les données collectées grâce aux associations libres avec le logiciel Evoc (2005) qui est un programme informatique conçu par l'école aixoise des représentations sociales. Il permet, à partir d'un fichier Excel csv, sur lequel les données des associations libres sont enregistrées, de faire un premier repérage du contenu et de l'organisation de la représentation. Nous avons d'abord enregistré l'ensemble des mots produits par les étudiants au sein d'un fichier « brut » Excel en respectant certains impératifs de format. Le fichier Excel est transformé ensuite en fichier « csv » puis importé dans le programme Evoc 2005.

Le choix a aussi été fait de ne pas faire de regroupement en dépit de certains mots pouvant avoir le même sens. C'est le cas par exemple des termes « isolement » et « solitude ». Le premier terme pouvant être plus proche d'un sens « physique » et le second d'un sens « psychologique ».

3.2. Analyse du questionnaire de caractérisation : l'algèbre de Boole

La méthode de l'Algèbre de Boole a été proposée par Flament en 1976 et utilisée par Gaymard (2002, 2003) dans une problématique de biculturalisme : « Le procédé consiste à partir des tableaux croisés d'items pour rechercher les structures logiques » (Gaymard, 2003, p.83). L'auteur précise que l'analyse booléenne du questionnaire est « *une analyse logique qui met en évidence des structures compensatoires* ». Elle a pour but d'ajuster étroitement des modèles plus ou moins complexes aux réponses données par une population à un questionnaire et permet, à la fois, de mettre en évidence l'opinion majoritaire et la manière dont quelques individus s'en écartent. Le point de départ est donc un ensemble de questions. En nous référant à l'étude de Gaymard sur les RS des filles maghrébines, nous constatons que le point de départ

est un ensemble de questions. Si sur cet ensemble deux réponses sont importantes, on suppose que chaque question peut recevoir deux réponses : A et B. Certains sujets choisiront la réponse A, d'autres choisiront B, ou quelques-uns choisiront A et B mais aucun sujet ne rejettera les deux réponses à la fois. Dans ce cas, on aura la formule : (A et/ou B) =100%. Cette formule est une couverture booléenne de la population qui indique que tous les sujets choisissent au moins une réponse majoritairement » (Gaymard, 2003, p.84-85). Pour mettre en évidence les structures compensatoires, nous avons adopté la même méthodologie que Gaymard (2002, 2003) avec l'établissement de catégories pour identifier plus facilement les thématiques en jeu dans les structures compensatoires.

TROISIEME PARTIE :
RESULTATS

1. PRESENTATION GENERALE : RAPPEL

L'enquête a été réalisée auprès des étudiants d'Afrique Centrale qui sont en France. Les pays d'Afrique Centrale concernés ont en commun la structure géographique, la géopolitique et la situation socio-économique. Le choix de ce groupe d'étudiants nous paraît cohérent dans le sens où les débats autour de la situation de leurs pays (sécurité, la situation politique et socio-économique) sont souvent animés dans le cercle des intellectuels qui ont tous la capacité d'analyse à propos des risques que ça soit dans leurs pays ou en France.

Sur les 102 étudiants qui ont accepté de répondre à notre questionnaire, 12 participants n'ont pas respecté les consignes et ont donc été exclus des données. L'échantillon de 90 étudiants (51 hommes et 39 femmes) a été retenu et réparti en deux groupes :

- N=45 dont 23 hommes et 22 femmes pour ceux qui veulent s'installer en France ;
- N= 45 dont 28 hommes et 17 femmes pour ceux qui veulent retourner dans leurs pays.

Les étudiants ont entre 18 et 35 ans et leur durée de séjour en France varie entre 1 et 15 ans. Ils sont répartis dans différentes filières d'étude (Lettres et sciences humaines, Eco-gestion, commerce et comptabilité, marketing, droit, médecine-pharmacie, biologie et santé, math-physique-chimie...)

Tous les participants ont répondu à deux questionnaires. Pour le premier questionnaire, celui des associations libres, les participants ont répondu en deux temps : une première phase d'associations libres où les sujets étaient invités à produire trois à cinq mots ou expressions qui leur venaient spontanément à l'esprit à la présentation des inducteurs et une deuxième phase de hiérarchisation où les sujets étaient invités à ranger eux-mêmes leur production en fonction de l'importance de l'inquiétude.

Après avoir répondu au questionnaire des associations libres, les étudiants étaient invités à passer directement au deuxième questionnaire (questionnaire de caractérisation) où les sujets effectuaient eux-mêmes le travail de classement, de comparaison et de hiérarchisation des éléments de la représentation. Nous leur avons donc proposé une liste de 20 items se rapportant au thème « risque », à partir de laquelle ils devaient désigner les quatre items qui leur paraissaient les plus importants pour les risques en France et attribuer le score de +2 ; ensuite les quatre items les moins importants et attribuer le score de -2. Parmi les douze items qui restaient, ils devaient encore une fois choisir les quatre items qui leur paraissaient un peu plus importants et attribuer le score de +1, et les quatre items un peu moins importants et attribuer le score de -1, les quatre items restants recevaient le score de 0. Le même travail était fait pour les risques en Afrique centrale.

1.1. Données sociodémographiques

En dernière page de chaque questionnaire de caractérisation se trouvent les informations relevant des caractéristiques sociologiques des personnes interrogées (pays d'origine, âge, sexe, filières d'études, niveau d'études et leur durée de séjour en France). Nous présentons ci-dessous les caractéristiques des personnes interrogées.

Tableau 5 : Récapitulatif des données sociodémographiques de l'échantillon.

Pays	Ceux qui veulent rester					Ceux qui veulent rentrer					Total des étudiants
	Effectif	Sexe		% du pays	% de la pop	Effectif	Sexe		% du pays	% de la pop	
		M	F				M	F			
Burundi	4	2	2	36,36	8,89	7	4	3	63,64	15,56	11
Cameroun	7	4	3	58,33	15,56	5	3	2	41,66	11,11	12
Congo Brazza	6	3	3	54,54	13,33	5	4	1	45,45	11,11	11
Gabon	6	3	3	50	13,33	6	3	3	50	13,33	12
RCA	3	1	2	37,5	6,67	5	3	2	62,5	11,11	8
RDC	6	4	2	37,5	13,33	10	7	3	62,5	22,22	16
Rwanda	9	5	4	69,23	20	4	2	2	30,77	8,89	13
Tchad	4	1	3	57,14	8,89	3	2	1	42,86	6,67	7
Total	45	23	22		100	45	28	17		100	90

Ce tableau présente des caractéristiques des sujets interrogés (N=90). Répartis en deux groupes de 45 étudiants chacun, le premier groupe est celui de ceux qui veulent s'installer en France, le deuxième est celui de ceux qui ont l'intention de retourner dans leurs pays.

Pour le groupe de ceux qui veulent s'installer en France, la RDC est le pays le plus représenté avec 16/90, soit 17,78% de la population totale. Sur 16 étudiants rencontrés, la minorité 6/16 (soit 37,5%) affirme avoir l'intention de rester en France contre 62,5% qui veulent retourner dans leur pays. Le Rwanda vient en deuxième position avec 13/90 étudiants, (soit 14,44%), et

parmi eux, la majorité (9/13, soit 69,23%) a déclaré avoir l'intention de s'installer en France contre 4/13, soit 30,77%. Pour le Cameroun représenté par 12/90 étudiants (13,33%) de la population totale, la majorité 7/12 (soit 58,33%) déclare vouloir rester en France et la minorité 5/12, (soit 41,66%) a l'intention de retourner chez eux. Le Gabon avec 12/90 étudiants (soit 13,33%) de la population totale, 6/12 (soit 50%) déclare avoir l'intention de s'installer en France contre 50% de ceux qui veulent retourner chez eux. Le Burundi avec 11/90 étudiants (12,22%) de la population totale, la minorité 4/12 (soit 36,36%) affirme vouloir rester en France tandis que la majorité 7/12 (soit 63,64%) veut retourner dans leur pays. La RCA mois représenté avec 8/90 (soit 8,89%), c'est la minorité (3/8 soit 37,5%) qui a l'intention de rester en France et la majorité 5/8, soit 62,5% veut retourner chez eux. Le pays le moins représenté est le Tchad avec 7/90 étudiants (7,78%) et c'est la majorité 4/7 (soit 57,14%) qui a l'intention de s'installer en France et la minorité 3/7 (42,86%) veut retourner dans leur pays. On peut remarquer que sur les 8 pays représentés, la majorité des étudiants 4/8 pays (Cameroun, Le Congo Brazza, le Rwanda et le Tchad) déclare avoir l'intention de s'installer en France.

Tableau 6 : Ages des sujets interrogés en pourcentage et effectif

Age	Ceux qui veulent rester	%	Ceux qui veulent rentrer	%
18-24	21	46,66	14	31,11
25-29	15	33,33	23	51,11
30-34	8	17,78	6	13,33
35+	1	2,22	2	4,44
Total	45	100	45	100

Nous remarquons que les étudiants envisagent rester en France ou retourner dans leur pays en fonction de l'âge. Pour le groupe de ceux qui veulent s'installer en France, sur 45 étudiants rencontrés, d'une part, les plus jeunes entre 18-24 ans sont plus nombreux à déclarer avoir l'intention de faire leur vie en France. La majorité 23/45 (soit 51,11%) de ceux qui veulent retourner dans leurs pays se situe entre 25-29 ans.

Tableau 7 : Durée de séjour en France en pourcentage et effectif

Années en France	Ceux qui veulent rester	%	Ceux qui veulent rentrer	%
1-4 ans	18	40	15	33,33
5-9 ans	22	48,89	26	57,78
10-14 ans	4	8,89	4	8,89
15ans et +	1	2,22	0	0
Total	45	100	45	100

Tableau 8 : Filières d'études des sujets en pourcentage et effectif

Domaine d'étude	Ceux qui veulent rester	%	Ceux qui veulent rentrer	%
Eco-Gestion	9	20	10	22,22
Commerce-Comptabilité-Marketing	4	8,89	3	6,67
Banque-Finance	4	8,89	1	2,22
Droit	5	11,11	3	6,67
Médecine et Pharmacie	4	8,89	6	13,33
Biologie et santé	2	4,44	2	4,44
Sciences sociales	0	0	3	6,67
Math-Physique-Chimie	7	15,56	4	8,89
Lettres-Histoire-Géographie	5	11,11	7	15,56
Informatique	3	6,67	3	6,67
Autres	2	4,44	3	6,67
Total	45	100	45	100

Dans ce tableau qui présente les étudiants selon leur domaine d'études, nous remarquons que la filière la plus représentée est l'Eco-Gestion pour les deux groupes, avec 9/45 (soit 20%) pour qui veut s'installer en France et 10/45 (22,22%) pour ceux qui veulent retourner dans leurs pays.

La filière qui vient en deuxième lieu est celle des Sciences (Mathématique, Physique, Chimie) 7/45 (soit 15.56%) pour le groupe qui veut rester.

2. ANALYSE DES DONNEES DES ETUDIANTS AYANT L'INTENTION DE S'INSTALLER EN FRANCE (EPF POUR « ETUDIANTS PROJET FRANCE »).

La RS du risque a été examinée en nous servant d'un questionnaire des associations libres et d'un questionnaire de caractérisation. Rappelons que notre hypothèse de départ stipulait que les étudiants voulant s'installer en France construiraient leurs RS autour de la gravité des risques en Afrique Centrale.

2.1. Les associations libres des risques en France pour les EPF

2.1.1. Les risques personnels en France pour les EPF

Le groupe des étudiants ayant l'intention de rester en France a produit au total un corpus de 199 mots et expressions recueillis par la méthode des associations libres, en calculant la moyenne, nous trouvons que les sujets ont produit en moyenne 4.42 associations libres. Les items qui ont un rang moyen inférieur à **2,2** sont considérés comme ayant une plus grande importance d'inquiétude que ceux ayant un rang moyen supérieur ou égal à **2,2**. Le croisement du rang moyen et de la fréquence des items nous donne une indication sur leur position dans l'organisation de la représentation (leur centralité ou non). Le tableau suivant indique la position des items les plus fréquents et répartis selon qu'ils ont une fréquence supérieure ou inférieure à **7** et un rang moyen supérieur ou inférieur à **2,2**.

Tableau 9 : RS et risques personnels en France pour le groupe qui a l'intention de s'installer en France

Premiers rangs d'inquiétude < 2,2			Derniers rangs d'inquiétude ≥ 2,2		
Accidents de la route	13	2,143	discrimination	7	2,429
Chômage	18	1,111	précarité	7	3,143
			terrorisme	10	3,100
 Noyau Central					
 1^{ère} périphérie					
Fréquence ≥ 7					
Criminalité	3	1,000	banditisme	4	3,500
Déracinement	4	2,000	Inégalités sociales	4	3,000
Homophobie	4	2,000	pollution	4	3,500
Isolement	3	1,667	racisme	6	2,500
Solitude	3	1,667	violence	3	3,000
1^{ère} périphérie			2^{ème} périphérie		
Fréquence < 7					

La lecture de ce tableau nous donne les informations relatives à l'importance de l'inquiétude et à la fréquence des items. Le traitement des associations libres de l'ensemble du groupe sous EVOC 2005 pour une fréquence minimale de 7 et un rang moyen de 2,2 permet d'observer les réponses du groupe des étudiants qui veulent s'installer en France. Les réponses libres et spontanées nous permettent d'approcher au plus près ce qu'ils ont dans la tête. L'organisation des mots produits permet de dégager la structure des RS.

Ainsi, pour ce groupe, en ce qui concerne les risques personnels en France, le croisement de la fréquence et du rang d'importance de l'inquiétude nous donne un tableau à quatre cases. Soulignons que les items qui ont un rang moyen inférieur à 2,2 sont considérés comme ayant une plus grande importance de l'inquiétude tandis que ceux qui ont un rang moyen supérieur à 2,2 sont considérés comme étant moins inquiétants.

En haut à gauche (*case 1*), nous trouvons les éléments centraux qui sont très fréquents (Fréquence ≥ 7) et très inquiétants (rang moyen inférieur à 2,2). Il s'agit des risques personnels : « chômage » et « accidents de la route ». Nous repérons également dans la case en bas à droite (*case 4*) les éléments peu fréquents et moins inquiétants, ce sont les éléments de la 2^{ème} périphérie (avec une fréquence inférieure à 7 et un rang moyen supérieur à 2,2). Ces éléments sont : alcoolisme, banditisme, inégalités sociales, pollution, racisme et violence.

Nous trouvons dans la case en haut à droite (*case 2*) et la case en bas à gauche (*case 3*) les éléments qui ont soit une forte fréquence (≥ 7) mais qui sont peu inquiétants ($\geq 2,2$), soit une faible fréquence (< 7) mais qui sont inquiétants ($< 2,2$) ; ce sont les éléments de la 1^{ère} périphérie qui, selon Vergès (1994) expriment une ambiguïté. Ces éléments avec une forte fréquence et une faible importance de l'inquiétude sont : « discrimination », « précarité » et « terrorisme »

et se trouvent dans la case 2, nous trouvons dans la case 3 les éléments ayant une faible fréquence et une grande importance dans l'inquiétude qui sont « criminalité », « déracinement », « homophobie », isolement, « solitude.

2.1.2. Les risques naturels en France pour les EPF

Pour les risques naturels en France, le groupe ayant l'intention de s'installer en France a produit un corpus de 191 mots (soit un nombre moyen de mots produit par individu de 4.24). Le traitement des associations libres nous fait remarquer que dans la case en haut à gauche (*case 1*) se trouve le NC de la représentation. Celui-ci est constitué des items « *inondations* », « *neige* » et « *froid* » qui ont une fréquence élevée et qui sont considérés par les répondants comme inquiétants (rang moyen inférieur à 2,1).

Dans la case en haut à droite (*case 2*) se trouve les éléments avec une forte fréquence (≥ 7) mais qui sont moins inquiétants (rang moyen supérieur à 2,1). Ces éléments sont « *avalanches* », « *canicule* », « *feux de forêts* », « *incendies* » et « *tempêtes* » et forment la 1^{ère} périphérie. Dans la case en bas à gauche (*case 3*) nous n'avons pas d'éléments.

Enfin nous repérons les risques naturels en France qui sont peu fréquents (inférieur à 2,1) et qui suscitent moins d'inquiétude (rang moyen supérieur à 2,1). Il s'agit des éléments de la seconde périphérie (*case 4*) représentés par « *les vents violents* », « *l'effondrement des falaises* », « *les glissements de terrains* », « *le réchauffement climatique* » et « *les séismes* ».

Tableau 10 : RS et risques naturels en France pour le groupe qui a l'intention de s'installer en France

Premiers rangs d'inquiétude < 2,1			Derniers rangs d'inquiétude ≥ 2,1		
Inondations	25	1,600	Avalanches	16	2,813
Neige	19	1,99	Canicule	15	2,800
Froid	11	1,2	Feux de forêts	16	3,250
			Incendies	10	3,400
			Tempêtes	9	3,22
	NC		1^{ère} périphérie		
Fréquence ≥ 7					
				3	4,333
			Effondrement des falaises	4	4,250
			Glissement de terrains	3	3,333
1^{ère} périphérie			Réchauffement climatique	4	4,250
			Séisme	4	4,250
			Vents violents		
			2^{ème} périphérie		
Fréquence < 7					

2.2. Le questionnaire de caractérisation

2.2.1. Les risques en France pour les EPF

Le questionnaire de caractérisation est un questionnaire dans lequel les sujets doivent choisir les items selon qu'ils sont caractéristiques de l'objet ou non. Ils choisissent quatre items même s'ils pensent qu'il y en a plusieurs qui caractérisent l'objet et ainsi de suite selon des étapes à respecter (les 4 plus caractéristiques, les quatre moins caractéristiques, les quatre un peu plus caractéristiques, les quatre un peu moins caractéristiques). Les résultats du questionnaire de caractérisation nous donnent des indices (fréquence de caractérisation et moyenne) qui permettent « d'identifier les éléments du noyau central » et le repérage du « rapport des items à l'objet représenté » (Vergès, 2001, p. 540). Ce questionnaire nous donne des indices sur l'identification des éléments centraux ou les éléments périphériques de la représentation selon que la distribution prend une forme de « **J** », « **U** », « **J inversé** » ou **sous forme de vagues**.

Pour ce faire, à partir des résultats du questionnaire de caractérisation, nous avons procédé au transcodage de 1 (-2) à 5 (+2) comme l'avait fait Gaymard (2003). Le calcul des moyennes des items (Tableau 11) nous fait remarquer que les items « *accidents de la route* », « *chômage* », « *attentats/terrorisme* », et « *criminalité* » se trouvant en haut du tableau et identifiables par une distribution proche de la forme « **J** » sont considérés comme plus importants pour les sujets et donc plus caractéristiques par rapport à l'objet présenté. On peut faire l'hypothèse que ces items ont une forte probabilité d'appartenir au noyau. Nous trouvons en bas du tableau les items identifiables par une distribution proche de « **J inversé** », ils sont considérés comme moins importants et donc moins caractéristiques et donc faisant partie de la périphérie. Ces éléments sont « *guerres civiles* », « *insécurité alimentaire* » et « *épidémies* ». Quand la courbe prend une forme de **U** comme l'item « *isolement/solitude* », Abric (2003, p. 380) nous dit que ces éléments donnent lieu à des jugements très contrastés de la part de la population. Ces éléments sont source

de divisions au sein de la population et illustrent la formation de sous-groupes autour de l'objet. Les éléments formant une ou plusieurs vagues comme « *dépression* », « *exposition ou consommation des produits toxiques* », « *consommation des drogues* », « *alcoolisme et tabagisme* » font aussi partie des éléments contrastés de la RS.

Tableau 11 : Les risques en France : Moyenne des items du questionnaire de caractérisation pour le groupe qui veut s'installer en France

Risques en France	1	2	3	4	5	Moyenne
Accidents de la route	0	0	0	0	45	5
Chômage	0	0	0	3	42	4.93
Attentats/Terrorisme	0	0	0	7	38	4.84
Criminalité	0	0	2	20	23	4.46
Changement climatique	2	0	1	32	10	4.06
Pollution de l'environnement	0	0	5	35	5	4
Consommation des drogues	0	4	13	27	1	3.55
Exposition ou consommation des produits toxiques	0	3	27	14	1	3.28
Isolement/solitude	9	5	9	12	10	3.2
Dépression	1	7	23	14	0	3.11
Alcoolisme/Tabagisme	0	12	26	6	1	2.91
Feu des forêts/Incendies	0	15	30	0	0	2.66
Tempêtes	0	22	23	0	0	2.51
Inondations	3	20	20	2	0	2.46
Maladies Sexuellement transmissibles	9	34	0	2	0	1.88
Pauvreté	37	1	0	3	4	1.57
Difficultés d'accès à l'éducation	26	18	0	1	0	1.46
Epidémies	25	20	0	0	0	1.44
Insécurité alimentaire	27	17	1	0	0	1.42
Guerres civiles	45	0	0	0	0	1

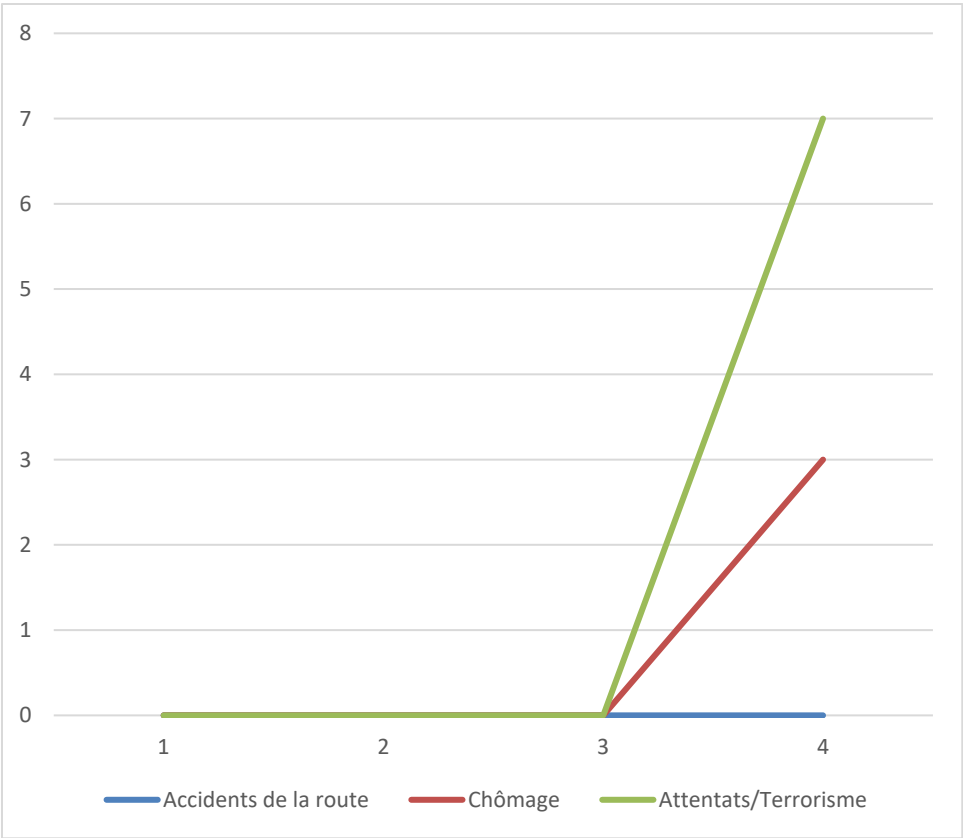


Figure 1 : Quelques éléments centraux de la RS des risques en France

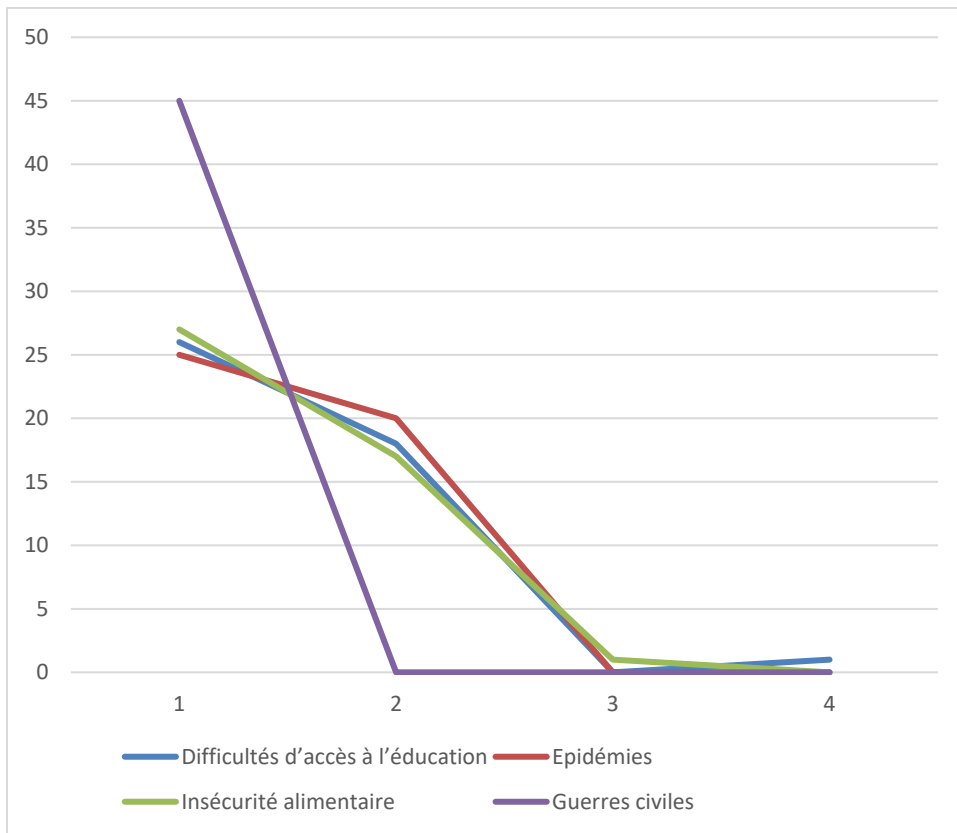


Figure 2 : Quelques éléments périphériques de la RS des risques en France

2.2.2. Les risques en Afrique Centrale pour les EPF

Comme vu précédemment, nous avons procédé au transcodage de 1 (-2) à 5 (+2). Le calcul des moyennes des items nous permet d'identifier les éléments plus caractéristiques de l'objet de représentation, ces éléments sont caractérisés par une distribution proche de « J » et se trouvant en haut du tableau, ce sont les éléments considérés par les étudiants comme étant les plus caractéristiques de la représentation. Ces éléments sont « *pauvreté* », « *guerres civiles* », « *chômage* » et « *difficultés d'accès à l'éducation* ». Nous trouvons en bas du tableau les éléments identifiables par une distribution proche de « J inversé » qui sont considérés comme les moins caractéristiques pour les étudiants. Il s'agit des éléments « *changement climatique* », « *isolement/solitude* » et « *dépression* » qui constituent donc la périphérie de la RS.

Tableau 12 : Les risques en Afrique Centrale : Moyenne des items du questionnaire de caractérisation pour le groupe qui a l'intention de s'installer en France

Risques en Afrique Centrale	1	2	3	4	5	Moyenne
Pauvreté	2	0	0	4	39	4.73
Guerres civiles	3	0	0	8	34	4.55
Chômage	1	2	0	16	26	4.42
Difficultés d'accès à l'éducation	2	0	3	16	24	4.33
Insécurité alimentaire	1	1	4	22	17	4.17
Accidents de la route	1	1	7	21	15	4.06
Epidémies	0	1	3	38	3	3.95
Maladies Sexuellement transmissibles	1	2	13	24	5	3.66
Criminalité	2	6	19	14	4	3.26
Inondations	0	9	31	4	1	2.93
Tempêtes	3	10	29	2	1	2.73
Alcoolisme/Tabagisme	3	18	19	3	2	2.62
Feu des forêts/Incendies	4	12	27	1	1	2.62
Consommation des drogues	5	33	4	1	2	2.15
Pollution de l'environnement	12	21	8	2	0	1.91
Attentats/Terrorisme	21	16	3	2	3	1.88
Exposition ou consommation des produits toxiques	19	21	3	1	2	1.86
Changement climatique	23	19	3	0	0	1.55
Isolement/solitude	39	3	1	1	1	1.26
Dépression	39	4	2	0	0	1.17

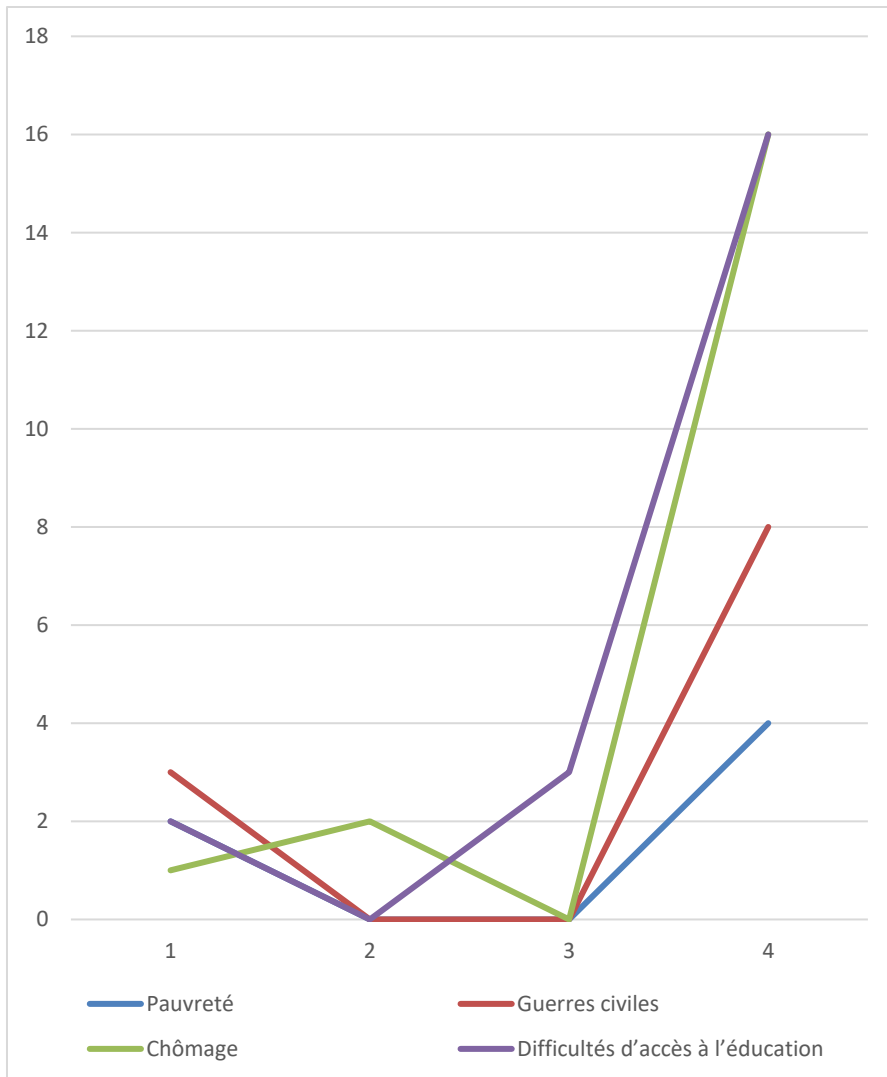


Figure 3 : Quelques éléments centraux de la RS des risques en Afrique Centrale

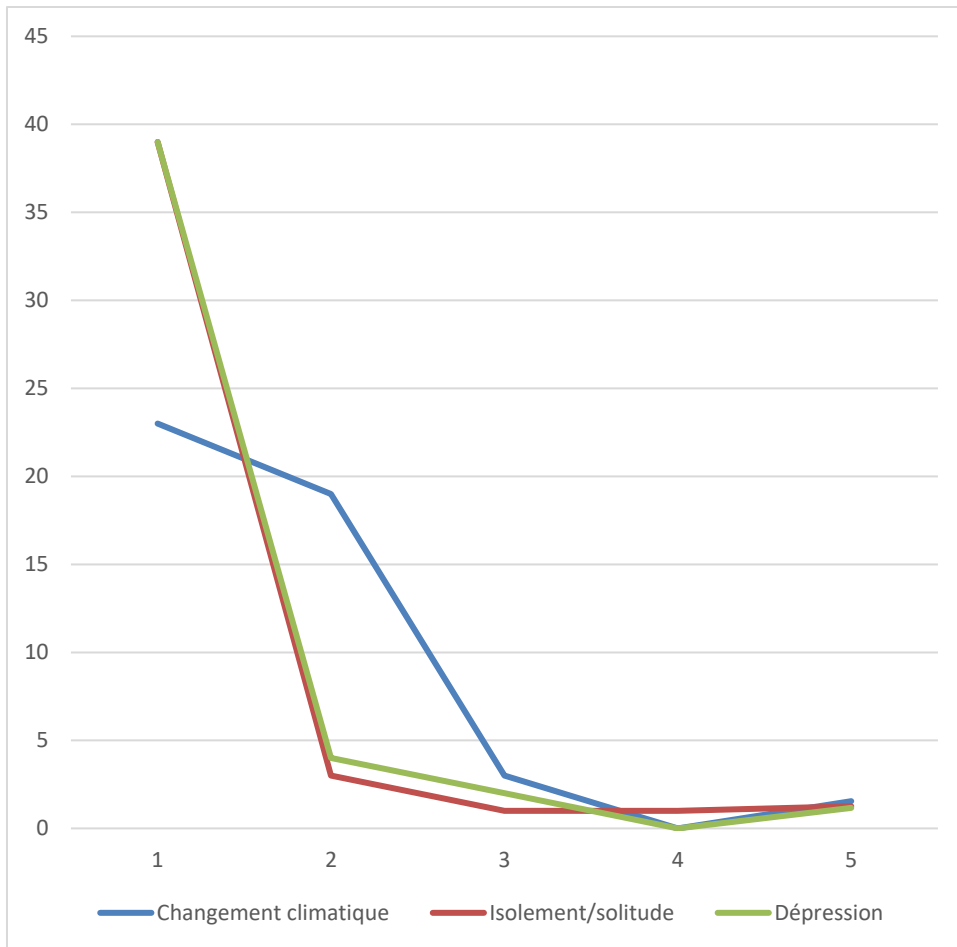


Figure 4 : Quelques éléments périphériques de la RS des risques en Afrique Centrale

2.3. Les associations libres des risques en Afrique Centrale pour les EPF

2.3.1. Les risques personnels en Afrique Centrale pour les EPF

Pour les risques personnels en Afrique Centrale, le même groupe qui veut rester en France a produit 214 associations libres. Le nombre moyen d'associations libres produit par individu est de 4.75. Rappelons que les items avec un rang moyen inférieur à **2,5** sont considérés comme les premiers rangs d'inquiétude et ceux qui ont un rang moyen supérieur à 2,5, comme les derniers rangs d'inquiétude. Nous présentons dans le tableau ci-dessous les RS des risques en Afrique Centrale sous un tableau à quatre cases.

La lecture de ce tableau met l'accent sur l'importance et la fréquence des items. Le traitement des données recueillies par les associations libres sous EVOC 2005 pour une fréquence minimale de 7 et un rang moyen de 2,5 permet de déterminer les items les plus fréquents et les plus importants. Le croisement de la fréquence et du rang d'importance d'inquiétude nous donne le tableau à quatre cases qui permet de repérer les items qui cumulent une forte fréquence et une plus grande importance d'inquiétude.

Tableau 13 : RS et risques personnels en Afrique Centrale pour le groupe qui a l'intention de s'installer en France

Premiers rangs d'inquiétude < 2,5			Derniers rangs d'inquiétude ≥ 2,5		
Chômage	12	1,833	maladies	7	3,000
Pauvreté	16	1,063	1^{ère} périphérie		
NC					
Fréquence ≥ 7					
Accidents de la route	6	2,200	agressions	3	4,333
Corruption	6	2,167	déscolarisation	5	4,400
Insécurité	5	1,800	dictature	3	3,333
La faim	3	1,667	guerres	5	2,600
Précarité	3	2,333	Guerres civiles	4	2,500
			Instabilité politique	3	3,000
1^{ère} périphérie			Maladies tropicales	3	2,667
			malnutrition	4	3,750
			terrorisme	3	3,000
			vol	3	3,000
Fréquence < 7			2^{ème} périphérie		

Dans la case en haut à gauche (case 1), nous trouvons les éléments qui ont une plus grande fréquence (≥ 7) et une grande importance d'inquiétude (rang moyen inférieur 2,5), ces éléments sont « *chômage* » et « *pauvreté* » et appartiendraient au NC. Dans la case en bas à droite (case 4) nous trouvons les éléments qui ont un rang moyen supérieur à 2,5 (moins importance d'inquiétude) et une fréquence inférieure à 7, ces éléments sont considérés comme moins caractéristiques de l'objet et appartiendraient à la 2^{ème} périphérie de la représentation. Ces éléments sont : *agressions, déscolarisation, dictature, guerres civiles, instabilité politique, maladies tropicales, malnutrition, terrorisme et vol.*

Les items qui ont soit un rang moyen supérieur à 2,5 et une fréquence supérieure à 7 (case 2), soit un rang moyen inférieur à 2,5 et une fréquence inférieure à 7 (case 3) sont des éléments qui ont soit une grande fréquence avec une moindre inquiétude, soit une faible fréquence avec une grande inquiétude et sont considérés comme les éléments de la 1^{ère} périphérie. Ces éléments sont *maladies, accidents de la route, corruption, insécurité, faim et précarité.*

2.3.2. Les risques naturels en Afrique Centrale pour les EPF

Pour les risques naturels en Afrique Centrale, les étudiants ont verbalisé 168 associations libres, (soit 3.73 comme nombre moyen de mots produits par individu). Nous remarquons que le NC de leur RS (case 1) est constitué par le mot « *inondations* », il s'agit de l'item le plus fréquent (supérieure à 7) et le plus inquiétant (un rang moyen $< 1,9$).

Le système périphérique de leur RS est constitué par les items les moins cités (inférieur à 7) avec un rang moyen d'inquiétude $\geq 1,9$. Ces éléments sont « *désertification* », « *éboulement de terrains* », « *épidémies* », « *éruption volcanique* », « *famines* », « *incendies* » et « *séisme* ». La première périphérie contient des mots comme « *sécheresse* », « *tremblement de terre* », « *volcanisme* » et « *pluies abondantes* ».

Tableau 14 : RS et risques naturels en Afrique Centrale pour le groupe qui l'intention de s'installer en France

Premiers rangs d'inquiétude < 1,9			Derniers rangs d'inquiétude ≥ 1,9		
Inondations	28	1,250	sécheresse	25	2,320
			Tremblements de terre	7	4,286
NC			volcanisme	7	3,714
			1^{ère} périphérie		
			Fréquence ≥ 7		
Pluies abondantes	5	1,400	désertification	5	4,000
			Eboulements de terrains	3	2,667
1^{ère} périphérie			épidémies	3	2,000
			Eruption volcanique	5	3,600
			famines	6	2,667
			Glissements de terrains	3	3,333
			incendies	3	3,333
			Séisme	6	3,000
			2^{ème} périphérie		
			Fréquence < 7		

3.ANALYSE DES DONNEES DES ETUDIANTS AYANT L'INTENTION DE RETOURNER DANS LEURS PAYS (EPA POUR « ETUDIANT PROJET AFRIQUE»)

La RS du risque pour ce groupe a été examinée en nous servant de deux questionnaires (associations libres et questionnaire de caractérisation). Pour rappel, l'hypothèse stipulait que la RS des étudiants qui ont l'intention de retourner dans leurs pays serait axée sur les difficultés rencontrées en France liées à l'adaptation et à l'intégration.

3.1. Les associations libres des risques en France pour les EPA

3.1.1. Les risques personnels en France pour les EPA

Le groupe d'étudiants voulant retourner dans leurs pays d'origine a produit un corpus de 196 de mots et expressions recueillis par la méthode des associations libres. Le calcul des moyennes montre que le nombre moyen d'associations produit par individu est de 4.35. Le croisement du rang moyen d'importance de l'inquiétude et de la fréquence des items donne une indication sur leur position dans l'organisation de la représentation. Les items qui ont un rang inférieur à **2,2** sont considérés comme étant ceux qui génèrent le plus d'inquiétude. Nous présentons ci-dessous le tableau qui indique la position des items les plus fréquents et répartis selon qu'ils ont une fréquence supérieure ou inférieure à **7** et un rang moyen d'inquiétude inférieur ou supérieur à **2,2**.

Tableau 15: RS des risques personnels en France pour le groupe qui a l'intention de retourner dans leurs pays

Premiers rangs d'inquiétude < 2,2			Derniers rangs d'inquiétude ≥ 2,2		
Accidents de la route	7	2,143	précarité	7	3,429
Chômage	17	1,412	terrorisme	11	3,091
Discrimination	8	1,500			
racisme	12	1,417	1^{ère} périphérie		
NC					
Fréquence ≥ 7					
Déracinement	5	1,800	alcoolisme	3	2,667
Difficultés d'intégration	3	2,000	banditisme	3	3,667
Homophobie	4	2,000	dépression	3	3,000
Isolement	3	1,667	Inégalités sociales	3	3,000
Solitude	3	1,667	pollution	3	4,333
			violence	3	3,000
1^{ère} périphérie			2^{ème} périphérie		
Fréquence < 7					

L'analyse des données des associations libres présentées dans ce tableau, grâce au croisement de la fréquence et du rang d'inquiétude nous donne un tableau à quatre cases. Rappelons que les items qui ont un rang moyen inférieur à 2,2 sont considérés comme étant les plus inquiétants là où les items qui ont un rang moyen supérieur à 2,2 sont considérés comme les moins

inquiétants. Nous trouvons donc en haut à gauche (case 1) les éléments qui appartiendraient au noyau central. Ces éléments sont : « *accidents* », « *chômage* », « *discrimination* » et « *racisme* ».

Nous repérons ensuite dans la case en bas à droite les éléments qui ont une faible fréquence (inférieur à 7) et moins inquiétants (rang moyen supérieur à 2,2) et qui appartiendraient à la 2^{ème} périphérie. Ces éléments sont « *alcoolisme* », « *banditisme* », « *dépression* », « *inégalités sociales* », « *pollution* » et « *violence* ».

Enfin nous trouvons dans la case en haut à droite (case 2) et dans la case en bas à gauche (case 3) les éléments contrastés qui ont soit une forte fréquence (≥ 7) et moins inquiétants ($\geq 2,2$), soit une faible fréquence (<7) mais inquiétants ($< 2,2$) qui font partie de la 1^{ère} périphérie. Ces éléments sont « *précarité* », « *terrorisme* », « *déracinement* », « *difficultés d'intégration* », « *homophobie* », « *isolement* » et « *solitude* ».

3.1.2. Les risques naturels en France pour les EPA

Ce groupe d'étudiants a produits 189 associations libres, ce qui fait que le nombre moyen de mots produits par individu est de 4.2. Nous pouvons lire dans le tableau suivant que les éléments centraux de leur RS sont constitués par « *les inondations* » et « *le froid* » tandis que la première périphérie comprend les termes : « *avalanches* », « *canicule* », « *feux de forêt* », « *incendies* », « *neige* », « *tempêtes* », « *crues* », « *orages* » et « *vents violents* ». Les items de la seconde périphérie sont : « *chaleur extrême* », « *coulée de boue* », « *cyclones* », « *glissement de terrains* », « *ouragan* » et « *séisme* ».

Tableau 16 : RS et risques naturels en France pour le groupe qui a l'intention de retourner dans leurs pays

Premiers rangs d'inquiétude < 2,1			Derniers rangs d'inquiétude ≥ 2,1		
inondations	23	1,348	avalanches	13	3,538
froid	12	1,716	canicule	12	3,000
			Feux de forets	10	3,000
NC			incendies	9	3,222
			neige	17	2,353
			tempêtes	7	2,714
			1^{ère} périphérie		
Fréquence ≥ 7					
crues	3	1,333	chaleur extrême	5	3,000
orages	4	1,750	coulée de boue	3	2,667
vents violents	3	2,000	cyclones	6	3,500
1^{ère} périphérie			glissements de terrains	3	3,333
			ouragan	5	3,400
			séisme	5	4,400
Fréquence < 7			2^{ème} périphérie		

3.2. Le questionnaire de caractérisation

3.2.1. Les risques en France pour les EPA

Le tableau ci-dessous donne plusieurs distributions qui ont été classées par la moyenne, ce qui reflète la hiérarchisation des courbes. On identifie en premier lieu les éléments qui ont une forte probabilité d'appartenir au noyau central de la représentation. Ils sont identifiables par une distribution proche d'une courbe en « **J** » comme par exemple l'item « *dépression* » se trouvant en haut du tableau. La lecture de ce tableau nous laisse remarquer que les éléments comme « *isolement/solitude* », « *chômage* », « *dépression* », « *accidents de la route* », « *attentat/terrorisme* » et « *criminalité* » sont considérés comme étant les plus caractéristiques. On peut considérer que ces éléments constitueraient le NC de la représentation sociale des risques en France pour les EPA.

Nous repérons en bas du tableau les items identifiables par une courbe en « **J inversé** » ; ils sont considérés comme les moins caractéristiques et constitueraient la périphérie de la représentation. Ces items sont « *épidémies* », « *difficultés d'accès à l'éducation* », « *insécurité alimentaire* » et « *guerres civiles* ». Au milieu du tableau nous retrouvons deux catégories d'items : ceux qui forment une ou plusieurs vagues comme par exemple « *changement climatique* », « *consommation des drogues* », « *alcool/tabagisme* », « *feux de forêts* », « *inondations* », « *maladies sexuellement transmissibles* », ce sont des éléments contrastés, et ceux dont la distribution tend à prendre une forme proche d'une courbe en « **U** » comme dans le cas de l'item « *pauvreté* ». On peut faire l'hypothèse que cet item est source de division de la population en 2 sous-groupes aux visions contrastées.

Tableau 17 : RS des risques en France chez les EPA avec le questionnaire de caractérisation

Risques en France	1	2	3	4	5	Moyenne
Isolement/solitude	1	0	0	3	41	4.84
Chômage	0	0	0	7	38	4.84
Dépression	0	1	1	13	30	4.6
Accidents de la route	0	2	0	15	28	4.53
Attentats/Terrorisme	0	0	7	24	14	4.15
Criminalité	0	1	5	28	11	4.08
Pollution de l'environnement	1	0	14	29	1	3.64
Changement climatique	1	6	12	22	4	3.48
Consommation des drogues	0	7	24	13	1	3.17
Inondations	0	6	28	11	0	3.11
Alcoolisme/Tabagisme	0	20	21	2	2	2.68
Tempêtes	1	16	27	1	0	2.62
Feu des forêts/Incendies	1	18	24	2	0	2.6
Pauvreté	21	5	2	7	10	2.55
Exposition ou consommation des produits toxiques	6	27	11	1	0	2.15
Maladies Sexuellement transmissibles	9	31	3	2	0	1.95
Epidémies	27	17	1	0	0	1.42
Difficultés d'accès à l'éducation	30	14	1	0	0	1.35
Insécurité alimentaire	37	7	1	0	0	1.20
Guerres civiles	43	2	0	0	0	1.04

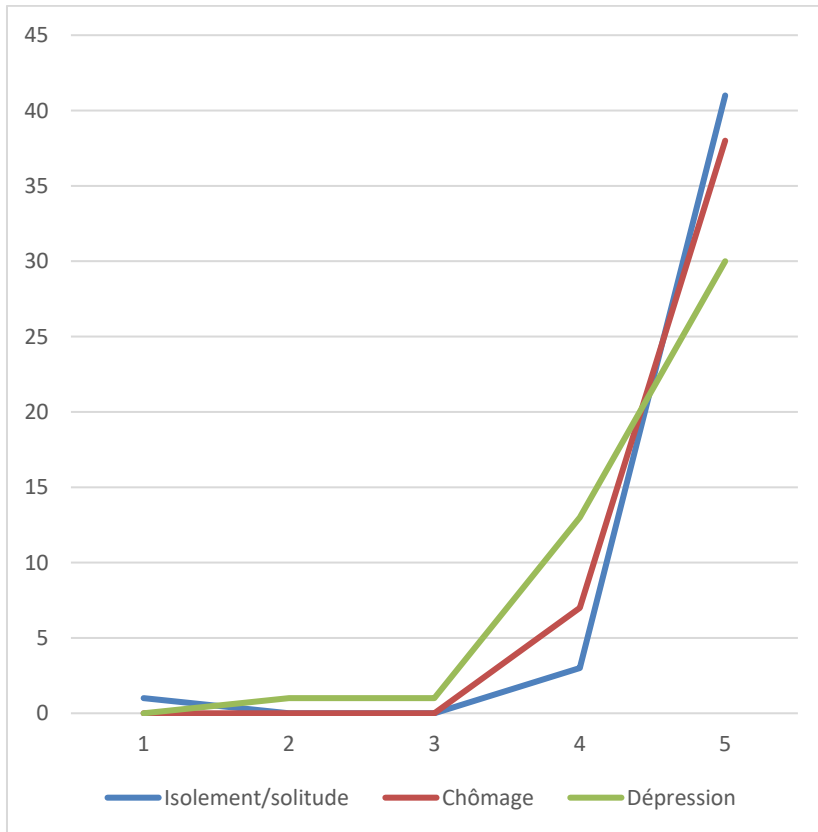


Figure 5 : Quelques éléments centraux de la RS des risques en France

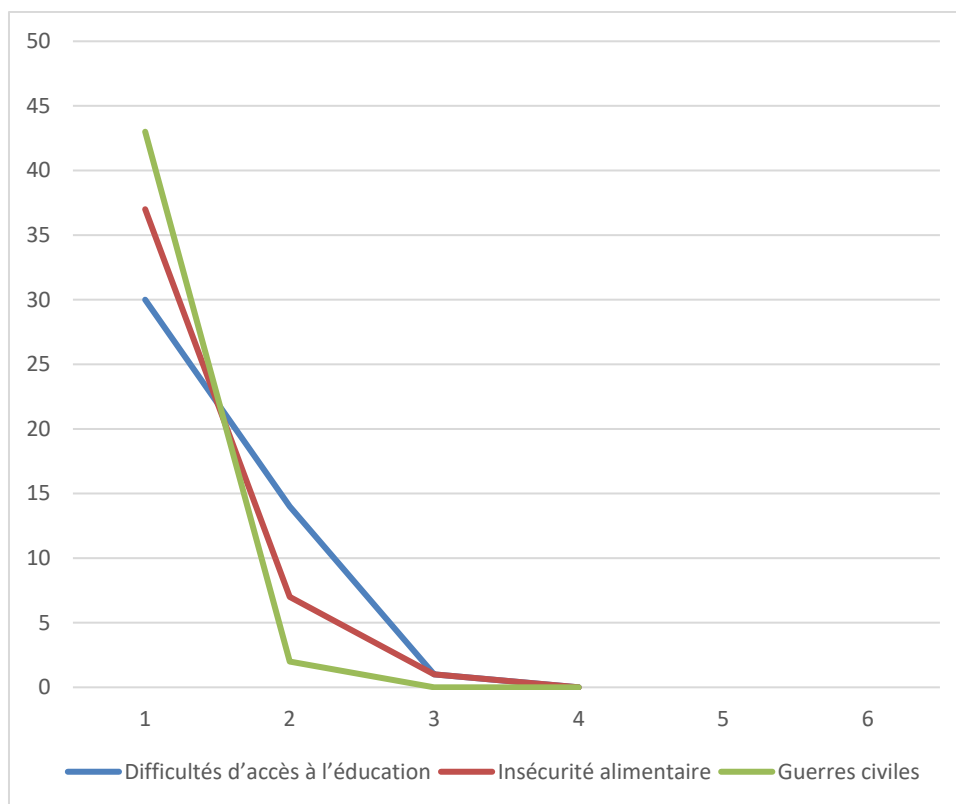


Figure 6 : Quelques éléments périphériques de la RS des risques en France

L'analyse des courbes des items de ce tableau permet ainsi de confirmer la structure des RS de ce groupe. Associées au calcul des moyennes nous avons confirmation que les termes « isolement/solitude », « chômage », « dépression » et « accidents de la route » sont des candidats au noyau central et qu'ils sont consensuels dans la population contrairement aux autres items.

3.2.2. Les risques en Afrique Centrale pour les EPA

Après le calcul des moyennes des items choisis et rejetés par les répondants, nous remarquons que les items « *pauvreté* », et « *chômage* » auxquels s'ajoutent « *insécurité alimentaire* », « *difficultés d'accès à l'éducation* », « *épidémies* », et « *accidents de la route* » se trouvant en haut du tableau sont les éléments les plus caractéristiques qui structurent la représentation pour les sujets et sont également ceux qui constituent le NC de la RS. Les items comme « *isolement/solitude* », « *dépression* », « *attentat/terrorisme* » sont considérés les moins caractéristiques des risques en Afrique Centrale. Ils appartiendraient à la périphérie de la RS.

Tableau 18 : Moyenne des items du questionnaire de caractérisation pour le groupe qui a l'intention de retourner dans leurs pays

Risques en Afrique Centrale	1	2	3	4	5	Moyenne
Pauvreté	1	0	0	1	43	4.88
Insécurité alimentaire	0	1	3	16	25	4.44
Difficultés d'accès à l'éducation	0	0	2	23	20	4.4
Chômage	1	0	0	29	15	4.26
Epidémies	0	0	2	33	10	4.17
Accidents de la route	0	2	3	29	11	4.08
Maladies Sexuellement transmissibles	1	0	8	27	9	3.95
Criminalité	2	2	30	9	2	3.15
Guerres civiles	0	0	0	3	24	2.93
Tempêtes	0	12	32	1	0	2.75
Inondations	3	13	23	5	1	2.73
Alcoolisme/Tabagisme	0	16	28	0	1	2.68
Feu des forêts/Incendies	3	10	32	0	0	2.64
Consommation des drogues	5	35	5	0	0	2
Exposition ou consommation des produits toxiques	15	24	5	1	0	1.82
Pollution de l'environnement	18	23	3	1	0	1.71
Changement climatique	27	16	0	1	1	1.51
Attentats/Terrorisme	26	16	3	0	0	1.48
Dépression	37	7	1	0	0	1.2
Isolement/solitude	43	1	1	0	0	1.06

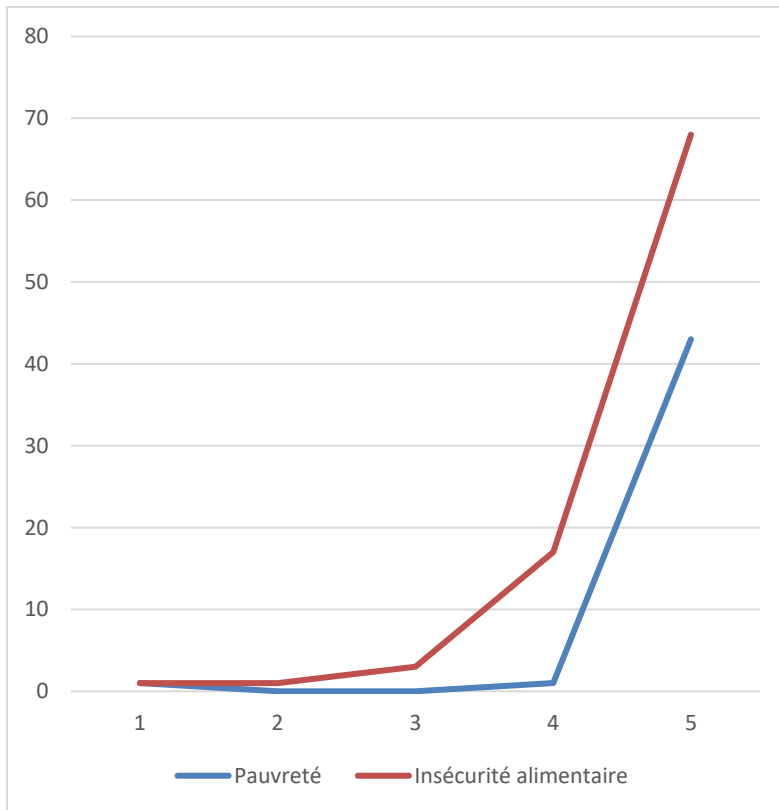


Figure 7 : Quelques éléments centraux de la RS des risques en Afrique Centrale

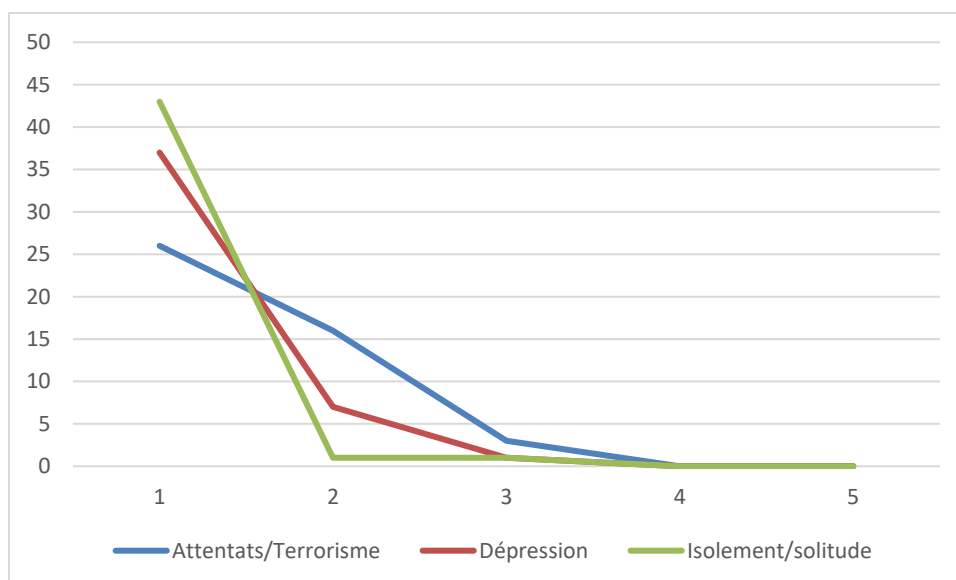


Figure 8 : Quelques éléments périphériques de la RS des risques en Afrique Centrale

3.3. Les associations libres des risques en Afrique centrale pour les EPA

Les données des associations libres et du questionnaire de caractérisation nous ont permis d'examiner la RS du risque pour le groupe des étudiants qui veulent retourner dans leurs pays. L'hypothèse en rapport avec leur représentation stipulait que les étudiants de ce groupe construiraient leurs représentations en se basant sur les difficultés rencontrées en France.

3.3.1. Les risques personnels en Afrique Centrale pour les EPA

Le groupe d'étudiants qui a l'intention de retourner dans leurs pays a produit un corpus de 210 mots et expressions. Le nombre moyen d'associations produites par l'individu est de 4,66. En croisant la fréquence avec le rang moyen d'inquiétude, nous obtenons une indication sur la position des items dans l'organisation de la représentation. Les items qui ont un rang moyen inférieur 2,3 sont considérés comme plus inquiétants et ceux ayant un rang moyen supérieur ou

égal à 2,3 sont considérés comme moins inquiétants. Ci-dessous, nous présentons un tableau qui indique la position des items les plus fréquemment cités ou moins cités et répartis selon qu'ils sont plus ou moins inquiétants.

La lecture de ce tableau nous renseigne sur l'importance et la fréquence des items. L'analyse des associations libres de ce groupe sous EVOC nous permet d'observer les réponses des étudiants du groupe qui a l'intention de retourner dans leurs pays d'origine. Ainsi, le croisement des indicateurs nous donne un tableau à quatre cases. En haut à gauche (case 1), nous trouvons les éléments qui sont les plus fréquemment cités et les plus inquiétants. Ces éléments considérés comme plus importants pour ce groupe sont « *chômage* » et « *pauvreté* » et appartiendraient au NC de leur représentation sociale des risques personnels en Afrique Centrale.

Nous trouvons dans la case en haut à droite (case 2) et dans la case en bas à gauche (case 3) les éléments qui ont soit une grande fréquence avec une moindre importance d'inquiétude, soit une faible fréquence et une grande importance d'inquiétude. Ce sont les éléments comme « *corruption* », « *dictature* », « *maladies* », « *malnutritions* », « *manque d'infrastructures* » et « *misère* » et qui formeraient la 1^{ère} périphérie.

Les éléments se trouvant en bas à droite (case 4) qui sont peu fréquents et de moindre inquiétude appartiendraient à la 2^{ème} périphérie. Ce sont les éléments comme *SIDA*, *accidents de la circulation*, *corruption*, *faible niveau d'éducation*, *guerres civiles*, *ignorance*, *insécurité*, *manque de soins* et *violence*.

Tableau 19 : RS et risques personnels en Afrique Centrale pour le groupe qui a l'intention de retourner dans leurs pays

Premiers rangs d'inquiétude < 2,3			Derniers rangs d'inquiétude ≥ 2,3		
chômage	8	1,875	corruption	7	2,333
pauvreté	9	1,333			
NC			1^{ère} périphérie		
Fréquence ≥ 7					
dictature	5	1,600	SIDA	3	3,333
maladies	5	2,000	Accidents de circulation	3	3,333
malnutrition	4	1,500	Faible niveau d'éducation	3	3,333
Manque d'infrastructures	4	2,000	Guerres civiles	3	3,667
misère	4	2,250	ignorance	3	3,333
			insécurité	4	2,500
1^{ère} périphérie			manque de soins	3	3,667
			violence	3	4,000
2^{ème} périphérie					
Fréquence < 7					

Nous retrouvons dans les associations libres le NC commun aux deux groupes. Il est intéressant de voir que les RS des risques en Afrique pour les deux groupes sont axées sur l'aspect économique, où le taux de chômage reste plus élevé que dans le reste du monde. Les systèmes politiques des pays de la sous-région caractérisée surtout par la dictature, la corruption et la mauvaise gouvernance font que ces pays restent parmi les pays les plus sous-développés du monde. La pauvreté, accentuée par le chômage de masse surtout dans la population jeune amplifie le mécontentement des populations qui la principale cause de formation des groupes armés et la conséquence est que la sous-région est caractérisée par les guerres civiles.

3.3.2. Les risques naturels en Afrique Centrale pour les EPA

Les résultats de l'analyse des associations libres pour les risques naturels en Afrique Centrale montrent que le NC de la RS du risque est constitué du terme « *inondations* » et « *pluies abondantes* » ; ce sont les termes à la fois les plus fréquents et les plus inquiétants. La première périphérie comprend les expressions « *désertification* », « *sécheresse* », « *famines* ». Les termes « *épidémies* », « *érosion* », « *éruption volcanique* », « *invasion des insectes* », « *réchauffement climatique* », « *séisme* », « *tempêtes* », « *tremblement de terre* » et « *vents violents* » appartiennent à la 2^{ème} périphérie. Ces risques sont surtout liés au climat et accentués par la situation géographique de la sous-région. Le manque de moyens nécessaires fait que cette sous-région est en proie aux intempéries et aux aléas climatiques, causant les famines. La représentation sociale du risque est construite autour d'éléments qui sont un frein au bien-être et à l'épanouissement des populations, surtout au développement de ces pays.

Tableau 20: RS et risques naturels en Afrique Centrale chez les EPA

Premiers rangs d'inquiétude < 1,8			Derniers rangs d'inquiétude ≥ 1,8		
Inondations	23	1,522	Désertification	10	3,100
Pluies abondantes	11	1,857	Sécheresse	20	2,400
NC			1^{ère} Périphérie		
Fréquence ≥ 8					
Famines	7	1,714	Epidémies	3	2,333
			Erosion	4	2,250
			Eruption volcanique	3	3,000
			Invasion des insectes	4	3,500
			Réchauffement climatique	3	4,000
			Séisme	5	3,000
			Tempêtes	3	2,333
			Tremblements de terre	5	4,000
			Vents violents	3	3,000
			2^{ème} Périphérie		
Fréquence < 8					

4.COMPARAISON DES DEUX GROUPES AVEC LE DIAGRAMME DE KENDALL (CARACTERISATION)

Dans son étude sur les filles franco-maghrébines, Gaymard (2003) a utilisé le diagramme de Kendall pour comparer les deux groupes.

Le diagramme de Kendall permet de montrer le degré de concordance entre deux classements en alignant verticalement les moyennes de la plus élevée à la plus faible pour les deux groupes et en reliant ensuite les mêmes items. Ceci permet de visualiser les « consensus » et les « différences » entre les deux groupes.

4.1. Les risques en France

En reliant les items des deux groupes pour les risques en France, nous remarquons les items qui ont une différence importante et ceux qui la même moyenne (ou presque). Pour certains items il y a une différence potentiellement significative.

On remarque que les moyennes du groupe qui a l'intention de s'installer en France (EPF) restent supérieures dans le haut du graphique à celles de l'autre groupe (EPA) mais les deux groupes considèrent ces items comme importants en France. Pour les items « *isolement/solitude* et « *dépression* », nous remarquons une différence marquée. Le groupe de ceux qui veulent retourner dans leurs pays (EPA) considère que ces items sont plus caractéristiques pour la France. Comme nous nous y attendions, ce groupe d'étudiants a mis en évidence ce qui pourrait s'expliquer par les difficultés d'intégration et d'adaptation qu'ils auraient eues. L'accent mis sur la solitude et la dépression fait penser que ces étudiants ont eu des difficultés à entrer en contact avec les autres pour s'intégrer ou solliciter une aide de quelque nature qu'elle soit. Le fait d'avoir rencontré ces difficultés, de se sentir seuls sans personne vers qui se tourner, est une raison pour laquelle ils souhaitent retourner dans leurs pays.

Diagramme de KENDALL : Les risques en France pour les deux groupes

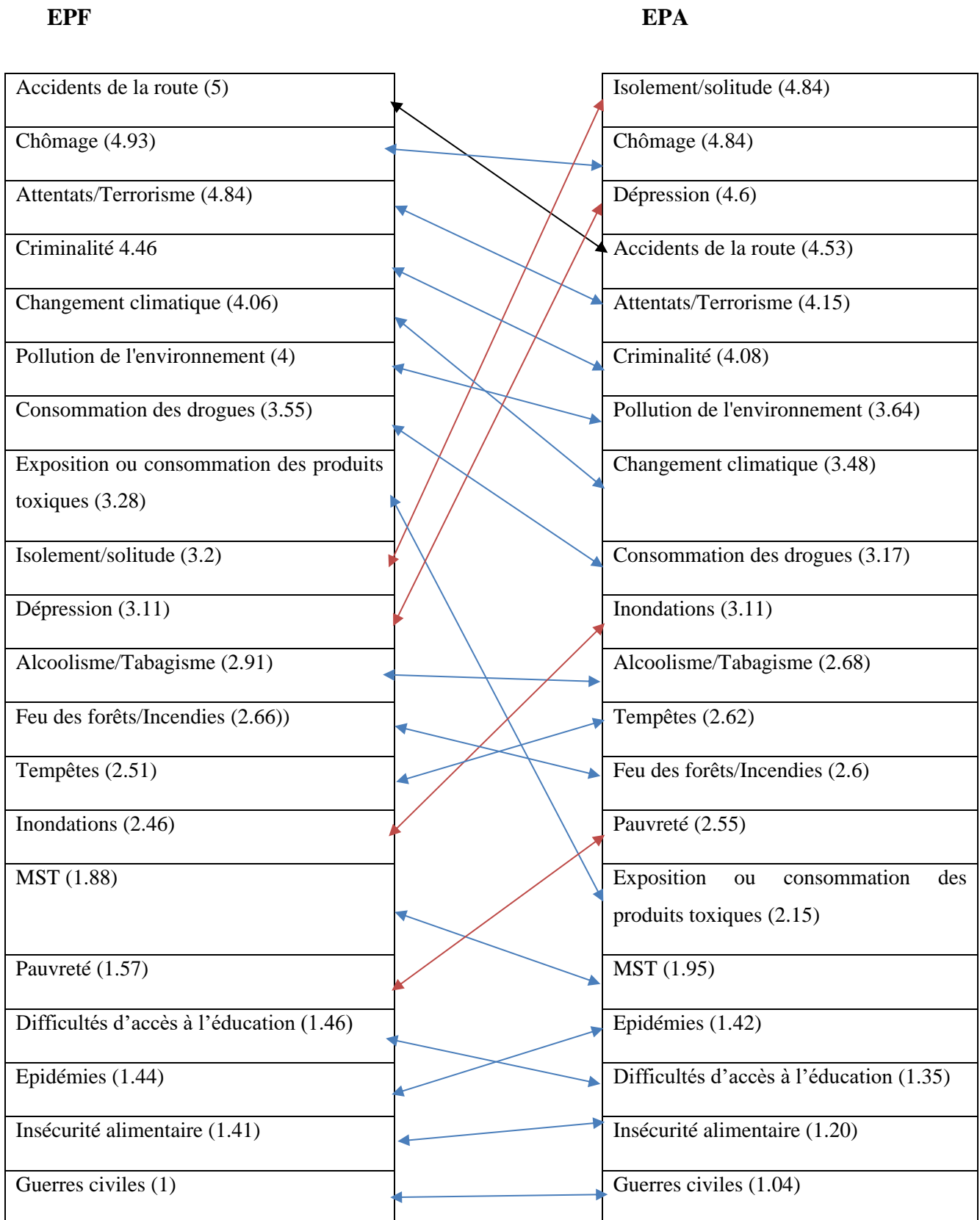


Figure 9 : Diagramme de Kendall : les risques en France pour les deux groupes

Nous remarquons également une différence marquée sur l'item « pauvreté », même si cet item caractérise moins la France (1.57) pour le groupe qui veut rester (EPF) que pour le groupe qui veut repartir (2.55).

On peut en déduire que suite aux difficultés d'adaptation et d'intégration rencontrées en France, ces étudiants ont eu des difficultés financières liées au manque de travail, ils ont traversé une période difficile pour couvrir tous les besoins primaires.

4.2. Les risques en Afrique Centrale

Pour les risques en Afrique Centrale, le diagramme de Kendall permet de comparer les moyennes des deux groupes pour visualiser le degré de concordance et les différences. Les deux groupes considèrent que la pauvreté est le plus caractéristique des risques en Afrique Centrale. Nous remarquons une différence importante entre les deux groupes sur l'item « guerres civiles » dont la moyenne est de 4.73 pour le groupe qui a l'intention de s'installer en France (EPF) et de 2.93 pour le groupe qui a l'intention de retourner dans leur pays (EPA). Pour le premier, l'Afrique Centrale est une région ravagée par les guerres civiles tandis que le deuxième groupe ne considère pas les guerres civiles comme un risque majeur en Afrique Centrale. L'item chômage présente une différence pour les deux groupes car la moyenne du groupe qui veut s'installer en France est de 4.42 et celle du groupe qui veut retourner est de 4.26 mais la position de cet item montre qu'il est très important pour les deux groupes.

Les risques en Afrique Centrale pour les deux groupes.

EPF

EPA

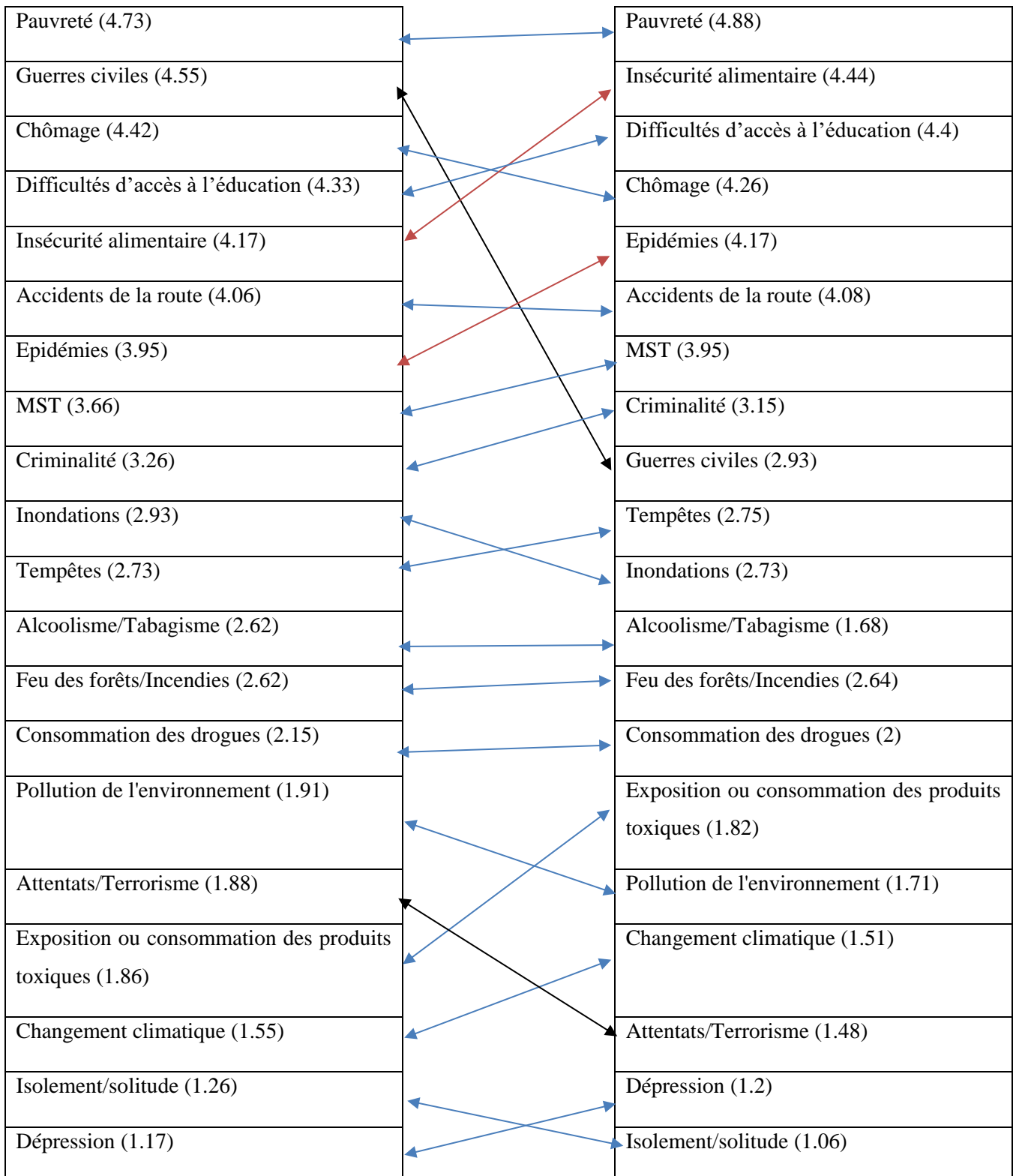


Figure 10 : Diagramme de Kendall : les risques en Afrique Centrale

On s'attendait ce que le groupe qui a l'intention de retourner dans son pays (EPA) décrive l'Afrique Centrale comme ayant moins de risques graves car ils préfèrent y retourner. La comparaison des moyennes montre que les deux groupes considèrent l'Afrique Centrale comme exposée aux graves risques comme la pauvreté, le chômage, les difficultés d'accès à l'éducation, l'insécurité alimentaire ou les accidents de la route car ils sont les plus caractéristiques. Ceci s'explique par le fait que les deux groupes connaissent la gravité des risques en Afrique Centrale mais le groupe qui a l'intention de retourner dans son pays est prêt à faire face à ces risques au lieu de rester en France car, comme on l'a vu, ils ont eu des difficultés à leur arrivée en France, ce qui renforce le désir de repartir chez eux.

5.RESULTATS AVEC L' ALGEBRE DE BOOLE

5.1.Compensations du groupe ayant l'intention de s'installer en France (EPF)

5.1.1. Illustration des risques en Afrique Centrale et analyses booléennes

Le tableau suivant présente les résultats des étudiants qui veulent s'installer en France par rapport aux risques en Afrique Centrale. Nous pouvons lire dans ce tableau deux informations importantes :

Aucun étudiant ne déclare en même temps que l'insécurité alimentaire n'est pas caractéristique des risques en Afrique Centrale et que la criminalité est caractéristique. La minorité qui déclare que la criminalité n'est pas caractéristique, déclare aussi que l'insécurité alimentaire n'est pas caractéristique.

Tableau 21 : Tableau croisé criminalité/insécurité alimentaire pour les risques en Afrique Centrale chez le groupe ayant l'intention de s'installer en France

Criminalité Insécurité alimentaire \	-2	-1	0	+1	+2	Total
-2	0	0	1	0	0	1
-1	0	1	0	0	0	1
0	1	0	0	1	1	3
+1	0	4	10	6	3	23
+2	1	1	8	7	0	17
Total	2	6	19	14	4	45

Tableau 22 : Tableau à 4 cases obtenu à partir du regroupement des modalités positives et négatives

		Criminalité		
		-	+	
Insécurité alimentaire	-	2	0	2
	+	25	18	43
		27	18	45

Autrement dit, les étudiants en majorité (43) déclarent que l'insécurité alimentaire est un risque très important pour l'Afrique Centrale. Deux étudiants qui s'écartent de la majorité en déclarant

que l'insécurité alimentaire n'est pas caractéristique pour l'Afrique centrale compensent en disant que la criminalité n'est pas caractéristique non plus des risques en Afrique Centrale. Cette minorité a une représentation partiellement différente de celle du reste de la population, mais pour ne pas trop s'écarter de l'opinion de la majorité, elle affiche **une structure compensatoire**.

Ces étudiants qui ont l'intention de s'installer en France en comparant la situation de leurs pays et la France soulignent une grande différence au niveau économique, l'insécurité alimentaire y règne, ce qui peut être l'une des raisons qui les incite à ne plus vivre en Afrique centrale et s'installer définitivement en France pour intégrer un nouvel environnement favorable.

Sur le même principe, le tableau suivant croise les items chômage et solitude.

Tableau 23 : Tableau croisé chômage/isolement ou solitude pour les risques en Afrique Centrale chez le groupe des étudiants ayant l'intention de s'installer en France

Isolement	-2	-1	0	+1	+2	Total
Chômage						
-2	1	0	0	0	0	1
-1	0	2	0	0	0	2
0	0	0	0	0	0	0
+1	16	0	0	0	0	16
+2	22	1	1	1	1	26
Total	39	3	1	1	1	45

Tableau 24 : Tableau à 4 cases obtenu à partir du regroupement des modalités positives et négatives

		Isolement/solitude		
		-	+	
Chômage	-	3	0	3
	+	39	3	42
		42	3	45

Aucun étudiant ne considère le chômage comme non caractéristique de l’Afrique Centrale et l’isolement/solitude comme caractéristique de l’Afrique Centrale. La majorité dit que le chômage est caractéristique de l’Afrique Centrale et que l’isolement ne l’est pas.

La majorité (42/45) déclare que le chômage est caractéristique pour l’Afrique Centrale, 3 étudiants qui déclarent que le chômage n’est pas caractéristique pour l’Afrique Centrale, pour ne pas trop s’écarter de la majorité déclarent que l’isolement/solitude n’est pas non plus un risque important pour l’Afrique Centrale ce qui leur permet d’intégrer la majorité sur ce point.

Ces étudiants considèrent que leurs pays sont frappés par un taux de chômage très élevé, ils n’y voient pas un bon avenir. Ceci peut expliquer l’une des raisons qui fait qu’ils planifient de ne plus retourner dans leurs pays. Un petit nombre d’étudiants qui considèrent que le chômage n’est pas une menace pour leurs pays affirment que l’isolement/solitude n’est pas non plus un risque important dans leurs pays pour pallier cette différence.

Suivant le modèle de Gaymard (2003), nous avons regroupé les items en quatre catégories

1. Les items en rapport avec la santé (**SA**): Les étudiants planifient leur projet en se basant sur le système sanitaire et la prise en charge des soins médicaux dans les deux environnements. (Dépression, MST, épidémies, alcoolisme/tabagisme, consommation de drogues, consommation/exposition aux produits toxiques, accidents de la route)
2. Les items en rapport avec l'environnement (**ENV**): (pollution de l'environnement, changement climatique, inondations, tempêtes, feux de forêt/incendies)
3. Les items qui évoquent l'exclusion (**EXCL**): (isolement/solitude, chômage, pauvreté, difficultés d'accès à l'éducation, insécurité alimentaire). Les étudiants soulignent le système socio-économique de deux environnements.
4. Les items en rapport avec le climat géopolitique (**CGEO**): le climat géopolitique a une grande importance pour les sujets (attentat/terrorisme, criminalité, guerres civiles)

Quelques formules booléennes illustrent les caractéristiques des EPF.

En donnant l'exemple de l'interprétation pour la première analyse, nous trouvons que la majorité des étudiants (42/45) déclarent que le chômage est un risque important pour l'Afrique centrale ; la minorité (3 étudiants) qui ne considèrent pas le chômage comme un risque important compense par ce qui est entre parenthèses.

Analyses booléennes des étudiants qui ont comme projet de s'installer en France pour les risques en Afrique Centrale

Toutes les compensations sont le fait des minorités.

➤ **Chômage (déclarer que le chômage n'est pas caractéristique implique...)**

(Isolement/solitude **EXCL**

ET Accidents de la route **SA**

Changement climatique) **ENV**

➤ **Pauvreté**

(Epidémies

ET

Exposition/consommation des produits toxiques

ET

Accidents de la route **SA**

ET

Isolement/solitude **EXCL**

Changement climatique)

ENV

➤ **Guerres civiles**

(Changement climatique

ENV

ET

Epidémies

Et

Accidents de la route)

SA

➤ **Epidémies**

(Chômage

ET

Changement climatique

ENV

ET

Criminalité

ET

Guerres civiles)

CGEO

➤ **Insécurité alimentaire**

(Isolement/solitude

ET

Pauvreté

EXCL

Changement climatique

ENV

ET

Criminalité

CGEO

ET

Accidents de la route)

SP

5.1.2. Illustration des risques en France et analyses booléennes

Analyses booléennes des étudiants qui ont comme projet de s'installer en France pour les risques en France.

➤ **MST**

(Isolement/solitude

SA

ET

Changement climatique

ET

Pollution de l'environnement)

ENV

➤ **Exposition/consommation des produits toxiques**

(Changement climatique

ET

Pollution de l'environnement

ENV

ET

Pauvreté

EXCL

ET

MST)

SA

Inondations

(Changement climatique

ET

Pollution de l'environnement

ENV

ET

Pauvreté

ET

MST)

SA

➤ **Consommation des drogues**

(Changement climatique

ET

Pollution de l'environnement

ENV

ET

MST

SA

ET

Pauvreté)

EXCL

➤ **Dépression**

(Changement climatique

ET

Pollution de l'environnement

ENV

ET

Pauvreté)

SA

Le groupe des étudiants qui ont l'intention de s'installer en France présentent des structures logiques pour l'Afrique Centrale et pour la France. Il est intéressant de voir que pour l'Afrique Centrale, les structures logiques de ce groupe sont surtout basées sur les thèmes plus pertinents en rapport avec la situation socio-économique, 3 thèmes se rapportant à l'exclusion (chômage, pauvreté et insécurité alimentaire), 1 thème en rapport avec la géopolitique et 1 thème renvoyant à la santé publique tandis que pour la France, les structures logiques de ce groupe sont basées sur le problème de santé publique (4 thèmes : MST, drogues, dépression, exposition aux produits toxiques) et 1 thème lié à l'environnement (inondations).

D'une part, nous pouvons constater que les structures compensatoires de ce groupe sont basées sur la situation socio-économique. La majorité des étudiants considèrent que l'Afrique Centrale est confrontée à un taux de chômage très élevé, et surtout dans la population jeune, pour cette raison ils n'ont pas l'intention de retourner dans leurs pays pour faire face à ce problème. Ils font des études c'est bien, mais après leurs études ils vont faire quoi si dans la recherche d'emploi, la demande est largement supérieure à l'offre ?

Non seulement l'Afrique Centrale fait face à un taux de chômage très élevé mais aussi elle est ravagée par les guerres civiles, les épidémies et la pauvreté, ce qui engendre l'insécurité

alimentaire. Nous pensons que c'est pour cette raison qu'ils envisagent de s'installer définitivement en France pour un avenir meilleur. La minorité des étudiants qui s'écartent de la majorité en déclarant que le chômage, les guerres, la pauvreté, l'insécurité alimentaire et les épidémies ne sont pas caractéristiques de l'Afrique Centrale, éprouve un besoin important de compenser cet écart en se ralliant à la majorité et compensent par les items entre parenthèses. Si nous prenons par exemple l'item « chômage », nous constatons que la majorité déclare qu'il y a un taux de chômage élevé en Afrique Centrale. La minorité qui dit qu'il n'y a pas de chômage se joint à la majorité en affirmant que l'isolement et le changement climatique ne sont pas caractéristiques et que les accidents de la route le sont.

Pour l'item « guerres civiles », la majorité considère que l'Afrique Centrale est caractérisée par les guerres, la minorité qui s'écarte de la majorité en disant que les guerres civiles ne sont pas caractéristiques compense en déclarant que le changement climatique n'est pas caractéristique, les épidémies et les accidents de la route le sont.

En ce qui concerne l'item pauvreté, la majorité déclare que l'Afrique Centrale fait face au problème de pauvreté. La minorité qui dit le contraire compense en déclarant comme la majorité que le changement climatique n'est pas caractéristique pour la sous-région, que les épidémies sont fréquentes dans la sous-région, que l'isolement et/ou la solitude ne caractérise pas la sous-région et qu'il y a plus d'accidents de la route.

Nous remarquons également que la majorité des étudiants déclare que l'Afrique Centrale fait face à l'insécurité alimentaire. La minorité qui déclare que l'insécurité alimentaire n'est pas caractéristique pour l'Afrique Centrale compense en déclarant comme la majorité qu'il n'y a pas de problème d'isolement/solitude, que le changement climatique ne menace pas l'Afrique

Centrale, que la pauvreté est caractéristique pour la sous-région, qu'il y a moins de criminalité et qu'il y a beaucoup d'accidents de la route.

Nous constatons que la majorité des étudiants déclare que les guerres civiles ont ravagé la sous-région, la minorité qui ne trouve pas que les guerres sont caractéristiques pour l'Afrique Centrale, compense en déclarant comme la majorité que le changement climatique n'est pas caractéristique, que les épidémies sont fréquentes et que les accidents de la route sont nombreux en Afrique Centrale.

Dans leurs structures compensatoires, nous constatons que les étudiants en majorité ont déclaré que les épidémies sont caractéristiques pour l'Afrique Centrale. La minorité qui a déclaré le contraire, compense en déclarant comme la majorité que le taux de chômage y est élevé, que les guerres civiles sont caractéristiques de la sous-région et que le changement climatique et la criminalité ne sont pas caractéristiques.

D'autre part, nous trouvons que, dans ce même groupe d'étudiants, les structures compensatoires pour les risques en France sont basées surtout sur le problème de santé publique, ce qui leur paraît moins grave et gérable par rapport à la situation socio-économique et le climat géopolitique de leurs pays. Ces étudiants, en faisant la comparaison des deux environnements, trouvent supportables ces problèmes de santé publique liés à la drogue, l'alcool, la dépression, ou le fait d'être exposé aux produits toxiques, raison pour laquelle ils envisagent de ne plus retourner dans leurs pays. Dans leurs structures compensatoires, les écarts à la majorité impliquent surtout les problèmes liés à l'environnement, comme par exemple la pollution de l'environnement qui engendre le changement climatique.

Pour l'item « exposition/consommation des produits toxiques », la majorité des étudiants déclare que c'est un risque important pour la France, la minorité qui s'écarte de la majorité en déclarant que l'exposition/consommation des produits toxiques n'est pas caractéristique pour la France, pour compenser, se rallie à la majorité en déclarant que la pollution et le changement climatique sont aussi des risques importants pour la France et que la pauvreté et les MST ne sont pas caractéristiques pour la France comme l'a déclaré la majorité.

Pour l'item « consommation des drogues », les étudiants en majorité déclarent que cet item est caractéristique pour la France. Pour pallier cet écart de la minorité, cette dernière se joint à la majorité en déclarant que le changement climatique et la pollution sont caractéristiques pour la France et que la pauvreté et les MST ne sont pas les risques importants pour la France.

Il est intéressant de voir que pour ce qui est de l'item « dépression », en le croisant avec les items « changement climatique » et « pollution de l'environnement », d'une part, la majorité déclare que la dépression n'est pas caractéristique pour la France, la minorité qui déclare que la dépression est caractéristique pour la France compense en affirmant comme la majorité que le changement climatique et la pollution de l'environnement sont également des risques importants pour la France comme l'avait déclaré la majorité.

D'autre part, en croisant l'item « dépression et pauvreté », nous constatons que la majorité déclare que la dépression n'est pas caractéristique pour la France. La minorité qui s'écarte de la majorité en déclarant que la dépression n'est pas un risque important pour la France, pour ne pas s'écarter de la majorité, elle déclare que la pauvreté n'est pas non plus caractéristique pour la France. Ce qui fait que ces étudiants n'ont pas l'intention de retourner dans leurs pays d'origine.

5.2. Compensations du groupe ayant l'intention de retourner dans leur pays (EPA)

5.2.1. Illustration des risques en France et analyses booléennes

➤ Criminalité

(Isolement/solitude

EXCL

ET

Accidents de la route

ET

MST

ET

Dépression

ET

Alcoolisme/tabagisme

SA

ET

Pollution de l'environnement)

ENV

➤ **MST**

(Isolement/solitude

EXCL

ET

Changement climatique

ET

Pollution de l'environnement

ENV

ET

Criminalité

CGEO

ET

Consommation des drogues

ET

Alcoolisme/tabagisme)

SA

➤ **Attentat/terrorisme**

(Isolement/solitude

EXCL

ET

Dépression

ET

Alcoolisme/tabagisme

ET

Accidents de la route

SA

ET

Changement climatique)

ENV

➤ **Accidents de la route**

(Changement climatique

ET

Pollution de l'environnement

ENV

ET

Pauvreté

EXCL

ET

Criminalité

ET

Attentat/terrorisme

CGEO

ET

Alcoolisme/tabagisme)

SA

➤ **Dépression**

(Pauvreté

EXCL

ET

MST

SA

ET

Attentat/terrorisme

CGEO

5.2.2. Illustration des risques en Afrique Centrale et analyses booléennes

➤ Insécurité alimentaire

(Isolement/solitude

ET

Pauvreté

EXCL

ET

Criminalité

CGEO

ET

MST

SA

➤ **Epidémies**

(Pauvreté

EXCL

ET

Criminalité

CGEO

ET

Accidents de la route

ET

Alcoolisme/tabagisme)

SA

➤ **Isolement/solitude**

(Criminalité

CGEO

ET

MST

ET

Alcoolisme/tabagisme)

SA

➤ **Criminalité**

(Isolement/solitude

EXCL

ET

Accidents de la route

ET

MST

ET

Alcoolisme/tabagisme

SA

ET

Difficultés d'accès à l'éducation

ET

Insécurité alimentaire

EXCL

ET

Attentat/terrorisme)

CGEO

➤ **Accidents de la route**

(Isolement/solitude

ET

Difficultés à l'éducation

ET

Insécurité alimentaire

EXCL

ET

Dépression

ET

Alcoolisme/tabagisme

ET

Epidémies

ET

MTS

SA

ET

Criminalité

ET

Attentat/terrorisme)

CGEO

Les étudiants de ce groupe (EPA) présentent des structures logiques pour les deux environnements (France et Afrique Centrale). Leurs structures logiques pour la France sont surtout basées sur les thèmes en rapport avec la santé publiques (3 thèmes : MST, Dépression et accidents de la route) et 2 thèmes en rapport avec la géopolitique (criminalité et attentat/terrorisme). Pour l'Afrique Centrale, leurs structures logiques sont basées sur 2 thèmes de la santé publique (MST et accidents de la route), 1 thème de la géopolitique (criminalité) et 1 thème en rapport avec l'exclusion (insécurité alimentaire).

Sur le plan de la santé publique, nous constatons que la majorité des étudiants déclare qu'en France il n'y a pas de risque d'attraper les MST, les écarts à la majorité impliquent que ce

groupe d'étudiants déclarent qu'il y a un grand risque de tomber dans l'isolement/solitude, que la France fait face au changement climatique et à la pollution de l'environnement. Ces étudiants déclarent également qu'il y a un grand risque de sombrer dans les drogues et dans l'alcool ainsi qu'un grand risque d'être victime de la criminalité par rapport à leurs pays.

Toujours dans le domaine de la santé publique, la majorité déclare qu'il y a un grand risque d'être victime d'accidents de la route, les écarts à la majorité impliquent que ces étudiants déclarent que la France fait face au changement climatique et à la pollution de l'environnement. Il y a également un risque de pauvreté, d'être victime de criminalité, d'être exposé aux attentats et au terrorisme et un grand risque de sombrer dans l'alcool.

Sur le plan géopolitique, nous constatons que la majorité de ce groupe d'étudiants déclare qu'il y a un taux élevé de criminalité en France, les écarts à la majorité impliquent que ces étudiants déclarent qu'il y a un grand risque de solitude et isolement, d'être victime d'accidents de la route, tomber dans la dépression, sombrer dans l'alcoolisme/tabagisme et qu'il y a de la pollution en France et que les MST ne sont pas caractéristiques pour la France.

En ce qui concerne les attentats/terrorisme, la majorité des étudiants déclare que la France est exposée au risque de subir les attentats/terrorisme, les écarts à la majorité impliquent que ce groupe d'étudiants déclare qu'il y a aussi l'isolement, la dépression, les accidents de la route, le changement climatique. Pour l'item « criminalité », nous constatons que la majorité des étudiants déclare que la criminalité est caractéristique pour la France, la minorité qui s'écarte compense en déclarant comme la majorité que l'isolement, les accidents de la route, la dépression, l'alcoolisme/tabagisme et la pollution de l'environnement sont aussi

caractéristiques pour la France. En croisant les items criminalité et MST, la majorité déclare que la criminalité est caractéristique pour la France, la minorité pour compenser se range du côté de la majorité en déclarant que les MST ne sont pas caractéristiques pour la France.

Dans notre étude, l'analyse booléenne nous a permis de repérer, dans une population totale d'étudiants, les réponses majoritaires mais aussi d'observer qu'il y a une sous-population minoritaire ayant une représentation partiellement différente du reste de la population qui s'écarte de la majorité. Cette minorité, pour se conformer à la majorité et rester dans la norme de l'ensemble du groupe élabore des structures compensatoires.

QUATRIEME PARTIE :
DISCUSSION ET CONCLUSION

Ce travail de recherche est basé sur la Théorie des RS et en particulier l'approche structurale Aixoise (Abric, 1976, Flament, 1987).

Ces travaux visaient à expliquer comment les étudiants d'Afrique Centrale qui font leurs études en France construisent leurs représentations sociales en rapport avec le risque selon qu'ils ont un projet de s'installer en France ou qu'ils ont l'intention de retourner dans leurs pays d'origine. Notre population était divisée en deux groupes : le groupe d'étudiants qui a comme projet de s'installer en France (EPF) et le groupe d'étudiants qui veulent retourner en Afrique (EPA).

Pour ce faire, nous avons tenté, à travers une approche pluri méthodologique et dans un objectif à la fois d'exploration et de vérification, d'appréhender les RS des étudiants concernant les RS des risques dans différents contextes pour voir comment elles sont construites selon leurs projets de vie et comment ces RS leur permettent de faire face aux situations qu'ils vivent. En effet, dans le champ spécifique des RS et des risques, la construction de ces modes de pensée répond au besoin d'affronter ces situations (Gaymard, 2012 ; Joffe, 2003 ; Joffe & Lee, 2004). Les RS dans ce cadre ont donc une fonction spécifique.

En déclinant notre hypothèse de départ qui postulait que « Les représentations sociales des risques chez les étudiants qui veulent rester en France diffèrent de celles des étudiants qui veulent retourner dans leurs pays d'origine », nous nous attendions à ce que l'appropriation du risque puisse être interprétée de la manière suivante. Nous pensons que, d'une part les étudiants ayant l'intention de s'installer en France axeraient leurs RS sur la gravité des risques dans les pays de l'Afrique Centrale, les poussant à vouloir s'installer définitivement en France. D'autre part, les étudiants voulant retourner dans leurs pays construiraient leurs RS autour des difficultés rencontrées en France et surtout liées au problème d'adaptation à un nouvel environnement.

Dans notre travail, nous avons eu recours à deux approches. Le choix de la méthodologie dans l'étude des RS est déterminé par l'objet d'étude et la population mais l'approche multi-méthodologique est celle qui répond le mieux à la prise en compte de la complexité des RS.

En ce qui concerne le recueil des données relatives au contenu des représentations et l'organisation de celles-ci, nous avons choisi la méthode des associations libres et le questionnaire de caractérisation qui ont été souvent associés dans des thématiques diverses (e.g. Gaymard & Joly, 2013 ; Gaymard & Lethielleux, 2015 ; Gaymard, Taunay & Amato, 2019).

Par ailleurs nous avons dans ce travail amené deux approches originales. D'une part l'approche hiérarchisée des associations libres s'est faite avec un nouvel indicateur : le rang d'inquiétude, qui nous paraît très pertinent dans la gestion des risques car il intègre des aspects émotionnels ; d'autre part l'Algèbre de Boole qui, en dehors des travaux de Flament (1976) et de Gaymard (2002, 2003), n'a pas, à notre connaissance, été utilisé.

Cette approche nous a permis d'approfondir le contenu des RS, leur organisation en fonction des projets des étudiants (étudiants projet France – EPF et étudiants projet Afrique – EPA) , et de dégager les structures compensatoires qui confirment que les aspects normatifs « minoritaires » génèrent selon l'analyse booléenne, des structures compensatoires. De manière plus générale, il s'agit de mettre en évidence la pertinence de la conception selon laquelle, la RS est un système normatif (Flament, 1999), les normes répondent à plusieurs modèles et les écarts sont intégrés dans le système (Gaymard, 2003, 2014, 2016).

La discussion suit les parties du plan c'est-à-dire, les associations libres (AL) des risques en France, le questionnaire de caractérisation, les associations libres (AL) des risques en Afrique Centrale et l'Algèbre de Boole.

1. RS ET RISQUES CHEZ LES EPF

Les AL des risques en France

L'analyse des données recueillies avec les associations libres sur les risques personnels en France laisse voir que le NC de la RS des étudiants est composé des éléments « *chômage* » et « *accidents de la route* ». Ces éléments sont les plus fréquents et les plus inquiétants pour ce groupe. La première périphérie comprend des éléments davantage liés à des problèmes d'intégration en France (par exemple *solitude, isolement, discrimination*). Il faut aussi noter dans cette première périphérie l'importance du terrorisme.

Le fait que la RS soit structurée autour des accidents de la route et du chômage, risques les plus inquiétants appellent deux remarques. Tout d'abord il faut savoir que dans les pays en développement la question de la sécurité routière est importante (Gaymard & Tiplica, 2017 ; OMS, 2004) mais en réalité elle est dépassée par des problématiques qui sont considérées plus importantes comme la famine. Le fait que ce risque ressorte en France est selon nous en lien avec l'actualité (la sécurité routière est un thème d'actualité et la France ne fait pas partie des pays Européens qui détiennent les meilleurs chiffres). Le chômage traduit quant à lui une inquiétude partagée des jeunes en situation d'étude sachant que ce groupe a comme projet de s'installer en France. Même si l'insertion professionnelle des diplômés est en amélioration selon des chiffres de 2018¹, les étudiants étrangers rencontrent d'autres problématiques.

Concernant les risques naturels en France, les inondations, le froid et la neige représentent ce qui est le plus fréquent et le plus inquiétant. Selon ce NC, la représentation traduit une difficulté d'acclimatation des étudiants originaires d'Afrique Centrale.

¹ <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid137212/l-insertion-professionnelle-des-diplomes-de-l-universite-en-constante-amelioration.html>

La caractérisation des risques en France

Pour le questionnaire de caractérisation, on constate que les items les plus caractéristiques sont « *accidents de la route* », « *chômage* », « *attentat/terrorisme* » et « *criminalité* ». L'analyse des courbes illustrant l'aspect plus ou moins consensuel des éléments dans la RS des risques permet de constater que ce sont les éléments les plus caractéristiques de la représentation et qu'ils appartiennent probablement au NC. Seul l'item « *criminalité* » ne suit pas tout à fait la forme en J. Ces résultats confirment en partie les résultats des associations libres auxquels s'ajoutent « *les attentats/terrorisme et la criminalité* » qui étaient dans la périphérie. Gaymard et Joly (2013) ont montré le décalage qu'il pouvait y avoir entre la zone centrale recueillie avec les associations libres et le questionnaire de caractérisation. Le premier outil est un outil de recueil spontané qui peut conduire les répondants à occulter des éléments qui ressortiraient avec le questionnaire de caractérisation. En bas du tableau, nous y trouvons les items ayant une distribution proche de la forme « **J inversé** ». Ces éléments sont considérés comme peu caractéristiques de l'objet représenté. Ce sont surtout les items en rapport avec la situation socio-économique, l'insécurité et renvoyant à l'exclusion comme « *pauvreté* », « *insécurité alimentaire* », « *guerres civiles* » qui ne caractérisent pas les risques en France. Nous remarquons que ces items font allusion au climat géopolitique délétère dans leurs pays et à la situation socio-économique caractérisée par le sous-développement. D'autres items faisant référence à la santé publique comme « *MST* », « *épidémies* » rappellent que pour ces étudiants le système sanitaire en France n'a rien de comparable à celui de leur pays d'origine.

On peut constater que ces étudiants construisent leurs représentations en mettant en parallèle la situation dans leurs pays. Nous avons vu que l'Afrique Centrale est une sous-région en voie de développement et que la majorité de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les populations sont très pauvres, ne mangent pas à leur faim, n'ont pas d'accès à l'eau potable, le taux de chômage est très élevé surtout dans la population jeune, les soins de santé coûtent très

cher, ce qui rend les populations vulnérables et les expose aux diverses maladies. De nombreux facteurs participent à ce sous-développement, comme par exemple la mauvaise gouvernance, l'injustice et la corruption. Les travaux de Etoundi Essimi (2018), Etoundi, Kay et Gaymard (à paraître) sur les RS et les risques concernant le Cameroun ont bien mis à jour ces problématiques. Les conséquences sont que la sous-région reste sous-développée. Pour résoudre ce problème, il y a formation de groupes armés et rebellions pour combattre les régimes dictatoriaux, ce qui fait que les guerres civiles et l'insécurité y sont fréquentes.

La caractérisation des risques en Afrique Centrale

Ce sont les problématiques géopolitiques caractéristiques du pays qui apparaissent comme centrales, c'est-à-dire la pauvreté, les guerres civiles, le chômage, les difficultés d'accès à l'éducation qui présentent des consensus au travers des courbes en J attestant d'une vision partagée : tout le monde est d'accord pour dire que c'est ou ce n'est pas caractéristique de l'objet (Gaymard, 2003).

Dans la construction de leurs représentations, les étudiants sont préoccupés par la géopolitique de cette sous-région d'Afrique qui est devenue le théâtre des violences politiques et des guerres civiles. La corruption et l'injustice occupent une place importante dans différents secteurs, le détournement des biens de l'Etat par les dirigeants et surtout le manque de démocratie et les entraves à la liberté d'expression qui se manifestent par les exécutions arbitraires et extrajudiciaires, les détentions illégales, les enlèvements et disparitions des opposants politiques, l'emprisonnements des journalistes et menaces à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme, conséquence de la solution militaire aboutissant à la formation de milices et groupes armés. Le sentiment d'insécurité règne dans ces pays et le risque de violences, conflits armés et guerres civiles est très grand. Selon Londa (2014), on dénombre par exemple plus d'une centaine de groupes armés locaux et 6 groupes armés étrangers (Burundi, Rwanda et

l'Ouganda) opérant à l'est de la RDC depuis plus de 25 ans. Comme souligné dans les paragraphes précédents, la RDC est devenue le théâtre d'affrontements entre 9 armées africaines entre 1996-2003, le conflit étant considéré comme le plus meurtrier depuis la deuxième guerre mondiale avec des estimations de plus de 5 millions de victimes (Mapping report). Ce conflit s'est exporté au-delà du pays pour se répandre à l'ensemble des pays frontaliers. On assiste aux tensions tribales, ethniques et les guerres civiles au sud du Soudan qui durent depuis près de trois décennies, Boko-Haram au Tchad et au Cameroun, les miliciens Seleka et anti-Balaka en République Centrafricaine et les conflits armés au Congo Brazza et au Gabon. Ces différentes factions menacent la sécurité de la sous-région, un défi majeur pour l'éclosion de la paix en Afrique Centrale. Les conséquences engendrées par cette dynamique de conflit sont multiples, entre autres l'instabilité politique de la région, de grandes souffrances de la population menacée et contrainte à des déplacements massifs aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur.

La situation chaotique de la géopolitique de l'Afrique Centrale a des conséquences désastreuses dont de nombreux cas de viols favorisant la transmission des maladies sexuellement transmissibles, le chômage explosif, la pauvreté, les famines, la répression de la liberté d'expression et l'atteinte aux droits de l'homme, le manque de démocratie et le partage inégal des biens du pays, la situation économique catastrophique plombant la population dans la précarité, le système sanitaire quasi inexistant exposant la population aux maladies, aux difficultés d'accès à l'éducation, etc.

Les AL des risques en Afrique centrale

L'analyse des productions de ce groupe d'étudiants pour les risques personnels en Afrique Centrale présente des résultats qui montrent que l'accent est mis sur la dimension socio-économique et la santé publique par l'évocation des mots comme « chômage » et « pauvreté ».

On retrouve la question du chômage qui était centrale dans la RS des risques personnels en France. La question de la pauvreté spécifique à cette représentation traduit une situation déterminante dans le choix du projet de vie de ces étudiants.

L'analyse des productions pour l'inducteur risques naturels en Afrique Centrale montre que les inondations constituent le risque le plus inquiétant. A noter que dans la première périphérie figure également le terme « pluies abondantes » attestant de jugements contrastés. Les travaux de Kay (2018) sur les RS du changement climatique au Cameroun par les agriculteurs de deux régions, témoignent de la surexposition du pays aux aléas climatiques ces dernières années. L'auteur a montré que le « manque de pluie » pouvait être plus caractéristique en fonction de la région dans laquelle travaillaient les agriculteurs (zone forestière ou zone soudano-Sahélienne).

Nous constatons que les résultats des associations libres et ceux du questionnaire de caractérisation ont en commun deux éléments qui sont les plus importants. Ces éléments sont « pauvreté » et « chômage », ce qui traduit la représentation que les étudiants ont sur l'Afrique Centrale. Pour eux, cette dernière est caractérisée par le sous-développement qui affecte toutes les sphères de la vie mais surtout la création de l'emploi, ce qui fait que la grande majorité de la population (majoritairement jeune) est désœuvrée ou est en chômage déguisée. Les conséquences sont celle d'une situation dans la pauvreté permanente. Ceci se traduit par l'évocation des éléments comme précarité, la faim et la corruption (se trouvant dans la première périphérie). Même si ces éléments sont moins fréquemment cités, ils sont considérés comme importants pour les étudiants. Ceci est confirmé par le fait que les étudiants placent en haut du tableau dans le questionnaire de caractérisation les éléments comme « difficultés d'accès à l'éducation », « insécurité alimentaire » auxquels s'ajoutent les « accidents de la route » et « guerres civiles », ce qui prouve qu'ils sont aussi considérés comme les plus importants pour les étudiants. Dans cette partie d'Afrique, non seulement le secteur économique est touché mais aussi le secteur de santé, ce qui traduit la défaillance et l'inadéquation des structures de santé.

Ceci se traduit par l'évocation des éléments comme maladies qui sont beaucoup plus cités même s'ils paraissent comme ayant une moindre importance. Les productions des étudiants mettent également en lumière leur sentiment d'insécurité, ils n'ont pas d'espoir dans l'avenir.

L'Algèbre de Boole

A côté des associations libres et du questionnaire de caractérisation, nous constatons que les résultats de l'analyse booléenne vont dans le même sens car on remarque que les étudiants qui ont l'intention de s'installer en France présentent des structures compensatoires autour des thèmes en rapport avec la situation socio-économique.

Avec les analyses booléennes de ce groupe, on constate que la grande majorité déclare que le chômage, la pauvreté, l'insécurité alimentaire, les épidémies et les guerres sont caractéristiques de l'Afrique Centrale. Les écarts à la majorité (ceux qui sont minoritaires sur ces aspects) compensent en réintégrant des aspects majoritaires de leur groupe. Ainsi plus l'aspect est important et plus les étudiants minoritaires ont besoin de compenser sous la forme :

« Je considère que la pauvreté n'est pas caractéristique de l'Afrique centrale mais je considère aussi que les épidémies et les accidents de la route le sont et que le changement climatique et l'exposition aux produits toxiques ne le sont pas. » Ainsi Gaymard avait constaté auprès des filles d'origine maghrébine : « Les étudiantes temporisent et cherchent davantage à rééquilibrer en compensant, quand elles s'éloignent d'une façon d'être dans la norme. » (Gaymard, 2003, p. 92).

Vu le contexte politico-économique traduit par les mauvaises gouvernances, l'insécurité et les conflits sociaux caractérisant leurs pays, la crise d'enseignement dans leurs pays traduit par l'insuffisance d'infrastructures, la faiblesse dans les conditions d'encadrement et l'inefficacité

de l'enseignement, ces étudiants viennent faire leurs études en France avec l'intention de s'installer pour intégrer un nouvel environnement qui leur permet de vivre pleinement.

Pour les risques en France, les EPF ont des structures compensatoires liées à la question de l'environnement et de la santé. Les écarts à la majorité impliquent que ces étudiants compensent toujours par la considération que la pauvreté et les maladies sexuellement transmissibles ne sont pas caractéristiques des risques en France. Ainsi « Je considère que les inondations ne sont pas caractéristiques des risques en France mais je considère aussi que le changement climatique et la pollution de l'environnement le sont et que la pauvreté et les MST ne le sont pas. »

Au vu de tous ces problèmes auxquels l'Afrique Centrale est exposée, ces étudiants quittent leurs pays au départ pour venir faire les études en France, une fois arrivés sur le sol français, en comparant les conditions de vie dans leurs pays et les opportunités offertes par le pays d'accueil, malgré des difficultés rencontrées pour faire les démarches administratives et s'adapter, ils réussissent à s'intégrer dans la société française et décident de rester en France, là où ils pourront bénéficier d'un environnement qui leur offre sécurité et stabilité économique.

Les résultats présentés vont dans le sens des travaux de Trimera et Garnier (2013) qui, dans leur étude sur « Les africains en France » montrent que la volonté de migrer à l'étranger résulte des trajectoires socio-économiques du candidat migrant et des contextes politiques et économiques du pays d'accueil. Les auteurs montrent que l'attitude de ces étudiants est bien réfléchie et anticipatrice. Ils soulignent que ces étudiants ont un intérêt en ce qui concerne la possibilité de formation et d'expérience professionnelle ou de vie. Après leur formation initiale sur place, le projet de s'installer se concrétise. C'est ce qu'on trouve dans une note de Campus France de

2017 selon laquelle les raisons de la migration sont multiples et variées. Elles peuvent être la recherche de compétences ou d'expériences de vie que l'offre locale n'a pas, ou encore elles peuvent résulter de graves crises économiques, alimentaires, tensions politiques, conflits armés ou guerres civiles dans leurs pays.

De manière générale, on peut constater que les systèmes politiques et la défaillance des Etats sont la principale menace pour la sous-région. La persistance des éléments comme la pauvreté, le chômage, la dictature, la corruption, l'instabilité politique, les conflits sociaux, les maladies...sont source d'insécurité persistante, ce qui engendre des conflits armés. Le sentiment d'insécurité est mis en relation avec la recrudescence des conflits dans beaucoup de pays de la sous-région où les groupes armés sont très actifs et les pays limitrophes ne sont pas à l'abri car ces groupes trouvent les bases arrières dans les pays voisins et les pays menacés directement peuvent poursuivre leurs ennemis dans les pays hôtes, ce qui peut déclencher les guerres régionales. Les réponses des étudiants de cette sous-région montrent qu'ils ont un sentiment d'insécurité et ont peu de confiance en l'avenir.

Les mauvaises politiques des dirigeants, la richesse du pays mal répartie où dans plusieurs pays, des richesses du pays sont entre les mains d'un petit groupe au pouvoir et empêchent les populations de disposer des moyens nécessaires pour vivre pleinement en exerçant une activité professionnelle génératrice de revenu. Ils vivent dans la pauvreté et le chômage qui atteint un niveau maximum où la jeunesse scolarisée ou non scolarisée reste dans l'éternel désœuvrement.

L'allusion à l'incertitude politique traduit le manque de confiance que les étudiants ont à l'encontre des institutions politiques car celles-ci ne leur donnent pas d'espoir quant à la pérennité de la stabilité du fait des problèmes structurels qui engendrent des conflits et des

guerres s'il n'y pas d'alternance politique. Ces régimes dictatoriaux sont surtout caractérisés par la corruption qui touche toutes les sphères de la vie publique (éducation, emploi où la corruption empêche que l'accès à l'emploi ne se fasse pas sur base de mérite, les marchés publics sont donnés à un groupe restreint proche du pouvoir,...)

Cet état de choses qui prévaut dans les pays de l'Afrique Centrale fait que les étudiants, avec des capacités intellectuelles suffisantes pour analyser la situation et la responsabilité de l'état dans le sous-développement et l'insécurité de leurs pays, une fois qu'ils ont constaté qu'ils étaient impuissants de pouvoir changer les choses à cause de l'autoritarisme et de la dictature, décident de partir à l'étranger, au départ pour faire les études. Arrivés sur place, ils concrétisent leur projet de ne plus retourner dans leurs pays pour échapper à la misère qui règne dans leurs pays.

2. RS ET RISQUES CHEZ LES EPA

Les AL des risques en France

L'analyse des données recueillies par les associations libres sur les risques personnels en France montre que les éléments centraux de la RS de ce groupe d'étudiants sont « *accidents de la route* », « *chômage* », « *discrimination* » et « *racisme* ». Ils apparaissent comme les plus importants et les plus inquiétants. **Il s'agit donc d'une RS différente du groupe des EPF car ces derniers avaient dans leur NC uniquement les éléments « accidents de la route » et « chômage ».** Ceci confirme notre hypothèse d'une plus grande difficulté d'adaptation chez les EPA. Les éléments centraux « *discrimination* » (élément de la 1^{ère} périphérie des EPF) et « *racisme* » (élément de la 2^{ème} périphérie des EPF) attestent des difficultés qui sont essentielles dans leur projet de vie : retourner dans leur pays.

La RS des risques naturels en France pour ce groupe, montre également que ce n'est pas la même RS même si elle contient les deux mêmes thématiques : inondations et froid. Concernant le groupe EPF, il y avait également dans le noyau central l'item « neige ». Globalement ces étudiants souffrent des conditions climatiques associées au froid car l'Afrique connaît des températures non seulement plus élevées mais qui en plus augmentent depuis ces dernières années, expliquant que ce continent est particulièrement exposé au changement climatique comme le note Kay : « Au cours du 20^{ème} siècle, en Afrique, la température moyenne annuelle a augmenté régulièrement. Selon les projections, on s'attend à une augmentation de température plus élevée en Afrique que dans le reste du monde. Les modèles climatiques prévoient une augmentation de température moyenne de 3 à 4°C sur le continent d'ici la fin du siècle ; ce qui correspond à 1,5 fois l'augmentation moyenne de la planète (GIEC, 2014) ». (Kay , 2018, p.141).

La caractérisation des risques en France

Les résultats du questionnaire de caractérisation nous montrent que les éléments se trouvant en haut du tableau et considérés comme les plus caractéristiques sont isolement/solitude, chômage, dépression, accidents de la route, attentat/terrorisme et criminalité. Si l'on se concentre sur les courbes en **J**, les 4 premiers formeraient le NC de la RS des risques en France. La périphérie serait constituée par les éléments comme épidémies, difficultés d'accès à l'éducation, insécurité alimentaire et guerres civiles. Nous constatons que les données des associations libres et celles du questionnaire de caractérisation ont « accidents de la route et « chômage » en commun. Ainsi les EPA ont comme particularité d'évoquer comme étant caractéristiques des risques en France ce qui est lié à leur difficulté d'intégration et d'adaptation dans la société française confirmant notre hypothèse. L'évocation d'éléments comme déracinement, isolement et solitude fait penser que les liens qui les unissaient à leurs pays sont rompus, loin de leurs

familles, ils se sentent isolés et vivent dans la solitude. Cela ferait qu'ils restent repliés sur eux-mêmes et risquent de sombrer dans la dépression.

L'utilisation du diagramme de Kendall (Gaymard, 2003) qui permet de visualiser comparativement les moyennes des deux groupes en les ordonnant d'un côté et en reliant les items entre les deux groupes, fait ressortir ce qui est commun et spécifique. Ainsi par exemple, si la problématique du chômage est partagée avec des moyennes de caractérisation sensiblement similaires (EPF=4,93 ; EPA=4,84), on constate que ce n'est pas le cas pour l'isolement (EPF=3,2 ; EPA=4,84) et la dépression (EPF=3,11 ; EPA=4,60). Par contre comme Gaymard (2003), nous retrouvons vers le haut ou le bas du diagramme des éléments pour lesquels les deux groupes sont en accord car ils relèvent de la spécificité de leurs origines culturelles.

La caractérisation des risques en Afrique Centrale

Pour le questionnaire de caractérisation, les résultats permettent d'observer que les étudiants ont placé en haut du tableau les éléments qu'ils trouvent les plus caractéristiques pour l'Afrique Centrale. Il apparaît que les éléments en rapport avec la géopolitique comme « guerres civiles » et le système socio-économique comme « la pauvreté », « le chômage », « difficultés d'accès à l'éducation », « insécurité alimentaire » sont les éléments qui structurent la représentation des étudiants. Ces éléments constitueraient le NC de leur RS. On note que les répondants placent en bas du tableau les éléments qu'ils considèrent comme moins caractéristiques de l'Afrique Centrale. Ces éléments sont « dépression », « isolement/solitude », « changement climatique », « exposition ou consommation des produits toxiques, attentats/terrorisme », et ils appartiendraient à la périphérie.

La caractérisation des risques en Afrique Centrale montre également que si les deux groupes partagent comme élément le plus caractéristique, la pauvreté (EPF=4,73 ; EPA=4,88) et comme éléments les moins caractéristiques, la dépression (EPF=1,17 ; EPA=1,20) et l'isolement (EPF=1,26 ; EPA=1,06), on observe que les EPA trouve moins caractéristiques des risques en Afrique Centrale, les guerres civiles (EPF=4,55 ; EPA=2,93) et la question des attentats/terrorisme (EPF=1,88 ; EPA=1,48).

On peut se demander si ces éléments ne pourraient pas constituer pour les EPA des éléments dissonants dans leur projet de vie, les amenant à relativiser. On sait depuis les travaux de Flament (1994) que la question de la réversibilité est essentielle dans la transformation des RS. Il montre notamment qu'une situation réversible ne peut pas entraîner de changements profonds de la RS. Les étrangers qui adoptent des mœurs en France, contraires à leur culture (comme la vie de couple), si leur intention est de repartir chez eux, cette représentation n'est que temporairement modifiée (Flament, 1994). Ainsi on peut penser que la représentation en lien avec l'Afrique Centrale peut être différente car un groupe compte y retourner et l'autre non.

Les AL des risques en Afrique centrale

L'analyse des productions de ce groupe d'étudiants pour les risques personnels en Afrique Centrale montre qu'il s'agit de la même RS que les EPF.

En effet les deux groupes partagent dans leur noyau les éléments « chômage » et « pauvreté » qui donc constituent les éléments les plus fréquents et les plus inquiétants. Nous constatons ainsi que malgré leur différence au niveau du projet d'avenir, ils ont les mêmes représentations des risques personnels en Afrique Centrale. Ils mettent l'accent sur la géopolitique de la sous-région caractérisée par un contexte sécuritaire volatile et une instabilité politique permanente et surtout la situation socio-économique caractérisée par un sous-développement. Ce résultat

est intéressant car la centralité n'est pas entachée des projets de vie des étudiants. **Ainsi on peut dire que ces éléments ne sont pas déterminants dans les choix des étudiants. C'est bien la RS des risques en France qui semble déterminante.**

Concernant les risques naturels en Afrique Centrale, nous observons que la RS est différente du groupe des EPF. Si les deux groupes ont dans le NC, le terme « inondations », le terme « pluies abondantes » fait uniquement partie du NC du groupe EPA.

Mais on retrouve dans ces représentations les principaux éléments attestant que l'Afrique Centrale est en proie aux aléas climatiques (Kay, 2018).

L'Algèbre de Boole

Avec les analyses booléennes de ce groupe d'étudiants qui a l'intention de retourner dans son pays, nous remarquons que les étudiants soulignent surtout le risque d'isolement/solitude, ou la dépression dans les structures compensatoires qui concernent les risques en France. Ainsi « Je considère que la criminalité n'est pas caractéristique des risques en France mais l'isolement/solitude, la dépression, la consommation de drogues ou l'alcoolisme/tabagisme le sont. » On peut dire que ces étudiants une fois arrivés sur le sol français, ont été perdus dans les démarches administratives pour faire les papiers, se loger et s'insérer dans la société française, ils ont eu des difficultés pour se faire des amis, ce qui fait qu'ils vivent dans l'isolement et la solitude. Dans leur solitude, impossible de trouver un job étudiant pour financer leurs études car ils n'arrivent pas à demander de l'aide aux camarades, ce qui complique encore plus la compréhension des cours. Avant de quitter leurs pays, nombreux sont les étudiants qui considèrent la France comme un eldorado mais arrivés dans l'Hexagone, le quotidien de ces derniers ne ressemble pas au paradis rêvé. Ceci laisse à penser que toutes ces difficultés d'adaptation, de logement, de nourriture ont contribué à leur déception malgré les prestations

sociales accordées par le pays, ils décident de repartir dans leurs pays alors que le groupe d'étudiants qui a l'intention de s'installer en France préfère immigrer pour échapper à la misère.

Ces résultats confirment nos hypothèses qui stipulaient que « le groupe d'étudiant ayant comme projet de rester en France construirait leurs représentations sur la gravité des risques en Afrique Centrale ». L'hypothèse portant sur l'autre groupe voulant repartir « qui construirait les RS autour des difficultés rencontrées en France » est aussi vérifiée. Malgré le contexte politique, sécuritaire et socio-économique de la sous-région, ils préfèrent retourner chez eux car ils n'ont pas réussi à s'adapter et à s'intégrer dans la société française. Ils ont vécu une situation difficile qu'on peut juger « insupportable », raison pour laquelle ils décident d'affronter les nombreux problèmes de leurs pays.

Il nous reste à aborder les limites de ce travail. Notre culture d'origine nous a permis d'accéder à la population mais le nombre n'a pas permis de faire des comparaisons hommes/femmes qui auraient pu être intéressantes. Les travaux de Gaymard (2003) ont montré la spécificité du groupe de femmes dans la trajectoire d'immigration et les enjeux spécifiques qu'elles avaient dans l'accès aux études supérieures compte tenu de la place de la femme dans la culture maghrébine. Par contre nous aurions peut-être rencontré des difficultés eu égard aux disparités culturelles hommes/femmes en Afrique.

Il aurait été intéressant d'approfondir le sens de certains éléments recueillis (par exemple, isolement/solitude) ou de clarifier pourquoi les EPA semblent relativiser certains risques en Afrique Centrale comme les guerres civiles. De même, nous pensons que la question de l'adaptation mériterait d'être mise en relation avec certaines spécificités socioculturelles ou environnementales.

Concernant la méthodologie, nous avons choisi avec les inducteurs de garder toujours le même ordre mais certains travaux conseillent une alternance des consignes. Enfin l'Algèbre de Boole reste assez fastidieuse dans l'utilisation car elle repose sur un travail manuel de croisement entre les différents items.

CONCLUSION

Dans notre étude intitulée « **représentations sociales et risques vus par les étudiants d’Afrique centrale qui font leurs études en France** », l’objectif était d’appréhender les représentations sociales des étudiants pour comprendre d’éventuels liens entre la structure des représentations sociales et leur projet d’avenir. Partant de l’idée que des représentations sociales peuvent être liées dans un même environnement social mais peuvent évoluer différemment, nous avons montré, par le biais de différentes illustrations empiriques ces caractéristiques. Les deux groupes d’étudiants d’Afrique Centrale qui font leurs études en France, bien qu’ils partagent la situation socioculturelle et économique et qu’ils évoluent dans un même environnement social, ont des représentations sociales qui peuvent s’avérer différentes car elles s’inscrivent dans des projets de vie différents.

Notre cadre théorique s’appuyant sur la Théorie du noyau central (Abric, 1976, Flament, 1987), nous avons eu recours à l’utilisation de méthodes visant d’une part à repérer et faire émerger les éléments constitutifs de la représentation, et d’autre part, à clarifier son organisation, ce qui a impliqué l’utilisation d’une approche multi-méthodologique comme le suggère Abric (2003, p.60). C’est ainsi que nous avons utilisé la méthode des associations libres hiérarchisées en proposant pour la première fois d’adopter un critère « fréquence/rang d’inquiétude ». Ces indicateurs nous paraissent pertinents pour appréhender la RS des risques dans sa dimension émotionnelle. Les données ont été analysées grâce au logiciel EVOC 2005 (Vergès, 2005). Le questionnaire de caractérisation nous a permis de vérifier la hiérarchisation des items et de croiser les interprétations avec les associations libres plus spontanées. Les données de ce questionnaire ont été analysées grâce à l’Algèbre de Boole (Flament, 1976 ; Gaymard, 2002) ce qui nous a permis de mettre en évidence l’opinion majoritaire et la manière dont une sous-

population s'en écarte. Cette méthode s'inscrit dans la conception selon laquelle la RS est constituée de plusieurs modèles normatifs, qu'il y a différentes manières d'être dans la norme et que les « latitudes normatives » (Gaymard, 2003) s'inscrivent dans le système (Flament, 1999, 2001 ; Gaymard, 2014).

Les résultats des associations libres, du questionnaire de caractérisation et les analyses booléennes montrent que les RS des étudiants qui ont l'intention de s'installer en France sont axées sur la situation socio-économique, la santé publique et la géopolitique. En s'exprimant sur les risques en Afrique Centrale, les étudiants ont exprimé ce qui pouvait être déterminants dans leur choix de vie. En s'exprimant sur les risques en France, les étudiants ont montré également quelles étaient leurs inquiétudes également dans cet environnement mais la gravité des risques en Afrique centrale explique qu'ils ne veulent plus retourner dans leurs pays. Même s'ils affirment qu'il y a des risques très importants en France comme les difficultés à trouver du travail, comparativement à leurs pays, ils préfèrent faire face à ces problèmes.

Chez les étudiants qui veulent retourner dans leurs pays, les RS sont surtout axées sur l'exclusion-intégration. En s'exprimant sur les risques en France, les étudiants ont mis l'accent sur ce qui pouvait être déterminant dans leurs choix de vie. En effet, seule la RS des risques en France permet de comprendre ce qui différencie les deux groupes et notamment pour ceux qui veulent repartir, la discrimination et le racisme. En s'exprimant sur les risques en Afrique Centrale, les étudiants ont mis en évidence le chômage, la pauvreté, l'insécurité alimentaire, les difficultés à l'éducation, les épidémies, les accidents de la route. Nous pouvons constater que les risques évoqués par ce groupe d'étudiants sont aussi graves en Afrique centrale qu'en France. On peut penser que malgré les problèmes socio-économiques auxquels leurs pays font face, ils décident de rentrer car ils n'ont pas pu s'adapter à l'environnement français. Le fait

qu'ils évoquent les éléments comme racisme, discrimination, isolement/solitude et dépression attestent de leurs difficultés. Ce sont principalement ces aspects qui motivent leurs choix. Ces résultats nous ont permis de montrer que d'un côté, les RS des étudiants qui veulent s'installer en France sont axées sur la gravité des risques en Afrique, d'un autre côté, les RS des étudiants voulant retourner dans leurs pays sont axées autour des difficultés liées à l'intégration et l'adaptation pendant leur séjour en France. Les résultats de notre étude nous ont permis de confirmer l'hypothèse de départ qui stipulait que « **les représentations sociales sur les risques chez les étudiants qui veulent s'installer en France diffèrent de celles des étudiants qui veulent retourner dans leurs pays** ».

BIBLIOGRAPHIE

- Abric, J.C. (1976). *Jeux, conflits et représentations sociales*, thèse de Doctorat ès lettres, Université de Provence, Aix en Provence.
- Abric, J.C. (1984). L'artisan et l'artisanat : analyse du contenu et de la structure d'une représentation sociale. *Bulletin de Psychologie*, XXXVII, 366, 861-875.
- Abric, J.C. (1987). *Coopération, compétition et représentations sociales*. Cousset-Fribourg : Delval
- Abric, J.C. (1989). L'étude expérimentale des représentations sociales. In D.Jodelet (Ed.), *Les représentations sociales* (pp. 187-203). Paris : PUF
- Abric, J.-C., (1993). La recherche du noyau central et de la zone muette des représentations sociales. In J.C. Abric (Ed.), *Méthodes d'études des représentations sociales* (pp. 58-80). Ramonville Saint-Agne: Erès
- Abric, J.-C. (1994a). Introduction. In J-C Abric (Ed.), *Pratiques sociales et représentations*. (pp. 7-9). Paris : Presses universitaires de France.
- Abric, J.C. (1994b). Les représentations sociales : aspects théoriques. In J.C. Abric (Ed.), *Pratiques sociales et représentations* (pp. 11-35). Paris : PUF.
- Abric, J.C. (1994c). Pratiques sociales, représentations sociales. In J.C. Abric (Ed.), *Pratiques sociales et représentations* (pp. 217-238). Paris : PUF
- Abric, J.C. (1994d). L'organisation interne des représentations sociales : système central et système périphérique. In C. Guimelli (Ed.), *Structures et transformations des représentations sociales* (pp. 73-84). Lausanne : Delachaux & Niestlé.
- Abric, J.-C.,(1996). De l'importance des représentations sociales dans le problèmes d'exclusion sociale. In J.C. Abric (Ed.), *Exclusion sociale, insertion et prévention* (pp. 11-17). Saint-Agne : Erès.

- Abric, J.-C. (1997). Méthodologie de recueil des représentations sociales. In J. C. Abric (Ed.), *Pratiques sociales et représentations* (pp. 59–82). Paris: PUF.
- Abric, J.-C. (2001). L'approche structurale des représentations sociales : développements récents. *Psychologie et Société*, 2(4), 81-103.
- Abric, J.C. (2003a). *Méthodes d'étude des représentations sociales*. Ramonville Saint Agne : Eres.
- Abric, J.C. (2003b). L'analyse structurale des représentations sociales. In S.Moscovici & F.Buschini (Ed.), *Les méthodes des sciences humaines* (pp.375-392). Paris : PUF
- Abric, J.C., & Tafani, E. (1995). Nature et fonctionnement du noyau central d'une représentation sociale : la représentation de l'entreprise. *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 28, pp. 22-31.
- Abric, J.C., & Vergès, P. (1994). *La représentation sociale de la banque*. Etudes et Recherches du Grifresh pp.26.
- Adolfo, E.V., Söderberg Kovacs, M., Nyström, D. & Utas, M. (2012). *Electoral violence in Africa*, Conflict, Displacement and Transformation NAI Policy Notes 3, pp. 4, Uppsala: Nordic African Institute <http://urn.kb.se/resolve?urn=urn:nbn:se:nai:diva-157>
- Alesina, A. et Perotti, R. (1996). Income distribution, political instability and investment. *European Economic Review*. 40(6), pp. 1203-1228. [https://doi.org/10.1016/0014-2921\(95\)00030-5](https://doi.org/10.1016/0014-2921(95)00030-5)
- Apostolidis, T. et Dany, L. (2012). Pensée sociale et risque dans le domaine de la santé : les regards des représentations sociales. *Psychologie Française*, 57(2), 67-81. <https://doi.org/10.1016/j.psfr.2012.03.003>
- Ayangafac, C., (2008). The Political Economy of Regionalisation in Central Africa (in Ayangafac, C. (ed), *Monograph Series 155*. Pretoria: Institute for Security Studies

- BAD (2008). Stratégie pour l'enseignement supérieur, la science et la technologie, groupe de la banque africaine de développement, février 2008
- Baggio, S. & Rouquette, M.-L. (2006). La représentation sociale de l'inondation : influence croisée de la proximité au risque et de l'importance de l'enjeu. *Bulletin de Psychologie*, 59(1), 481.
- Bayart J.-F., (1989). *L'Etat en Afrique, la politique du ventre*. Paris : Fayard.
- Beck, U., (2001). *La société du risque*. Paris, Aubier
- Blanco, L., et Grier, R., (2009). Long live democracy: The determinants of political instability in Latin America. *The Journal of Development Studies*, 45(1), 76-95.
<https://doi.org/10.1080/00220380802264788>
- Bonardi, C. et Roussiau, N. (1999). *Les représentations sociales*. Paris : Dunod.
- Boutanquoi. M., (2008). Compréhension des pratiques et des représentations sociales : Le champ de la protection de l'enfance. *Revue internationale de la protection de l'éducation familiale*, 24(2), 123-135 <https://doi.org/10.3917/rief.024.0123>
- Braechman, C., (1994). *Rwanda : histoire d'un génocide*. Paris : Fayard
- Braechman, C., (2003). Les nouveaux prédateurs. *La politique des puissances en Afrique Centrale*. Paris : Fayard
- Breakwell, G.M. (2007). *The Psychology of Risk*. Cambridge, UK: Cambridge University Press
- Campos, N. et Karanasos, M., (2008). Growth, Volatility and Political Instability: Non-linear Time-series Evidences for Argentina, 1896-2000. *Economics letters*, 100, 135-137.
- CEEAC (2012). Afrique Centrale: développement de mesures de réductions des risques, de préparation et de réponses aux catastrophes, Avril, 2012
- Charness, G., Karni, E., Levin, D. (2007). Individual and group decision making under risk: An experimental study of Bayesian updating and violations of first-order stochastic dominance. *Journal of Risk and Uncertainty*, 35(2), 129-149

- Chrétien, J.-P. (1997). *Le défi de l'ethnisme. Rwanda et Burundi, 1990-1996*. Paris : Karthala
- Cialdini, R.B., Reno, R.R., & Kallgren, C.A., (1990). A focus theory of normative conduct: Recycling the concept of norms to reduce littering in public places. *Journal of Personality and Social Psychology*, 58(6), 1015-1026. doi.org/10.1037/0022-3514.58.6.1015
- Cohn, I., & Godwin-Gill, G., (1995). *Enfants soldats : le rôle des enfants dans les conflits armés*. Montréal : Méridien
- Conseil de Sécurité des Nations Unis (2001). Rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République Démocratique du Congo, 12 avril 2001.
- Dauphiné, A., (2011). *Risques et catastrophes. Observer, spatialiser, comprendre et gérer*. Paris : Armand Colin.
- Doise, W. (1986). Les représentations sociales : définition d'un concept. In W.Doise et A.Palmonari (Eds.). *L'étude des représentations sociales* (pp. 81-94). Neuchâtel, Paris: Delachaux & Niestlé
- Doise, W. (1992). L'ancrage dans les études sur les représentations sociales. *Bulletin de psychologie*, 45(405), 189-195.
- Doise, W., Clémence, A., & Lorenzi-Cioldi, F. (1992). *Représentations sociales et analyses de données*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Doise, W., & Palmonari, A. (1986). *L'étude des représentations sociales*. Neuchâtel: Delachaux & Niestlé.
- Douglas, M. (1992). Risk and Blame. *Essay in Cultural Theory*. New York: Routledge.
- Douglas M., et Wildvsky, A., (1992). *Risk and culture: an essay on the selection of technological and environmental dangers*. Berkeley: University of California Press

- Durkheim, E. (1898). Représentations individuelles et représentations collectives. *Revue de métaphysique et de Morale*, 6(3), 273-302.
- EIU, (2013). Democracy Index 2013, Democracy in Limbo. London, December 2013
- Ernst-Vintila, A., Délouée, S., & Rouquette, M-L. (2010). La crise financière de 2008 : menace collective ou défi individuel ? Une analyse de pensée sociale mobilisée en situation de crise. *Les cahiers internationaux de Psychologie sociale*, 3(87), 515-542.
- Etoundi Essimi, J.C. (2018). *La gestion des risques au Cameroun : Représentations sociales et croyance en un monde juste*. Thèse de Doctorat en Psychologie, Université d'Angers.
- Etoundi, J.C., Kay, N., & Gaymard, S. (à paraître). Social representation of risk in Cameroon : influence of sociopolitical and cultural context. *Journal of Social and Political Psychology (JSPP)*
- Fisher G.-N. (1987). *Les concepts fondamentaux de la psychologie sociale*. Paris : Dunod.
- Flament, C. (1976). *L'analyse booléenne de questionnaire*. Paris, la Haye : Mouton.
- Flament, C. (1987). Pratiques et représentations sociales. In J.L.Beuvois, R.V.Joule et J.M.Monteil (Eds.), *Perspectives cognitives et conduites sociales 1* (pp. 143-150). Cousset : DelVal.
- Flament, C. (1994a). Structure, dynamique et transformation des représentations sociales. In J.C. Abric (Ed.). *Pratiques sociales et représentations* (pp. 37-57). Paris : PUF.
- Flament, C. (1994b). Aspects périphériques des représentations sociales. In C. Guimelli (Ed.), *Structures et transformations des représentations sociales* (pp. 85-116). Lausanne: Delachaux & Niestlé.
- Flament, C. (1999a). Liberté d'opinion et limite normative dans une représentation sociale : le développement de l'intelligence. *Swiss Journal of Psychology*, 58(3), 201-206.
- Flament, C. (1999b). La représentation sociale comme système normatif. *Psychologie et Société*, 1, 29-53.

- Flament, C. (2001a). Représentation sociale et normativité : quelques pistes. In F. Buschini et N. Kalampakis (Eds.), *Penser la vie, le social, la nature. Mélanges en l'honneur de Serge Moscovici* (pp. 257-261). Paris: Maison des Sciences de l'Homme.
- Flament, C. (2001b). Approche structurale et aspects normatifs des représentations sociales. *Psychologie et société*, 4, 57-80
- Flament, C. (2001c). Pratiques sociales et dynamique des représentations, in Moliner P. (Ed.), *La dynamique des représentations sociales* (pp. 42-58). Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Flament, C., & Rouquette, M.L. (2003). *Anatomie des idées ordinaires*. Paris : Armand Colin.
- Gaymard, S. (1999). *Les études supérieures comme enjeu dans un contexte de négociation implicite entre les filles d'origine maghrébine et leurs parents : Aspects conditionnels et normatifs des représentations sociales dans une situation de biculturalisme*. Thèse de Doctorat publiée, Université de Provence, Aix-en-Provence
- Gaymard, S. (2002). Représentation sociale et algèbre de Boole : une étude des modèles normatifs dans une situation de biculturalisme. *Revue Internationale de Psychologie Sociale*, 15(1), 163-184.
- Gaymard, S. (2003). *La négociation interculturelle chez les filles franco-maghrébines : Une étude de représentation sociale*. Paris: L'Harmattan.
- Gaymard, S. (2007). La représentation de la conduite chez de jeunes conducteurs. Une étude de la conditionnalité routière. *Recherche Transports Sécurité*, 97, 339-359.
- Gaymard, S. (2009). Norms in social representations: two studies with French young drivers. *The European Journal of Psychology Applied to Legal Context*, 1(2), 165-181.
- Gaymard, S. (2012). Pedestrian representation through the analysis of little stories. *Psychology of Language and Communication*, 16(3), 185-200. doi.org/10.2478/v10057-012-0013-9

- Gaymard, S. (2014). The theory of conditionality: an illustration of the place of norms in the field of social thinking. *Journal for the Theory of Social Behaviour*, 44(2), 229-247. doi.org/10.1111/jtsb.12039
- Gaymard, S. (2016). Conditionality and normative models in the field of social thinking. In Kathryn J. Fitzgerald (Ed), *Social Roles & Social Norms* (pp.1-13). New York, NY: Nova Science Publishers.
- Gaymard, S., & Joly, P. (2013). La représentation sociale du football chez des jeunes adultes issus d'un milieu social défavorisé. *Loisir et Société/ Society and Leisure*, 35(2), 263-292. [doi : 10.1080/07053436.2012.10707844](https://doi.org/10.1080/07053436.2012.10707844)
- Gaymard, S., Kay, N., & Etoundi, J.C. (2015). Climate change and beliefs in Cameroon: A qualitative study among farmers in the Equatorial and Sudano-Sahelian zones. *Canadian Social Science*, 11(7), 53-64. [doi: 10.3968/7273](https://doi.org/10.3968/7273)
- Gaymard, S., & Lethielleux, C. (2015). La représentation sociale de la vie de quartier chez des femmes retraitées. *Revue Québécoise de Psychologie*, 36(3), 121-149.
- Gaymard, S., Taunay, B., & Amato, J.N. (2019). Social representations of suntanning and conditional beach practices in China. *Mediterranean Journal of Social Sciences*, 10(5), 24-37 <https://doi.org/10.2478/mjss-2019-0063>
- Gaymard, S. & Tiplica, T. (2017). *Sécurité routière : un défi à l'aube du XXIè siècle*. Paris : L'Harmattan.
- Grize, J.B., Vergès, P., et Silem, A. (1987). *Salariés aux nouvelles technologies : vers une approche sociologique des représentations sociales*. Paris : Ed. du CNRS.
- Guennebeaud, F.(2013). Des représentations sociales des risques majeurs au sein de la communauté éducative du second degré. In *Observatoires des représentations du développement durable*, Octobre 2013. Université Blaise Pascal, ESPE Clermont-Auvergne http://www.or2d.org/or2d/ressources_files/15-DR-or2d-guenebeaud.pdf

- Guimelli, C. (1988). *Agression idéologique, pratiques nouvelles et transformation progressive d'une représentation sociale. La représentation de la chasse et de la nature chez des chasseurs languedociens*. Thèse de doctorat publiée, Université de Provence, Aix en Provence
- Guimelli, C. (1989). Pratiques nouvelles et transformation sans rupture d'une représentation sociale : la représentation de la chasse et de la nature. In J.L.Beauvois, R.V.joule et J.M.Monteil (Eds), *Perspectives cognitives et conduites sociales 2. Représentations et processus socio-cognitifs* (pp. 117-138). Cousset : Delval.
- Guimell, C. & Jacobi, D. (1990). Pratiques nouvelles et transformation des représentations sociales. *Revue Internationale de Psychologie Sociale*, 3(3), 307-334
- Guimelli, C., & Reynier, J. (1999). Structure progressive d'une représentation sociale : la représentation de l'infirmière. In M.L. Rouquette & C. Garnier (Ed.), *La genèse des représentations sociales* (pp. 171-181). Montréal : Editions Nouvelles
- Guimelli, C. & Rouquette, M.L. (1992). Contribution du modèle associatif de Schèmes Cognitifs de Base à l'analyse structurale des représentations sociales. *Bulletins de Psychologie*, 45(405), 196-202
- Guishaoua, A. (1989). *Destins paysans et politiques agraires en Afrique Centrale*. Paris : L'Harmatan
- Hassen, M.R., (2015). L'insécurité et le terrorisme en Afrique Centrale. Note d'analyse. Repéré à <http://mariereinemrh.over-blog.com/2015/10/l-insecurite-et-le-terrorisme-en-afrique-centrale-par-marie-reine-hassen.html>
- Herzlich, C. (1969). *Santé et maladie. Analyse d'une représentation sociale*. Paris: Ecole Pratique des Hautes Etudes et éditions Mouton.
- ICG (2007). République Centrafricaine : anatomie d'un Etat fantôme, *African Report 136*, pp.

- IRD (2013). L'appui aux formations de deuxième cycle en Afrique de l'Ouest et Centrale. Repéré à <https://docplayer.fr/3142183-L-appui-aux-formations-de-deuxieme-cycle-en-afrique-de-l-ouest-et-centrale.html>
- Jodelet, D. (1984). Représentation sociale : phénomènes, concept et théorie. In S. Moscovici (Ed.), *Psychologie sociale* (pp. 357-378). Paris : Presses Universitaires de France.
- Jodelet, D. (1989). Représentations sociales : un domaine en expansion. In D.Jodelet (Ed.), *Les représentations sociales* (pp. 31-59). Paris : PUF
- Joffe, H. (2003). Risk : from perception to social representation. *British Journal of Social Psychology*, 24,55-73. doi: [10.1348/014466603763276126](https://doi.org/10.1348/014466603763276126)
- Joffe, H., & Lee, L. (2004). Social representation of a food risk: The Hong Kong avian bird flu epidemic. *Health Psychology*, 9, 517-533. doi: [10.1177/1359105304044036](https://doi.org/10.1177/1359105304044036)
- Kahnemann, D., & Tversky A. (1979). Prospect Theory: An Analysis of Decision under Risk. *Econometrica*, 47(2), 263-292
- Kay, N. (2018). *Les représentations sociales du changement climatique au Cameroun: analyse de presses et analyse comparée chez les agriculteurs en zone équatoriale vs soudano-sahélienne*. Thèse de Doctorat en Psychologie, Université d'Angers.
- Kew, D. (2006). *Nigeria in Sanja Tatic Countries at the Crossroads*. New York: Freedom House.
- Kmiec, R. et Roland-Lévy, C. (2014). Risque et construction sociale : une approche interculturelle. *Les cahiers internationaux de psychologie sociale*, 101(1), 69-99.
- Kouabenan, D.-R., Cadet, B., Hermand, D., Munoz Sastre, M.-T. (2006). *Psychologie du risque. Identifier, évaluer et prévenir*. Bruxelles : De Boeck
- Luntumbue, M. (2011). *Piraterie et insécurité dans le golfe de guinée : défis et enjeux d'une gouvernance maritime régionale. Note d'analyse*. Bruxelles : GRIP

- Luntumbue, M., & Massock, S. (2014). *Afrique Centrale : risques et envers de la paix tchadiana. Notes d'analyses*. Bruxelles : GRIP
- Mafikiri, P. M. & Tsongo, A.M. (1998). Guerres paysanne au Nord-Kivu (RDC) 1937-1994. In : *Cahiers d'Etudes africaines*, 38,150-151, 385-416 DOI : <https://doi.org/10.3406/cea.1998.1808>
- Mbala Londa, M. (2014). Les groupes armés et la position géopolitique de la République Démocratique du Congo dans la région des grands-lacs. (Mémoire de Licence, Université de Goma). Repéré à <https://www.memoireonline.com/09/18/10245/Les-groupes-armes-et-la-position-geopolitique-de-la-republique-democratique-du-congo-dans-la-regio.html>
- Makosso, B. (2006). *Enseignement supérieur en Afrique francophone : crises, réformes et transformations. Étude comparative entre le Congo, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso*. Dakar : CODESRIA.
- Mamontoff, A.M., (1995). *Pratiques nouvelles et transformation de la représentation de l'identité : le cas des Gitans sédentaires et des Gitans nomades*. Thèse de doctorat en psychologie, Université de Montpellier III
- Matabaro, M. (2008). *La crise foncière à l'Est de la RDC*. in *Afrique des Grands Lacs, annuaire 2007-2008*, Centre d'études de la région des Grands Lacs d'Afrique, Anvers, Paris : L'Harmattan, pp.385-414.
- Meyer, A. (2013). Regional Security Cooperation in Central Africa : What Perspectives after Ten Years of Peace and Security Operations ? In JJ Henz (ed) *Handbook of African Security* (pp. 229-242). Routledge.
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, République du Sénégal. (2013). *Rapport sur la concertation nationale sur l'avenir de l'enseignement supérieur au Sénégal* (2013).

- Misser, F., Valée, O. (1997). *Les Gémmocraties. L'économie politique du diamant africain*. Paris : Desclée de Brouwer
- Moliner, P. (1989). Validation expérimentale de l'hypothèse du noyau central des représentations sociales. *Bulletin de psychologie*, XLI, 759-762.
- Moliner, P. (1992a). Structure de représentation et structure de schèmes. *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 14, 48-52.
- Moliner, P. (1992b). Représentations sociales, schèmes conditionnels et schèmes normatifs. *Bulletin de psychologie*, XLV, 405, 325-329.
- Moliner, P. (1994). Les méthodes de repérage et l'identification du noyau des représentations sociales. In C. Guimelli (Ed), *Structures et transformations des représentations sociales* (pp.199-232). Paris Delachaux et Niestlé.
- Moliner, P. (1995). Noyau central, principes organisateurs et modèle bi-dimensionnel des représentations sociales : vers une intégration théorique. *Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 28, 44-55.
- Moliner, P. (1996). *Images et représentations sociales*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Moliner, P., Rateau P., & Cohen-Scali, V. (2002). *Les représentations sociales. Pratiques et études de terrain*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Montalvo, J.,G., & Reynal-Querol, M., (2005). Ethnic Polarization, Potential Conflict and Civil Wars. *The American Economic Review*, 95, 796-816.
- Moreau, A. (1995). Culture de l'Entre-deux. *Hommes et Migrations*, 1190, 22-27.
<https://doi.org/10.3406/homig.1995.2512>
- Moscovici, S. (1961/1976). *La psychanalyse, son image et son public* (2de édition). Paris : PUF.
- Moscovici, S. (1981). On social representations. In J.P. Forgas (Ed.). *Social cognition: perspectives on everyday understanding* (pp.181-209). London: Academic Press.

- Moscovici, S. (1993). Introductory adress. *Papers on social representations*, 2(3), 160-170.
- Moscovici, S. (2001). Pourquoi l'étude des représentations sociales en psychologie. *Psychologie et société*, 4, 7-24
- Mugny, G., & Carugati, F. (1985). *L'intelligence au pluriel : Les représentations sociales de l'intelligence et de son développement*. Cousset : DelVal
- Musila, C. (2015). Paix et sécurité en Afrique Centrale. Fiche d'analyse Repéré à http://www.irenees.net/bdf_fiche-defis-283_fr.html
- Ngodi, E., (2008). *Pétrole et géopolitique en Afrique centrale*. Paris : L'Harmattan
- Ngodi, E., (2010). *L'Afrique centrale face à la convoitise des puissances*. Paris : L'Harmattan.
- Ngodi, E. (2015). *L'Afrique Centrale face aux enjeux de sécurité au XXI^e siècle*. Paris : L'Harmattan.
- Ngondzi. J. N. (2013). *Enfants-soldats, conflits armés, liens familiaux : Quels enjeux de prise en charge dans le cadre du processus de DDR ? Approche comparative entre les deux Congo*. Thèse de Doctorat en Sciences politiques. Université Montesquieu-Bordeaux IV
- Ntunda, E. (2010). *Terrorisme et piraterie. De nouveaux enjeux sécuritaire en Afrique Centrale*. Yaoundé : Presse Universitaire d'Afrique.
- OCHA (2016). Lake Chad Crisis Overview. Juin, 2016. Repéré à <https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/cameroon/document/ocha-lake-chad-basin-crisis-overview-29feb2016>
- OMS (2004). *Rapport Mondial sur la prévention des traumatismes dus aux accidents de la circulation*. Genève : Organisation Mondiale de la Santé.
- ONU (2010). *République Démocratique du Congo, 1993-2003. Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de*

- la République démocratique du Congo*. New York, Octobre 2010. Repéré à https://www.ohchr.org/documents/countries/cd/drc_mapping_report_final_fr.pdf
- Pourtier, R. (2003). L'Afrique centrale dans la tourmente: Les enjeux de la guerre et de la paix au Congo et alentour. *Hérodote*, 111(4), 11-39 DOI <https://doi.org/10.3917/her.111.0011>
- Prunier, G. (1997). Rwanda, 1959-1996: Histoire d'un génocide. Paris : Dagorno
- Prunier, G. (2009). *Africa's World War : Congo, the Rwandan Genocide and the Making of a Continental Catastrophe*. Oxford University Press.
- Palmonari, A., & Doise, W. (1986). Un nouveau champ d'étude. Caractéristiques des représentations sociales. In W. Doise et A. Palmonari (Eds.), *L'étude des représentations sociales* (pp. 12-33). Neuchatel-Paris : Delachaux & Niestlé.
- Ranis, G. (2009). *Diversity of communities and Economic Development : An Overview*., Yale University.
- Roland-Lévy, C., Pappalardo Bumelki, F.-E., & Guillet, E. (2010). Representation of the financial crisis. Effects on social representations of savings and credits. *The Journal of Socio-Economics*, 39, 142-149.
- Rouquette, M.L. (2000). Représentations et pratiques sociales : une analyse théorique, in C. Garnier et M.L. Rouquette (Ed.), *Représentations sociales et éducation* (pp.133-142). Montréal : Editions nouvelles.
- Rouquette, M.-L. (2003). Pensée sociale et problèmes de société. *Nouvelle Revue de Psychologie Sociale*, 1,99-102
- Rouquette, M.L., & Rateau, P. (1998). *Introduction à l'étude des représentations sociales*. Grenoble: Presses Universitaires de Grenoble.
- Roussiau, N., & Bonardi, C. (2001). *Les représentations sociales. Etat des lieux et perspectives*. Sprimont : Mardaga

- Schein, E. H. (1987). *Process Consultation: its role in organization development*. Reading, MA: Addison- Wesley.
- Sherif, M. (1936). A study of some social factors in perception. *Archives of Psychology*, 187.
- Shleifer, A. & Vishny, R., W., (1993). Corruption. *The Quarterly journal of economics*, 108, 599-617
- Slovic, P., & Peters, E. (2006). Risk perception and affect. *Current directions in psychological science*, 15(6), 322-325.
- Timera, M. & Garnier, J., (2010). Les Africains en France : Vieillesse et transformation d'une migration. *Hommes & migrations* [En ligne], 1286-1287 | 2010, mis en ligne le 29 mai 2013, URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1719> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.1719>
- UNESCO (1997). *Consultation de la région Afrique préparatoire à la conférence mondiale sur l'enseignement supérieur*, déclaration et plan d'action sur l'enseignement supérieur en Afrique. Dakar, Bureau régional de l'UNESCO
- UNESCO (1998). *Rapport sur l'état de l'éducation en Afrique*, Dakar : Bureau régional de l'UNESCO
- Vergès, P. (1992). L'évocation de l'argent : une méthode pour la définition du noyau central d'une représentation. *Bulletin de psychologie*, XLV, 405, 203-209.
- Vergès, P. (1994). Approche du noyau central : propriétés quantitatives et structurale. In Guimelli C., (Ed.). *Structure et transformations des représentations sociales*. (pp.233-253). Paris : Delachaux et Niestlé.
- Vergès, P. (2001). L'analyse des représentations sociales par questionnaire. *Revue française de sociologie*. 42(3), 537-561.

Wakker, P.P. (2004). Theoretical Note: On the Composition of Risk Preference and Belief.

Psychological Review, 1,236-241.

Zinn, J.O. (2008). The contribution of sociology to the discourse on Risk and Uncertainty. In

J.O. Zinn (Ed.) *Social Theories of Risk and Uncertainty: An Introduction*. (pp.1-17)

<https://doi.org/10.1002/9781444301489.ch1>

RÉSUMÉ

Ce travail de recherche s'inscrit dans le cadre de la théorie des représentations sociales et vise à expliquer comment les étudiants d'Afrique Centrale qui font leurs études en France construisent leurs représentations sociales sur les risques selon qu'ils ont un projet de s'installer en France ou qu'ils ont l'intention de retourner dans leurs pays d'origine. Notre population (N=90) est divisée en deux groupes : le groupe d'étudiants qui a comme projet de s'installer en France (N=45) et le groupe des étudiants qui veulent retourner chez eux (N=45).

L'hypothèse de départ postule que « **Les représentations sociales sur les risques chez les étudiants qui veulent rester en France, diffèrent de celles des étudiants qui veulent retourner dans leurs pays d'origine** ». Nous nous attendons à une différence significative entre d'une part, le groupe qui veut rester en France, qui axerait les RS sur la gravité des risques en Afrique Centrale, et d'autre part, le groupe voulant retourner chez eux, qui construirait les RS autour des difficultés rencontrées en France surtout liées à l'accompagnement et l'intégration ainsi que l'adaptation à un nouvel environnement.

Grâce aux données recueillies au travers des associations libres et du questionnaire de caractérisation, nous trouvons d'une part, que les réponses des étudiants qui veulent rester en France mettent l'accent sur les risques en rapport avec l'aspect socio-économique et sécuritaire en Afrique Centrale. Cela est illustré par l'évocation de la pauvreté, du chômage, de l'insécurité alimentaire, des difficultés d'accès à l'éducation, des guerres civiles, de l'instabilité politique ; tous ces éléments sont considérés comme les principales caractéristiques des risques en Afrique Centrale.

D'autre part, les étudiants qui ont comme projet de retourner dans leurs pays mettent en évidence l'isolement, la solitude, la dépression, la pauvreté et le chômage ; ce sont les principales caractéristiques des risques en France. Les représentations sociales sur les risques de ces deux groupes montrent des représentations contextualisées selon leur projet de vie.

L'utilisation d'une méthodologie spécifique comme **l'Algèbre de Boole** montre l'importance des aspects normatifs et des stratégies compensatoires dans l'étude des représentations sociales. Cette méthodologie confirme sa pertinence dans les problématiques culturelles.

Mots-clés : représentations sociales, normes, risques, étudiants, Afrique Centrale, Algèbre de Boole

Présidence de l'université
40 rue de rennes – BP 73532
49035 Angers cedex
Tél. 02 41 96 23 23 | Fax 02 41 96 23 00



ABSTRACT

This research work is in line with the theory of social representations and aims to explain how Central African students studying in France construct their social representations of risks depending on whether they have a project to settle in France or intend to return to their countries of origin. Our population (N=90) is divided into two groups: the group of students who plans to settle in France (N=45) and the group of students who wants to return home (N=45).

The starting hypothesis postulates that "**Social representations of risk among students who want to stay in France differ from those of students who want to return to their countries of origin**". We expect a significant difference between, on the one hand, the group that wants to stay in France, which would focus the SR on the seriousness of risks in Central Africa, and on the other hand, the group that wants to return home, which would build the SR around the difficulties encountered in France and especially related to support and integration as well as adaptation to a new environment.

Thanks to the data collected through the free associations and the characterization questionnaire, we find on the one hand, that the answers of students who want to stay in France emphasize the risks related to the socio-economic and safety aspect in Central Africa. This is illustrated by the evocation of poverty, unemployment, food insecurity, difficulties of access to education, civil wars, political instability; all these elements are considered as the main characteristics of risks in Central Africa.

On the other hand, students who plan to return to their countries highlight isolation, loneliness, depression, poverty and unemployment; these are the main characteristics of risks in France. The social representations of risks of these two groups show contextualized representations according to their life project.

The use of specific methodologies such as **Boole's Algebra** shows the importance of normative aspects and compensatory strategies in the study of social representations. This methodology confirms its relevance to cultural issues.

Key words : Social representations- Risks- Norms- Students – Central Africa -Bolean Algebra

Présidence de l'université
40 rue de rennes – BP 73532
49035 Angers cedex
Tél. 02 41 96 23 23 | Fax 02 41 96 23 00



ENGAGEMENT DE NON PLAGIAT

Je, soussigné(e) Ernest NZARAMBA,
déclare être pleinement conscient(e) que le plagiat de documents ou d'une
partie d'un document publiée sur toutes formes de support, y compris l'internet,
constitue une violation des droits d'auteur ainsi qu'une fraude caractérisée.
En conséquence, je m'engage à citer toutes les sources que j'ai utilisées
pour écrire ce rapport ou mémoire.

signé par l'étudiant(e) le 08 / 10 / 2020



**Cet engagement de non plagiat doit être signé et
joint à tous les rapports, dossiers, mémoires**

Présidence de l'université
40 rue de rennes – BP 73532
49035 Angers cedex
Tél. 02 41 96 23 23 | Fax 02 41 96 23 00



Social representations and risks seen by central African students studying in France : Norms and Boolean

Keywords : social representations, norms, risks, students, Central Africa, Boolean Algebra

Abstract: This research work is in line with the theory of social representations and aims to explain how Central African students studying in France construct their social representations of risks depending on whether they have a project to settle in France or intend to return to their countries of origin. Our population (N=90) is divided into two groups: the group of students who plans to settle in France (N=45) and the group of students who wants to return home (N=45).

The starting hypothesis postulates that "**Social representations of risk among students who want to stay in France differ from those of students who want to return to their countries of origin**". We expect a significant difference between, on the one hand, the group that wants to stay in France, which would focus the SR on the seriousness of risks in Central Africa, and on the other hand, the group that wants to return home, which would build the SR around the difficulties encountered in France and especially related to support and integration as well as adaptation to a new environment.

Thanks to the data collected through the free associations and the characterization questionnaire, we find on the one hand, that the answers of students who want to stay in France emphasize the risks related to the socio-economic and safety aspect in Central Africa. This is illustrated by the evocation of poverty, unemployment, food insecurity, difficulties of access to education, civil wars, political instability; all these elements are considered as the main characteristics of risks in Central Africa.

On the other hand, students who plan to return to their countries highlight isolation, loneliness, depression, poverty and unemployment; these are the main characteristics of risks in France. The social representations of risks of these two groups show contextualized representations according to their life project.

The use of specific methodologies such as Boole's Algebra shows the importance of normative aspects and compensatory strategies in the study of social representations. This methodology confirms its relevance to cultural issues.



Représentations sociales et risques vus par les étudiants d'Afrique Centrale qui font leurs études en France: Normes et Algèbre de Boole.

Mots clés : représentations sociales, normes, risques, étudiants, Afrique Centrale, Algèbre de Boole

Résumé : Ce travail de recherche s'inscrit dans le cadre de la théorie des représentations sociales et vise à expliquer comment les étudiants d'Afrique Centrale qui font leurs études en France construisent leurs représentations sociales sur les risques selon qu'ils ont un projet de s'installer en France ou qu'ils ont l'intention de retourner dans leurs pays d'origine. Notre population (N=90) est divisée en deux groupes : le groupe d'étudiants qui a comme projet de s'installer en France (N=45) et le groupe des étudiants qui veulent retourner chez eux (N=45).

L'hypothèse de départ postule que « **Les représentations sociales sur les risques chez les étudiants qui veulent rester en France, diffèrent de celles des étudiants qui veulent retourner dans leurs pays d'origine** ». Nous nous attendons à une différence significative entre d'une part, le groupe qui veut rester en France, qui axerait les RS sur la gravité des risques en Afrique Centrale, et d'autre part, le groupe voulant retourner chez eux, qui construirait les RS autour des difficultés rencontrées en France surtout liées à l'accompagnement et l'intégration ainsi que l'adaptation à un nouvel environnement.

Grâce aux données recueillies au travers des associations libres et du questionnaire de caractérisation, nous trouvons d'une part, que les réponses des étudiants qui veulent rester en France mettent l'accent sur les risques en rapport avec l'aspect socio-économique et sécuritaire en Afrique Centrale. Cela est illustré par l'évocation de la pauvreté, du chômage, de l'insécurité alimentaire, des difficultés d'accès à l'éducation, des guerres civiles, de l'instabilité politique ; tous ces éléments sont considérés comme les principales caractéristiques des risques en Afrique Centrale.

D'autre part, les étudiants qui ont comme projet de retourner dans leurs pays mettent en évidence l'isolement, la solitude, la dépression, la pauvreté et le chômage ; ce sont les principales caractéristiques des risques en France. Les représentations sociales sur les risques de ces deux groupes montrent des représentations contextualisées selon leur projet de vie.

L'utilisation d'une méthodologie spécifique comme **l'Algèbre de Boole** montre l'importance des aspects normatifs et des stratégies compensatoires dans l'étude des représentations sociales. Cette méthodologie confirme sa pertinence dans les problématiques culturelles.